

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Bulletin trimestriel

janvier - avril

2 0 1 3

N° 11

LA LETTRE DE L'IRMC

Sommaire

2 L'institution IRMC, son histoire, son évolution

Pierre Robert BADUEL, Jean-Philippe BRAS, Michel CAMAU, Mounira CHAPOUTOT-REMADI, Romain COSTA, Pierre-Noël DENIEUIL, Mohamed-Moncef EL GAIED, Khaled ELJOMNI, Chérif FERJANI, Sawssen FRAY-BELKADHI, François GOUYETTE, Salah HAMZAoui, Mohamed-Nejib LAZHARI.

27 Les chercheurs et les actions

Myriam ACHOUR-KALLEL, Amin ALLAL, Kmar BENDANA, Hend BEN OTHMAN, Leïla BLILI, Hassan BOUBAKRI, Morched CHABBI, Sylvie DAVIET, Hassan EL ANNABI, Mohamed ELLOUMI, Alia GANA, Vincent GEISSER, Eric GOBE, Abdelhamid HENIA, Mohamed KERROU, Yamina MATHLOUTHI, Sylvie MAZZELLA, Imed MELLITI, Sihem NAJAR, Stéphanie POUESSEL.

45 L'esprit IRMC

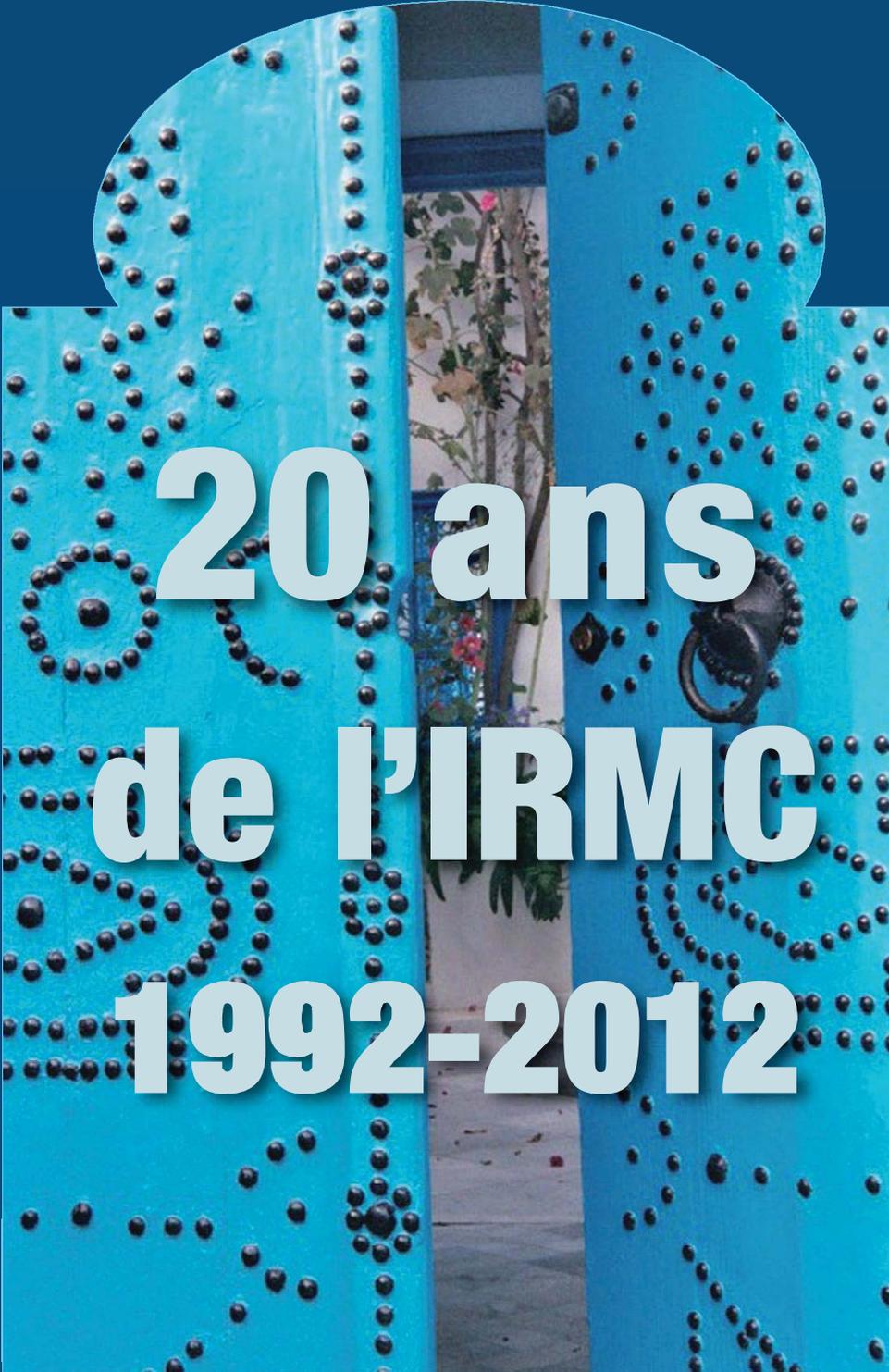
Fathi AOUBADI, Mourad BELAÏDI, Latifa BESSOUDI, Katia BOISSEVAIN, Delphine CAVALLO, Raja HAMDIA-CHAABA, Mathieu COULON, Jellal DEROUICHE, Clémentine GUTRON, Taoufik LABIDI, Odile MOREAU, Hayet NACCACHE, Besma OURAIED-MENNEI, Christiane SADDEM, Salem YACOUBI.

53 La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Myriam CATUSSE, Abdelmajid CHARFI, Pierre-Noël DENIEUIL, Nora LAFI, Djaouida LASSEL, Khedidja MOKEDDEM, Susan OSSMAN, Moncef OUANNÈS, Nouria REMAOUN.

64 L'IRMC et les sciences sociales

Yadh BEN ACHOUR, Ridha BEN AMOR, Lilia BEN SALEM, Stéphanie POUESSEL, Nicolas PUIG.



20 ans
de l'IRMC
1992-2012

Les mondes scientifiques, sociaux et politiques de l'IRMC depuis 20 ans

La présente livraison de la *Lettre de l'IRMC* est consacrée aux témoignages de quelques-uns, mais la liste ne prétend à aucune exhaustivité, parmi ceux qui ont connu ou fréquenté l'Institut depuis sa fondation en 1992 ou au cours des vingt dernières années. La multiplicité des contributions éclairera le lecteur sur la diversité tant des actions conduites que des acteurs concernés par l'Institut, dans un contexte qui part du durcissement du régime Ben Ali en 1992 et qui aboutit depuis 2011 à une révolution et à une dynamique de changement permanent. On y verra que l'IRMC constitue aujourd'hui encore une référence pour les jeunes chercheurs français, doctorants ou post doctorants, qui y ont été accueillis et qui s'y sont formés à la recherche. Ils y ont éprouvé leurs premières prises d'initiatives et de responsabilités professionnelles. Ils s'y sont intégrés au sein de réseaux nationaux et internationaux. La plupart d'entre eux, après avoir soutenu leur thèse ou publié leur recherche, sont désormais au CNRS ou en poste à l'Université.

On y lira aussi tout l'intérêt de l'apport de l'IRMC à la communauté universitaire tunisienne. Ce ne fut pas sans difficultés au départ, face à la réticence de nombreux collègues nés bien avant l'indépendance, de voir s'implanter à Tunis un centre étranger indépendant des institutions tunisiennes en sciences sociales. Il aura fallu tout d'abord la présence d'un magnifique outil : la bibliothèque avec un fonds historique exceptionnel et l'attrait des plus grands titres en sciences humaines, puis l'organisation de conférences qui ont permis la circulation des savoirs et la création de liens. Il aura fallu ensuite l'instauration d'un comité mixte franco-tunisien, la vigilance politique du premier directeur et de son équipe, ainsi que la curiosité scientifique d'une nouvelle génération tunisienne montante, pour que ces premières résistances se nuancent. Des chercheurs tunisiens furent recrutés en détachement de leur institution d'origine. Ils témoignent ici d'un « milieu » qui leur a apporté une logistique collective, leur a appris tant la rigueur et la valorisation du résultat selon des normes internationales,

qu'une meilleure connaissance de la communauté tunisienne elle-même. Plus encore, ce fut l'occasion pour eux de pratiquer l'interculturalité universitaire maghrébine, et notamment d'entrer en contact avec leurs collègues maghrébins.

On verra que ce décloisonnement et ces croisements géographiques opérés par l'IRMC ne se sont depuis jamais démentis. En témoignent tant les travaux exploratoires conduits sur la Libye, que les coopérations nouées avec les universités et les centres de recherche algériens, dont le CRASC à Oran, lors de séminaires, de publications, d'envoi de chercheurs et de boursiers selon des objectifs de formation de la jeune recherche. On verra aussi comment l'Institut a poussé tous ses chercheurs à sortir d'un développement fléché de leur discipline et à créer de l'interdisciplinarité et de la convergence scientifique sous l'égide d'un « environnement propice » qualifié de « pépinière » ou de « catalyseur de coopération », apportant de nouveaux messages scientifiques à une époque où les Tunisiens n'avaient pas forcément les moyens de traiter toutes les questions. C'est ainsi que l'IRMC s'est construit une identité internationale « géoculturelle » au croisement des générations de chercheurs et d'étudiants, sur des thématiques contemporaines à l'écoute des « inquiétudes du présent » tout en sachant garder ses distances pour mieux en cerner la généalogie et les modes de fabrication.

Les textes ici proposés font aussi état des conditions historiques et politiques qui présidèrent à plus de 20 ans d'existence. Ils racontent les années de surveillance durant lesquels l'IRMC dut se faire des alliés (son comité de suivi au « regard bienveillant », l'implication des chercheurs tunisiens, ses relations internationales) pour éviter les blocages. On pourra croiser ici et là de beaux témoignages de chercheurs français face à la parole « chuchotante » des Tunisiens, et leurs regrets amers d'une prudence nécessaire qui « contribuait à nous décrédibiliser » vis-à-vis des Français. Plusieurs décrivent un espace de liberté ouvert, un « nœud de réseaux de recherches capable d'appréhender les mutations

régionales et au-delà ». Certains l'abordent comme un refuge et une protection scientifique quelque peu ambiguë entre les dictatures nationales (Tunisie, Libye), et les anciennes positions coloniales de la France. Son atout contre la dictature était ici résolument sa dimension maghrébine et internationale. La seule posture d'évitement de la compromission se situait alors dans le jeu de la carte internationale qui en faisait un pont entre les cultures. En témoigne entre autres l'ouverture à l'anthropologie développée par l'IRMC à la charnière des années 2000 et qui, face à l'impossibilité d'initier une vraie science politique, lui a permis d'élargir son champ de recherche au Maroc et à l'Algérie.

Une complicité s'est inscrite progressivement dans l'histoire d'une institution construite avec les Tunisiens, en suivant leurs demandes et par-delà les frontières géographiques et disciplinaires. Des noms contribuèrent à la cimenter au fil des ans et eurent pour fonction d'assurer un « ancrage par le renouvellement ». Car ainsi que le montre Romain Costa, l'IRMC n'est pas réductible à une série d'actes et de décisions disparates, c'est le mouvement qui l'a entretenu et qui lui a permis d'échapper aux querelles « routinisées » de pensées ou de territoires disciplinaires. Ces noms sont ceux d'Anne-Marie Planel ou des quatre directeurs successifs privilégiant tantôt les sciences politiques, le droit, les études urbaines, ou la socio anthropologie. Ce sont aussi ceux de tous les chercheurs qui ont conduit et mené à publication des programmes de deux, trois ou quatre ans se faisant écho les uns les autres. Puis des symbioses ont éclos, au gré des interactions avec le paysage scientifique tunisien, permettant à la bibliothèque de l'IRMC de relayer celle du CERES, à l'Institut de donner naissance au DIRASET.

Enfin, il ne faut pas oublier la sociabilité au travail produite depuis 20 ans par l'IRMC. C'est toute la productivité sociale, la culture d'entreprise, « l'esprit maison » dont témoignent entre autres un graphiste artiste, un chauffeur sociologue, un bibliothécaire passeur, une agent de service « mère de famille » et une équipe

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

administrative fortement rompue à l'écoute au quotidien, à la recherche des bons arrangements, et à l'intelligence domestique, constamment enrichis par un *turn over* bénéfique en dépit des séparations répétées de ceux qui viennent et partent et avec lesquels on s'attache. Les pages qui suivent témoignent de ces années de vies et d'amitiés où se sont construites des pensées et des carrières, dans cette « ruche bourdonnante », où travail et sociabilités se conjuguent facilement.

Puis vint la révolution. Plusieurs documents nous expliquent à cet égard comment la révolution tunisienne a pu revaloriser le rôle stratégique de l'IRMC comme observatoire des changements dans

le monde arabe. La révolution apparaît ainsi comme la « chance » d'une jeune génération de chercheurs pour enrichir les disciplines en les confrontant à une réalité juridique et politique qui se construit au jour le jour. Il y est question de « rupture ontologique » à travers la manière dont les Tunisiens souhaitent désormais construire leur liberté. C'est ici le portait d'une Tunisie inspiratrice, de l'Égypte à la Libye et non isolée du reste du monde. Une Tunisie qui attire de nombreux chercheurs maghrébins mais aussi européens, dont des étudiants en master soucieux de venir faire parler le « terrain ».

Enfin, de l'ensemble des textes ici présentés, exhalent d'autres demandes. Certains remarquent que l'IRMC est sans

doute resté prisonnier des clivages idéologiques et linguistiques qui ont traversé le champ tunisien. À ce titre, l'Institut doit continuer à « faire bouger les frontières », contribuer à mieux faire connaître les travaux en langue arabe, et devra renforcer sa position de « pont » par celle de conciliateur entre les tendances dites arabisantes ou francophones et développer ainsi un universel comme meilleur « horizon d'entente » (selon l'expression de Zvetan Todorov) entre les particuliers.

Pierre-Noël DENIEUIL
Directeur de l'IRMC



L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, à vocation régionale, dont le siège est à Tunis. Créé en 1992, il est l'un des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) placés sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et, depuis 2000, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une Unité mixte (USR 3077). Un conseil scientifique participe à l'orientation et à l'évaluation de ses activités. Un Comité mixte franco-tunisien de suivi des activités de l'IRMC se réunit chaque année.

L'IRMC contribue, en partenariat avec la communauté scientifique notamment maghrébine et européenne, au développement de la recherche sur le Maghreb. Ses champs disciplinaires sont : anthropologie, démographie, droit, économie, études urbaines, géographie, histoire, sciences politiques, sciences sociales appliquées aux lettres, à la philosophie et à la psychologie, sociologie.

Ses programmes participent aux débats des sciences humaines et sociales dans une perspective comparée, à l'échelle régionale et internationale. Il organise des formations doctorales, des colloques, des séminaires internationaux et des conférences. Il accueille des chercheurs, des boursiers et des stagiaires maghrébins et français, en coopération avec les institutions des pays concernés.

Sa bibliothèque est ouverte à un large public d'universitaires, doctorants, étudiants, boursiers et stagiaires étrangers. Elle permet la consultation sur place de livres et de revues spécialisées (plus de 30.000 ouvrages et 2 300 titres de revues).

La valorisation de ses travaux de recherche représente aujourd'hui un catalogue de près de soixante publications collectives ou d'auteurs, chez différents éditeurs (dont sa publication annuelle *Maghreb et sciences sociales*).

Équipe de recherche permanente : Myriam Achour-Kallel, Chirine Ben Abdallah, Nadia Benalouache, Kmar Bendana, Hend Ben Othman, Irène Carpentier, Pierre-Noël Denieuil, Alia Gana, Mohamed-Chérif Ferjani, Charlotte Jelidi, Sihem Najjar, Stéphanie Pouessel.

Chercheurs associés : Maha Abdelhamid, Ophélie Arrouès, Hassen Boubakri, Jean-Pierre Cassarino, Sylvie Daviet, Sonia El Amdouni, Abdelhamid Hénia, Nabiha Jerad, Mohamed Kerrou, Monia Lachheb, Houda Laroussi, Besma Loukil, Imed Melliti, Jeanne Riaux, Nadia Sahtout.

Chercheurs, doctorants ou boursiers en accueil en 2013 : Anne Bouhali, Saïda Benchikh-Boulanouar, Mine Demirtas, Mathilde Fautras, Mohamed Hachemaoui, Abdelmalek Hattab, Djaouida Lassal, Mourad Mahmoudi, Souhira Medini, Aurore Mottet, Déborah Perez, Abdelkader Salhi.

Directeur : Pierre-Noël Denieuil.

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

L'IRMC a vingt ans 1992-2012



Mounira CHAPOUTOT-REMADI
est professeure émérite d'histoire du Moyen âge du monde arabe et musulman, Université de Tunis.

L'IRMC a vingt ans « que le temps passe vite ! » dirait la chanson, et l'important c'est qu'en cet espace de temps, l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain est devenu un lieu dans lequel les chercheurs en sciences sociales, quelles que soient leurs spécialités, se rencontrent et débattent volontiers. C'est parce qu'il a su s'affirmer comme un lieu de réflexion pour l'ensemble du Maghreb, un lieu où le Maghreb des intellectuels s'est fait au fil des rencontres et des séminaires et continuera à se faire bien avant le Maghreb des politiques.

Cet Institut a une histoire. Au commencement étaient trois collègues qui ont eu une longue histoire avec la Tunisie. Anne-Marie Planel, historienne dynamique, entreprenante et passionnée, arrivée en Tunisie en 1977 ne savait pas alors qu'elle entamait une belle carrière dans ce pays. Elle a été chargée tout d'abord par la Direction des archives du ministère des Affaires étrangères, de faire l'inventaire du fonds de la Résidence générale de l'Ambassade de France à Tunis, fonds constitué principalement de livres et de revues.

Deux ans plus tard naissait le CDTM, Centre de documentation Tunisie-Maghreb. Son but était de maintenir un patrimoine intellectuel et historique et de le mettre à la disposition des chercheurs tunisiens et étrangers. Il faut rappeler à ce sujet le rôle déterminant du regretté Paul Bédarida et ensuite de Denis Louche, successivement conseillers culturels adjoints à l'Institut Français de Coopération qui ont épaulé Anne-Marie Planel et l'ont soutenue constamment dans la mise en place et le rayonnement de ce centre. Cet institut qui constitue l'embryon de ce que sera l'IRMC,

situé au 1^{er} étage de la bibliothèque Charles De Gaulle est devenu très vite un rendez-vous très prisé. On y trouvait en plus du fonds ancien, les livres récents. Le but étant d'aider tout ce qui concernait la recherche en sciences sociales. URBAMA a tout de suite contribué avec le don de ses publications grâce à Pierre Signoles, ancien enseignant de géographie à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis.

À côté de l'acquisition d'une documentation de plus en plus riche, le CDTM a organisé des conférences et des débats et les premières thèses de l'époque y ont été présentées comme celle de Jellal Abdelkefi sur la Médina de Tunis et d'autres. De jeunes chercheurs ont bénéficié de bourses de stage comme Khadija Mohsen-Finan, Frédéric Lagrange, Patrice Coussonet, Luc Barbulesco, Nadia Khouri-Dagher, Pierre-Noël Denieul... Le PNR, programme National de Recherche créé à partir du rapatriement des archives françaises sur la Tunisie, travaillera également avec le CDTM. C'est l'embryon de ce qui deviendra l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National, ISHMN.



Les qualités et le sérieux d'Anne-Marie Planel, de même que les relations qu'elle a su nouer avec l'ensemble des chercheurs et des enseignants tunisiens ont largement contribué au succès du CDTM. Anne-Marie connaissait tout le monde et bénéficiait d'un capital de sympathie qui a rejailli sur le CDTM.

Au commencement de l'IRMC était aussi Michel Camau, revenu en Tunisie après y avoir accompli son service militaire, à peu près à la même époque qu'Anne-Marie. Michel, chercheur au CRESM d'Aix-en-Provence était alors invité par le CERP, centre de recherche de la Faculté de droit et sciences économiques. Malgré le cloisonnement des facultés existantes, Michel Camau a très vite tissé des liens avec l'ensemble des chercheurs du CERES comme des historiens de la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, dans

lesquelles, la Société tunisienne des historiens universitaires (STHU) organisait des rendez-vous hebdomadaires de débats et périodiquement de séminaires, des colloques et surtout des congrès d'histoire et de civilisation du Maghreb.

Michel Camau avait déjà publié sur la Tunisie et sur le Maghreb¹. Il était connu par ses livres et il s'est fait connaître par ses activités à Tunis et par les travaux collectifs qu'il a aussitôt engagés. Il sera amené à faire des séjours plus ou moins longs à Tunis en alternance avec le CRESM², devenu plus tard l'IREMAM³.

En 1992 quand il a été rappelé pour la troisième fois en Tunisie, Michel Camau était tout désigné pour devenir le premier directeur de l'IRMC. Le Centre de documentation Tunisie-Maghreb était ainsi devenu un institut à part entière et à vocation maghrébine. Dès lors, Anne-Marie-Planel et Michel Camau ont travaillé à l'épanouissement de ce centre résolument maghrébin. Dès le départ, il a affirmé sa vocation maghrébine et il a pris en charge la recherche sur l'ensemble des pays de l'UMA. Pendant un certain temps, eu égard à la grave crise algérienne des années 1990, l'IRMC a installé une antenne à Rabat, mais très vite, nos amis et collègues marocains ont voulu avoir leur propre institut et c'est comme cela qu'est né le Centre Jacques Berque.

Cet Institut a bénéficié de l'aide active et efficace du regretté Mohamed Charfi, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui a beaucoup aidé à sa mise en place et qui a désigné comme membres du comité de suivi deux grands chercheurs tunisiens, Yadh Ben Achour et Abdelmajid Charfi ainsi que les directeurs successifs de la direction générale de la Recherche scientifique, Brahim Baccari, Moncef El Gaied et Mohamed Nejib Lazhari.

L'IRMC a tout de suite organisé la recherche avec des chercheurs français, allocataires de recherches, des chercheurs associés tunisiens et des doctorants. Très vite, il a su élargir sa vocation en organisant non seulement des séminaires, des débats, des programmes de recherches mais il s'est intéressé également aux jeunes chercheurs en organisant des écoles doctorales associant des doctorants tunisiens et des doctorants venant des universités françaises, écoles animées par des enseignants tunisiens et français.

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

Au commencement enfin, un grand historien, le regretté André Raymond⁴ a joué un rôle décisif dans la création de l'IRMC. Bien qu'ayant vécu longtemps en Égypte et en Syrie, il était resté un Tunisien de cœur. André Raymond a entamé sa carrière d'enseignant agrégé d'histoire en Tunisie de 1947 à 1951 au collège Sadiki. Il est parti ensuite à Oxford où il a soutenu un PhD sur la Tunisie, *British Policy toward Tunis (1830-1881)* en 1953. Après une longue carrière au Moyen Orient à l'IFEAD et à l'IFAO, André Raymond qui est notamment connu par sa grande thèse réalisée à partir des registres de la Mahkama du Caire, est rentré en France et à Aix-en-Provence en 1975.

Ce que nous devons retenir d'une carrière riche et qui a donné à André Raymond une stature internationale, c'est qu'il a été un rassembleur de la recherche scientifique. Il a fondé l'IREMAM en 1986, rassemblant ainsi les laboratoires du CNRS. Il a fondé en 1987, l'AFEMAM⁵ et il a activement œuvré pour la fondation de l'IRMC. Je voudrais rappeler à cet égard dans son œuvre prolifique deux publications sur la Tunisie, l'édition d'un extrait d'une grande chronique tunisienne, *Ibn Abi Dhi'af, Présent aux hommes de notre temps. Chronique des rois de Tunis (Chap. IV et V)*, Édition critique, traduction et annotation, 2 vol. Tunis, et une belle étude sur *Tunis sous les Mouradites : la ville et ses habitants au XVII^e siècle*, Tunis, IRMC-Cérès éd., 2006. Il avait demandé à Karim Ben Smaïl de rencontrer à l'occasion de la parution de cet ouvrage, les membres de

l'Association des anciens élèves du Collège Sadiki. Ce fut émouvant.

Anne-Marie Planel, Michel Camau et André Raymond ont été les trois fondateurs de l'IRMC auxquels, personnellement je rends un hommage amical pour l'œuvre et l'action accomplies. Par leur connaissance étendue et renouvelée de l'intelligentsia tunisienne, par leurs travaux personnels et par leur engagement, ils ont contribué non seulement à établir un pont entre recherche tunisienne et recherche maghrébine et internationale, à enrichir la réflexion et le débat sur les grandes questions en sciences sociales et à créer un lieu de rencontres de haut niveau.

Les successeurs de Michel Camau à la tête de l'IRMC ont continué cette orientation et su maintenir les liens qui avaient été tissés. Jean-Philippe Bras, Pierre Robert Baduel et Pierre-Noël Denieul ont tous œuvré pour un Maghreb de la recherche et leur aide, leur participation à sa dynamisation n'ont jamais faibli ; l'harmonie n'a pas été rompue bien au contraire, tous ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour la promotion continue d'une recherche importante. D'ailleurs la chance de l'IRMC c'est d'avoir eu tout le temps à sa tête des personnes qui connaissent bien le pays pour lui avoir consacré l'essentiel de leurs recherches et cette continuité est aussi un des principaux facteurs de succès de l'Institut. Grâce à leur engagement, la libre circulation des idées, la mobilité des chercheurs, les publications, la mise en réseau de l'ensemble de la réflexion

en sciences sociales a incontestablement désenclavé la recherche et évité tout risque d'exotisme. Grâce à eux, plusieurs instituts ont travaillé ensemble, aussi bien ceux des grands centres universitaires français que ceux qui sont basés à l'étranger et dans l'ensemble des pays méditerranéens.

La moisson au bout de ces vingt ans est belle. Une bibliothèque riche de près de 30 000 ouvrages et 2 300 titres de revues. Un personnel tout aussi engagé avec Christiane Saddem, présente auprès d'Anne-Marie depuis la création du CDTM et Hayet Naccache. Plusieurs chercheurs tunisiens et français ont contribué au rayonnement de l'Institut comme Abdelhamid Hénia, Mohamed Elloumi, Mohamed Kerrou, Hassen Boubakri, Dorra Mahfoudh, Sihem Najjar, Kmar Bendana et bien d'autres encore ainsi que des chercheurs français comme François Siino, Eric Gobe, Vincent Geisser, Nicolas Puig, Katia Boissevain, Stéphanie Pouessel... La liste et longue et les publications sont là pour témoigner du chemin parcouru.

1. *La Tunisie* avec Charles Debbash, 1973 et *La notion de démocratie dans la pensée des dirigeants maghrébins*, préf. De Ch. Debbasch, Paris, CNRS, 1971.

2. Centre de Recherches et d'Études sur les Sociétés Méditerranéennes.

3. L'Institut de Recherche sur le Monde Arabe et Musulman.

4. André Raymond est mort le 6 février 2011, au tout début de la révolution tunisienne qu'il a accueillie avec bonheur.

5. L'Association Française des Études sur le Monde Arabe et Musulman.

27 Volontaires Internationaux (VI) ont traversé la vie de l'IRMC de 1992 à 2013

Appelés VSN (Volontaires du Service National) puis CSN (Coopérants du Service National) puis VI (Volontaires Internationaux), en poste pour une année (et certains pour deux années), ils ont grandement participé aux activités de l'IRMC et y ont accompagné la recherche, tant dans le service documentation, dont certains spécialisés en cartographie, que dans le service publication et informatique. Certains sont devenus boursiers, chercheurs, universitaires et l'IRMC les a retrouvés au cours de son histoire...

VSN - Documentalistes

1-Stéphane Ventos (1991-1992), *documentaliste*
2-Dominique Valérian (1992-1993), *documentaliste*

CSN - Documentalistes et secrétaires de rédaction (Correspondances)

3-Jean-Pierre Cassarino (1993-1994), *documentaliste*
4-Nicolas Puig (1993-1994), *documentaliste*
5-Johan Gatty (1994), *documentaliste*
6-Benoît Eugène (1995-1996), *documentaliste*
7-Mehdi Remili (1995-1996), *documentaliste*
8-Elisabeth Dentan (1996-1997), *documentaliste*
9-Franck Moroy (1996-1997), *documentaliste*
et secrétaire de rédaction
10-Marco Mosca (1998-1999), *documentaliste*
11-Sylvain Grisot (1999-2000), *documentaliste*
et secrétaire de rédaction

12-Blaise Deltombe (2001-2002), *documentaliste*,
secrétaire de rédaction et gestion du site internet
13-Frédéric Arcens (2001-2002), *documentaliste*
et cartographe

VI - Documentalistes, secrétaires de rédaction, rédacteur du bulletin électronique et informaticiens-webmaster

14-Laurent Montgobert (2002-2003), *secrétaire de rédaction et gestion du site internet*
15-Hélène Chauve (2002-2003), *documentaliste*
et cartographe
16-Vanessa Litmanowicz (2003-2004),
secrétaire de rédaction et gestion du site internet
17-Mathieu Coulon (2003-2005), *documentaliste*
et cartographe

18-Cédric-Arnaud Gauthier (2004-2006),
webmaster, rédacteur IRMC'Com
19-Marion Defaut (2005-2006), *documentaliste*
20-Émilie Maiseau (2007-2009), *documentaliste*
21-Guillaume Hilt (2006-2007), *webmaster*,
rédacteur IRMC'Com
22-Sandrine Della Valle (2007-2008),
webmaster, rédacteur IRMC'Com
23-Romain Costa (2009-2011), *documentaliste*
et secrétaire de rédaction
24-Yann Le Mouel (2009-2010), *informaticien*
et *webmaster*
25-Pauline Derlon (2011-2013), *documentaliste*
26-Rémi Valentie (2011-2013), *informaticien*
et *webmaster*
27- Alexandra Nobile (2013-...), *documentaliste*

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

Aux origines de l'IRMC



Michel CAMAU

est professeur émérite des universités. Il a dirigé l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Aix-en-Provence), a enseigné à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et a été directeur de l'IRMC de 1992 à 1997.

Le contexte et les concepts fondateurs

1992 est l'année de naissance officielle de l'IRMC, mais celui-ci était en gestation depuis près d'un an et demi avant son ouverture. La période était placée sous le signe de grandes transformations, avec la chute du mur de Berlin mais aussi la création de l'Union du Maghreb arabe. Du point de vue logistique, il y avait à Tunis le socle important du *Centre de documentation Tunisie-Maghreb* dont Anne-Marie Planel avait été la cheville ouvrière à partir de ressources françaises documentaires et bibliothécaires qu'elle a eu le talent d'organiser et de valoriser pour offrir un service très important à la communauté scientifique tunisienne. L'idée était de passer à la vitesse supérieure avec à l'esprit le format des centres de recherche français existant déjà de par le monde. Et ce projet a mûri.

Lorsque j'ai été sollicité, j'étais directeur de l'IREMAM depuis peu et j'ai hésité parce que cela m'ennuyait d'écourter mon mandat. J'ai fini par accepter car ce projet renouait avec un autre, entrepris avec le CNRS, qui devait en principe me nommer directeur-adjoint de son bureau de Tunis en 1986. La chose ne s'était pas réalisée pour des raisons liées aux effets en chaîne de l'alternance politique (première

cohabitation) en France. Lorsque l'administration française m'a relancé en 1990, certains de ses responsables avaient en tête ce premier projet non abouti. En acceptant, j'insistais sur la nécessité d'établir des liens entre des nouvelles générations de chercheurs en France et au Maghreb, sortir des relations franco-maghrébines « de papa » et créer quelque chose qui ne soit pas franco-français, mais franco-maghrébin, et d'abord franco-tunisien à partir de ce capital du CTDM, pour aller vers des perspectives euromaghrébines puisque le contexte était au renouvellement des relations entre l'Europe et le Maghreb.

Sur le plan politique, il y avait eu une initiative du secrétaire d'État à la Coopération internationale du Gouvernement Rocard, Thierry de Beaucé, qui, de passage à Tunis en 1990, avait émis le souhait de la création d'un « Institut de recherche sur le Maghreb contemporain », nom que nous avons retenu.

J'avais souhaité mettre en place cet Institut en négociant d'abord avec les autorités tunisiennes avant de poser d'autres jalons, comme il m'était demandé, au Maroc et en Algérie. Du côté du ministère français des Affaires étrangères, il s'agissait de créer un établissement autonome financièrement, c'était là une grande conquête, qui ne plaisait

culturelle. Cette victoire sur le principe de la non fongibilité des crédits avait été remportée par Jean-Claude Vatin, directeur du CEDEJ au Caire, elle signifiait un statut d'Établissement à autonomie financière, condition d'autonomie de la recherche. À l'ambassade à Tunis tous ne voyaient pas cela d'un bon œil.

À mon arrivée, le message était : « débrouillez vous ! ». J'ai dû m'improviser diplomate. J'ai donc négocié avec le Ministre Charfi qui voyait les choses de façon favorable. Il était un souverainiste très ferme, c'était à son honneur, qui souhaitait s'assurer de la part des Tunisiens dans le projet. J'ai proposé la création d'un comité de suivi où la recherche tunisienne serait dûment représentée ; cela lui a convenu et il a transmis le dossier au ministère tunisien des Affaires étrangères, qui donna son aval quelques mois plus tard.

Les objectifs internationaux et l'expérience marocaine

Le premier principe était la relation entre les communautés scientifiques au-delà des chercheurs spécialisés sur le Maghreb et le monde arabe, que l'IRMC soit synonyme d'une ouverture et non d'un enfermement



Inauguration de l'IRMC, 1992.

pas à tout le monde. Cela signifiait qu'il y aurait une dotation budgétaire propre à l'IRMC, dont les crédits ne pourraient pas être amalgamés avec ceux de la coopération

dans des échanges classiques et routiniers qui existaient déjà. Le second principe était la formation de jeunes chercheurs français mais aussi européens, espagnols, italiens ou autres,

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

sur place ; qu'ils ne soient pas là en *off shore* mais en interaction avec les jeunes chercheurs du cru et avec le réseau scientifique local, dans le cadre de programmes de recherche configurés dans une perspective euromaghrébine. Nous avons entrepris à l'époque de faire venir des chercheurs marocains et algériens à Tunis ainsi que des Tunisiens et des Algériens au Maroc.

Ce fut une période difficile de discussions avec les services français au Maroc, parce que le projet était contraire aux routines administratives axées sur des relations de type bilatéral et non pas régional. La notion de Maghreb était totalement étrangère aux modes de fonctionnement des postes diplomatiques. Quant aux autorités marocaines, elles nous disaient « vous êtes à Tunis mais nous que sommes-nous dans votre projet ? ». Je voulais montrer qu'il n'y avait pas de tropisme particulier, que le directeur de l'IRMC pouvait résider 6 mois à Tunis et 6 mois à Rabat, dans une dimension régionale et française mêlée, ce qui est présentement le cas de l'IFPO au Proche-Orient. Je n'ai pas été entendu, faute de porte-voix, sans doute. Il a été décidé en haut lieu de transformer la représentation de l'IRMC au Maroc, assurée jusque-là avec grand mérite par Susan Ossman, en un centre distinct de celui de Tunis. J'ai alors incité amicalement Alain Roussillon à venir à Rabat, où son rôle a été déterminant. Rapidement, il s'est fortement inséré dans les réseaux marocains de recherche, permettant au Centre Jacques Berque (CJB) de prendre corps, l'IRMC assurant sa gestion administrative et financière jusqu'après mon départ. Il y a donc eu, échec du projet que j'avais porté, un Institut à vocation régionale, et néanmoins réussite, puisque le CJB a pu se constituer et par la suite prendre l'essor qui est le sien aujourd'hui.

La recherche en régime autoritaire

Quand nous avons nourri le projet d'un IRMC, le régime Ben Ali n'avait pas encore pris la forme que nous savons. Manque de chance ou d'à propos, c'est au moment où l'IRMC entre en scène, que le pouvoir amorce un tournant répressif qui va cristalliser sa configuration autoritaire. Lors de mon premier voyage à Tunis pour prendre mes fonctions, l'ambassadeur avait fait état des déclarations de Rached Ghannouchi, me semble-t-il à l'appui, de l'épreuve de force engagée par Ben Ali contre Ennahdha ; il

m'avait dit : « vous arrivez au mauvais moment ». De fait, le régime a basculé dans une formule autoritaire des plus professionnalisées, dont le fonctionnement s'apparentait au « panoptique » de Bentham, revisité par Foucault. Je parlais à ce propos d'un « régime de surveillance » qui consiste à la fois dans l'affichage d'une omniprésence policière et dans l'aptitude à faire entrer dans les têtes que cette omniprésence est totale. C'est donner à croire que si la surveillance n'est pas nécessairement visible, il y a néanmoins toujours quelqu'un qui est là pour tout voir et tout entendre.



Inauguration de l'IRMC, 1992.
Michel Camau et Yves Saint Geours.

Peu étaient pleinement immunisés contre cette intériorisation de la surveillance. Sans être de ceux-là, nous étions en situation de prendre concrètement la mesure de la complexité d'un système autoritaire. Ainsi, avec la Sous-direction de la Recherche scientifique tunisienne, notre interlocutrice, nous avions affaire à des responsables, auxquels je tiens à rendre hommage, qui n'étaient pas les représentants patentés du Palais. Leur ligne de conduite par rapport au comité de suivi et aux activités de l'IRMC ne participait en aucune manière du régime de surveillance. Le régime autoritaire n'est pas un monolithe, il comporte des failles. Ainsi, par exemple, les autorisations d'accès au terrain ou d'enquêtes étaient soumises au visa du ministère de l'Intérieur. Nous passions par l'intermédiaire de la Sous-

direction de la Recherche scientifique, qui nous couvrait, notamment pour les enquêtes hors de Tunis où il était plus difficile de ne pas respecter la consigne de demande préalable. Nos relations entre universitaires tunisiens et français n'avaient rien de conforme au portrait qui trônait dans tous les bureaux des administrations.

Du côté diplomatique français, il y avait ceux qui sans se faire d'illusion sur Ben Ali se demandaient s'il ne fallait pas le ménager et d'autres qui étaient implicitement sur la même longueur d'onde que la nôtre, à savoir ouvrir des espaces de liberté. Je me souviens d'une discussion avec l'Ambassadeur de France en fonctions lorsque le Gouvernement tunisien a décidé d'une autorisation préalable à tout colloque. Je lui avais dit qu'il n'était pas question de nous y soumettre et nous ne nous y sommes jamais soumis. Nous sommes allés le plus loin possible. Par exemple avant mon départ nous avons sorti un numéro spécial de la revue *Maghreb/Machrek* (juillet-septembre 1997) sur la Tunisie. Ma contribution était, thématiquement, la plus politique. J'ai essayé d'y dire des choses fortes tout en restant dans les normes académiques. Au demeurant, certains Tunisiens écrivaient des « choses fortes » dans la presse locale. Ainsi, par exemple, je me rappelle avoir cité un journaliste d'*Achaâb* qui, sur le mode humoristique, suggérait que la politique n'était pas une activité raisonnable en Tunisie.

L'IRMC, un espace de liberté ?

Il est possible de dire que l'IRMC a été un espace de liberté. Toutefois, je ne sais pas si tous les chercheurs, parmi les plus jeunes, l'ont toujours vécu ainsi. Par exemple pour le bulletin de l'IRMC il y avait de ma part une incontestable autocensure ; certains, à tort ou à raison, l'ont mal perçue.

Les chercheurs tunisiens pouvaient trouver à l'IRMC des ouvrages indisponibles dans leurs institutions et travailler dans des conditions peu abordables ailleurs. On y voyait aussi des opposants politiques ; c'était un lieu ouvert, hélas même aux flics !... Espace de liberté quand nous organisons des séminaires à l'Académie de Carthage. Je retiens le souvenir d'une grande liberté de ces débats, qui touchaient à des questions de fond. Espace de liberté aussi avec les programmes de recherche. Il est vrai que les travaux étaient conduits en termes académiques et non de dénonciation politique. Ce qui nous ramène bien sûr au

L'institution IRMC, son histoire, son évolution



Inauguration de l'IRMC, 1992.

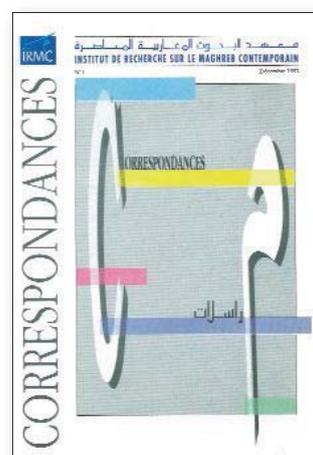
débat sur le rôle des sciences sociales et les limites de la « neutralité axiologique ».

Un bilan

Faisons un bilan de ces années de plomb avec des critères de satisfaction. La principale satisfaction est l'inscription de l'IRMC, dès mon mandat, dans le paysage de la recherche, avec la réalisation d'excellents programmes, dirigés par Mohamed Elloumi, Abdelhamid Hénia et Mohamed Kerrou. Quant aux insuffisances, elles ont été corrigées par mes successeurs. Il s'agit d'abord de la relation avec le CNRS, que je n'ai pas réussi à impliquer directement dans le développement de l'IRMC. Les choses ont changé plus tard quand le CNRS a reconnu le statut des IFRE sur le modèle du CEDEJ du Caire. Autre insuffisance, Alger, où l'idée était de faire place à l'IRMC dans les locaux du nouveau centre culturel français qui était projeté. Il n'y a pas eu de suite du fait de l'évolution de la situation algérienne et de la politique française. Troisième insuffisance, rattrapée par la suite, une dimension européenne trop réduite en matière de recherche. S'il fallait parler d'échec, je mentionnerais celui du beau projet de constitution, auprès d'un éditeur français prestigieux, d'une collection d'ouvrages de chercheurs maghrébins, vivant et travaillant au Maghreb. Enfin, l'IRMC, lorsque je le dirigeais, n'a pas su ou pu se montrer suffisamment attractif auprès d'un milieu monolingue arabophone.

Tout naturellement, j'ai eu droit à mon lot de critiques ici et là. À ce sujet, je me bornerai à mentionner deux anecdotes. Un jour, lors d'une brève conversation un quidam m'a aimablement traité de « mercenaire ». Sur Internet, quelqu'un s'est amusé à un jeu de mots pour m'appeler Kamel Michaud. Ces critiques, dont j'accepte le fait (surtout si l'humour s'en mêle), sinon la teneur, renvoient à des ambiguïtés fondamentales qui nous

dépassent mais néanmoins nous concernent. À ce que je sache, il n'y a pas d'équivalent tunisien de l'IRMC à Paris ! Des relations historiques hégémoniques ? Assurément, mais cela ne signifie pas que nous, chercheurs, sommes nécessairement des vecteurs de l'hégémonie. Restent nos conduites... Libre à chacun d'en juger.



(propos recueillis par Pierre-Noël Denieuil et Abdelhamid Henia)



Table ronde IRMC, avril 2011.

De gauche à droite : Michel Camau, Pierre-Noël Denieuil, Hamadi Redissi, Mouldi Lahmar, Vincent Geisser.

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

Une journée à l'IRMC



Jean-Philippe BRAS

est professeur de droit public à l'Université de Rouen, Président du Conseil scientifique du Pôle Maghreb. Il a été directeur de l'IRMC de 1997 à 2003.

Il fallait d'abord garer son véhicule à l'ombre improbable d'un araucaria, dans la rue Mohamed Ali Tahar, de ce calme quartier de Mutuelleville. À l'entrée, encadrée de deux grands palmiers, de la sobre villa blanche où se tient l'IRMC, on était accueilli par Salem Yacoubi ou Tawfik Labidi qui, faute de garder les buts du Club Africain ou de l'Espérance de Tunis, veillaient sur les locaux de l'Institut. Car le football était la première affaire du jour, et une affaire sérieuse, substitut à un champ politique déserté, où Sahéliens, Sfaxiens, Tunisois réglaient leurs comptes entre eux, et bien sûr tous ensemble avec l'Espérance de Tunis, club du peuple et du pouvoir, présidé par le genre du Président.

La chronique du championnat faite, on descendait par une marche abrupte dans un jardin bas et fort inondable, ce qui rendait le fonds documentaire sujet aux intempéries, au grand désespoir des bibliothécaires. Mais ce jardin, avec ses bancs de pierre, ses arbustes et ses herbes un peu folles, était propice aux conversations et aux déambulations, sorte d'extension pour le travail académique de locaux toujours trop exigus ; lieu de pause aussi, où se grillaient les cigarettes, Latifa Bessoudi son cendrier à la main ; aire des festivités enfin, à l'occasion des séminaires et des journées d'études, mais aussi des départs célébrés par le fumet du méchoui et scandés par les stridents youyous des femmes.

Au fond du jardin était sis le « studio », où se tenaient tant bien que mal les chercheurs. Ce lieu mal commode et un peu sombre pouvait s'emplit d'animation,

notamment à l'occasion des réunions du comité de rédaction du bulletin d'informations scientifiques *Correspondances* qui, avec les séminaires de recherche, conférait une corporalité à l'équipe de recherche, qui n'était pas acquise au départ, les chercheurs étant recrutés sur projets et pour des durées limitées. Ces moments communs étaient donc précieux, fortifiant les liens entre chercheurs français et tunisiens, associant pleinement les doctorants, moins solennels que la réunion annuelle du laboratoire. Le bulletin était aussi un instrument de veille sur la production scientifique maghrébine, et de collaborations scientifiques élargies. Kmar Bendana a beaucoup contribué au souffle du bulletin – nous étions dans l'histoire culturelle *in vivo* – comme elle l'a fait pour IBLA, la revue de l'Institut des Belles Lettres Arabes, avec lequel l'IRMC a toujours entretenu une forme de

Puis, il fallait entrer dans le vestibule de l'Institut dans une quiétude obligée par la proximité immédiate d'une bibliothèque, à la fréquentation toujours réconfortante, où le chuchotement était de règle, sous la vigilance de Catherine Cassan-Touil et de son équipe. Mais tout changeait les jours de séminaires ou de conférences, dans le fracas des tables et des chaises que l'on déplace, puis des débats souvent vigoureux qui s'y tiennent. La partie gauche du vestibule était le domaine de Jellal Derouiche, passeur à la civilité souriante, passeur des livres entre le magasin (à sa gauche) et la bibliothèque, des livres aux photocopies (à sa droite), des visiteurs vers les bureaux auxquels on accédait en gravissant un escalier.

En vis-à-vis immédiat du haut de l'escalier, se trouvait le secrétariat de la direction. La porte à peine ouverte, Christiane Saddem et Hayet Naccache lançaient immanquablement à la cantonade



Séminaire à l'IRMC avec des chercheurs tunisiens et français 1999.

correspondance implicite, dans une position commune d'intermédiation. Après un maquettage précis par Besma Ouraïed, et la contribution des volontaires du service national qui apportaient un surcroît de jeunesse à l'Institut, le bulletin était envoyé à l'imprimeur puis faisait l'objet d'une distribution certes coûteuse et parfois malaisée dans les incertitudes des acheminements postaux, – mais nous n'étions qu'aux balbutiements de l'Internet.

et à l'unisson un vigoureux « bonjour, Monsieur le directeur ! » qui n'était pas dénué d'une forme d'ironie bienveillante, marque d'une confiance réciproque.

Tous ces rituels de passage étaient bien réconfortants au moment où il fallait s'asseoir à la table de travail où s'entassaient dossiers et parapheurs.

Un des moments de la fin de la matinée était consacré à faire le point avec Anne-Marie Panel, directrice adjointe de l'IRMC,

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

sur les questions stimulantes, autour des programmes de recherche, du calendrier scientifique, et des partenariats avec les chercheurs tunisiens (sa fine connaissance du monde universitaire tunisien, acquise de longue date, notamment dans le cadre du Centre de Documentation Tunisie Maghreb (CDTM) qu'elle dirigea et qui préfigurait le futur IRMC, fut bien précieuse pour les directeurs successifs de l'Institut) et les questions nécessaires, budgétaires ou du rythme des publications et de la préparation des rapports d'activité.

Mais il fallait aussi sortir du bureau, pour se rendre aux rendez-vous et aux réunions au service culturel et à l'ambassade, où l'on pouvait s'assurer de la cohérence des dispositifs de coopération, et susciter des complémentarités (les enquêtes conduites par Eric Gobe et Vincent Geisser avec un financement du service culturel, les relations établies avec l'AFD dans le cadre du programme conduit par Mihoub Mezouaghi). Il s'agissait aussi d'aller à la rencontre des partenaires tunisiens, pour établir des entreprises communes, ainsi des réunions préparatoires en vue des rencontres annuelles de jeunes chercheurs avec l'Université de Tunis, dirigée par le recteur Mahbouli, qui ont constitué un point fort de cette coopération. Mais, pour atteindre nos interlocuteurs, encore fallait-il déjouer les embarras de la circulation dans Tunis, ce que s'employait à faire avec talent, mais pas toujours avec succès – à l'impossible, nul n'est tenu –, Fathi Aouadi.

Les discussions avec les chercheurs et les doctorants en poste à l'IRMC étaient toujours passionnantes, en raison notamment des spécificités de l'Institut, qui en faisaient un lieu de recherche à la fois très libre et très contraint. Il était très libre sur le plan académique, et la transgression des frontières disciplinaires y était à la fois nécessaire, tant l'équipe avait une composition pluridisciplinaire (historiens, géographes, sociologues, anthropologues, linguistes, politologues, économistes... et un peu juristes) et souvent réjouissante par les nouveaux angles de vue sur les programmes qu'elle suscitait. Cette liberté disciplinaire se manifestait encore par l'investissement de disciplines qui n'avaient guère leur place dans le champ académique tunisien, comme l'anthropologie, fille marquée d'une ethnologie coloniale, à travers le programme conduit par Mohamed Kerrou, et la participation de l'IRMC à la création de l'Association des anthropologues de la Méditerranée (ADAM). D'autres initiatives

ont pu être conduites dans le cadre de l'Institut, qui correspondaient bien à des besoins exprimés par des acteurs de la communauté scientifique tunisienne, par exemple sur le croisement entre droit et histoire, ce qui permit de mettre en place un groupe de travail entre juristes et historiens, où s'impliquèrent particulièrement Sami Bergaoui, Abdelhamid Henia, Sana Ben Achour, puis Nada Auzary-Schmaltz.



Séminaire à l'IRMC avec des chercheurs tunisiens et français, 1999. De gauche à droite : Abdelmajid Charfi, Jean-Philippe Bras et Amar Mahjoubi.

Mais l'IRMC était aussi un lieu de recherche très contraint sur le plan politique, confronté à la problématique de la mise en œuvre de la recherche en sciences humaines et sociales sous un régime autoritaire, que connaissaient également d'autres instituts équivalents dans le monde arabe. La difficulté était de taille. Était-il possible de tenir les standards de recherche avec ce qu'ils supposent d'autonomie du chercheur, et de conduire des travaux et de produire des résultats de la recherche qui ne mènent pas à la fermeture de l'Institut ? Dans ses nuits agitées, le directeur pouvait se représenter l'Institut comme sur le faite d'un toit, dont l'un des versants précipitait vers la complaisance et l'autre vers la perte. Si l'édifice a tenu, avec ses délicats équilibres, c'est qu'il a été bien conçu dans sa phase initiale, ce dont il est largement redevable à Michel Camau, son premier directeur. Pleinement intégré dans le dispositif de la coopération scientifique et culturelle bilatérale, l'Institut a été doté d'un comité de suivi franco-tunisien qui se réunissait chaque année, et dont les membres tunisiens étaient nommés par le ministre de l'Enseignement supérieur. Les relations de confiance qui ont pu être nouées avec ceux-ci, Moncef El Gaïed, le directeur de la recherche scientifique au ministère, Yadh Ben Achour

et Abdelmajid Charfi, les réunions annuelles où la partie tunisienne pouvait exprimer ses souhaits sur le renforcement des partenariats, ont contribué à éviter les chausse-trappes, à faciliter la délivrance des autorisations de recherche, à obtenir le détachement d'enseignants-chercheurs de l'université tunisienne à l'IRMC, où ils conduisaient des programmes pluriannuels. Parallèlement, un travail de mise en forme des termes des programmes de recherche, des demandes d'autorisation de recherche par les jeunes chercheurs permettaient d'éviter des difficultés prévisibles, pour des travaux ultérieurement publiés dans le cadre de l'Institut ou d'autres instances scientifiques. Ce travail était d'autant plus indispensable quand les chercheurs relevaient des disciplines des sciences politiques, comme ce fut le cas pour Vincent Geisser et Eric Gobe. Ces traits marquaient une vraie spécificité de l'IRMC par rapport au réseau des instituts français de recherche à l'étranger, qu'il fallut parfois défendre, notamment quand le ministère des Affaires étrangères étendit le dispositif des comités de suivi à d'autres instituts, sur le modèle de l'IRMC donc, mais envisagea en retour d'étendre à l'IRMC le principe de nomination par l'ambassadeur des membres représentant les institutions scientifiques du pays d'accueil. Ce dispositif a également permis une pleine appropriation de l'outil de coopération qu'est l'IRMC par les enseignants-chercheurs tunisiens en poste à l'Institut. Au terme de leur détachement, ceux-ci ont continué de s'impliquer fortement dans les activités de l'Institut. Ce fut notamment le cas d'Abdelhamid Henia qui a créé et dirigé un gros laboratoire d'historiens (DIRASSET), dont les partenariats internationaux sont nombreux, avec des laboratoires français, européens et maghrébins, mais aussi avec l'IRMC, par l'organisation conjointe de rencontres jeunes chercheurs. Mais l'observation vaut également pour Mohamed Kerrou pour l'anthropologie, Hassan Boubakri pour les coopérations avec la Libye, ou Mohamed Elloumi pour l'économie du secteur agricole. Une limite à une pleine implication de la communauté scientifique tunisienne à l'Institut a cependant subsisté : celle de la langue de travail, qui était exclusivement le français, ce qui avait l'inconvénient d'épouser des clivages implicites à cette communauté scientifique.

Un autre atout de l'Institut aux yeux des autorités tunisiennes était naturellement sa dimension maghrébine. Dans un contexte de fermeture des frontières où les institutions

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

scientifiques régionales avaient été mises en sommeil, l'IRMC était l'un des rares lieux où chercheurs algériens, marocains et algériens pouvaient se réunir et conduire des projets communs. Cette dimension maghrébine faisait partie des pré-requis des programmes de recherche de l'Institut. On se souvient des chercheurs algériens arrivant par la route dans les années noires, visiblement soulagés d'avoir échappé à l'improbable destinée promise par les barrages routiers, et des partenariats établis à cette époque avec le CREAD de Yacine Ferfera, le CRASC d'Oran dirigé par Mme Remaoun, ou avec la revue *Naqd* de Daho Djerbal, qui tenaient le cap dans la tempête. Ce fût aussi le temps de la création du Centre Jacques Berque à Rabat, issu d'une antenne délocalisée de

l'IRMC, ce qui ne signifiait nullement l'interruption des relations avec les institutions marocaines, mais une concertation attentive entre les deux instituts.

Dans cette pile de dossiers qui s'accumulait sur le bureau du directeur, il y avait toujours en bonne place la préparation du rapport annuel au conseil scientifique qui était la grande affaire de l'Institut, et mobilisait les énergies sur le trimestre du printemps. Le rapport était examiné avec soin par les figures tutélaires du conseil scientifique, qui représentaient les institutions de recherche françaises sur l'aire géographique du monde arabe et musulman, et veillaient aux équilibres des partenariats. L'IREMAM, bien sûr, URBAMA où Pierre Signoles et Pierre Robert Baduel se sont

dépensés sans compter dans les relations avec l'IRMC, l'Institut Maghreb-Europe avec René Gallissot, Henri Regnault pour l'économie paloise et mondialisée, et plus tard l'EHESS avec Jocelyne Dakhli.

L'air s'emplissant des senteurs du soir montant du jardin, et des appels à la prière des muezzins par haut-parleur, il était temps de refermer les dossiers et de regagner ses pénates.

PS : Le mode du passé, qui est mien, c'est encore largement le présent de l'Institut, ce qui est signe de la permanence de l'institution, signe réconfortant pour le juriste et l'ancien directeur. Mais ce passé est tout aussi révolu. Depuis, bien d'autres ont apporté leurs pierres à l'édifice, et le Maghreb contemporain connaît des bouleversements dont l'IRMC ne reste bien sûr pas à l'écart.

Fragment de tableau d'atmosphère de la recherche sur le Maghreb et les sociétés maghrébines en 2006



Pierre Robert BADUEL

est directeur de recherche honoraire au CNRS en sociologie politique, il a dirigé URBAMA et a été directeur de l'IRMC de 2003 à 2008.

Dans l'économie commémorative des 20 ans de l'IRMC, j'ai été invité à traiter du positionnement et du bilan des sciences humaines et sociales sur la Tunisie et sur le Maghreb au temps de mon mandat de direction (sept. 2003-août 2008). Proposition confiante certes, mais il m'a semblé impossible de relever ce challenge en un volume très réduit et surtout de donner du sens à des bornes artificielles au regard de la marche même du savoir. À la réflexion, la demande me parut faire écho à la publication sous ma responsabilité d'un ouvrage dont l'objet semble proche de cette thématique : *Chantiers et défis de la recherche sur le Maghreb contemporain* (Karthala, 2009,

600 p.). Le projet à l'origine de cette réflexion sur le devenir de la recherche en SHS sur le Maghreb et les sociétés maghrébines avait réduit sa focale à l'étude de « nouveaux objets et nouvelles problématiques » parmi les plus significatifs au moment de son élaboration (2006). Avec cet ouvrage, on dispose aujourd'hui de la *photographie d'un bon échantillon des auteurs et des tendances* de la recherche d'alors sur le Maghreb. N'ayant pas l'outrecuidante prétention de traduire fidèlement en quelques paragraphes la richesse des contributions et donc y renvoyant, je ne ferai ici qu'un retour sur la problématique du projet, et ce faisant, je me limiterai à brosser – à trop grands traits ! – un fragment de *tableau d'atmosphère* de la recherche sur le Maghreb et les sociétés maghrébines autour de 2006.

Pour comprendre la fabrication de ce projet et son esprit, il faut partir du lieu de sa production : l'IRMC. La vie scientifique de celui-ci était organisée principalement autour de programmes menés par les chercheurs recrutés à cet effet (post-doctorants ou chercheur-e(s) du CNRS et de l'université tunisienne), mais elle ne s'y réduisait pas. Comme tout centre de recherche, au-delà des programmes engagés, l'institut se devait d'assurer une veille scientifique générale, et comme Institut français de recherche à l'étranger (IFRE) de répondre à celles des interpellations

extérieures – scientifiques, culturelles ou sociétales – qui pouvaient directement ou indirectement le concerner. Le projet des *Chantiers de la recherche sur le Maghreb* est précisément né sous le double aiguillon d'interpellations de l'environnement et de questionnements épistémiques de fond.

Trois séries d'éléments concoururent à la *conception* du projet. Deux avaient rapport à des événements *sociétaux* qui, chacun à sa façon, devaient « impliquer/impacter » les SHS, la troisième résultait davantage des évolutions internes du débat scientifique mais faisait également écho à des interpellations externes.

L'année 2005 avait été marquée en France par une salve d'événements touchant de front ou de biais les « sociétés maghrébines » au sens large (*déterritorialisées*). En janvier 2005 paraissait un manifeste des Indigènes de la République. En février 2005, l'Assemblée nationale votait une loi qui non seulement mit le feu aux poudres des relations franco-algériennes mais aussi interpella, voire « interloqua » les SHS : la loi demandant notamment mémoire des « aspects positifs de la colonisation ». Entre octobre et novembre 2005, les « quartiers sensibles » s'embrasaient durablement. Un débat vif s'ensuivit aussi bien dans les médias que dans la communauté scientifique qui prit durablement deux tournures : une interrogation sur la dimension post-coloniale

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

de la société française d'une part et d'autre part l'émergence d'un débat très clivant dans la communauté scientifique sur ce qui fut qualifié de « lois mémorielles » (Shoah, Arméniens, Esclavage, Colonisation).

Au Maghreb, 2006 allait être l'année du cinquantenaire des Indépendances du Maroc et de la Tunisie et en Algérie un mouvement persistant – ne bénéficiant pas *officiellement* de l'aval du pouvoir eu égard sans doute moins au fond qu'aux probables conséquences diplomatiques – s'était développé depuis plusieurs années en faveur du vote par la représentation nationale d'une loi condamnant la colonisation française comme crime contre l'humanité. *Mutatis mutandis*, la recherche au Maghreb vivait aussi à « l'ère du témoin » et était menacée aussi d'une *soumission cognitive* à la

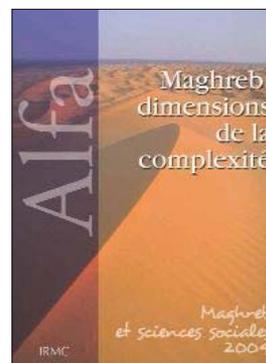


« tyrannie de la mémoire ». Si au Maroc, le pouvoir en place ne pouvait que tirer bénéfice de la commémoration de l'Indépendance, en Tunisie il en était autrement, toute commémoration de l'odyssée bourguibienne n'étant admise que dans certaines discrètes limites, afin que la valorisation de Bourguiba ne conduisit pas par comparaison à une appréhension par trop dépréciative du régime benalien. Les manifestations publiques de la recherche tunisienne commémorant l'Indépendance et ses héros risquaient fort d'être « contraintes » faute d'être autorisées à une libre controverse, à l'image cependant de ce qui avait cours sous Bourguiba, dont

l'ascendant, suffisamment persuasif pour n'avoir pas – au moins aux débuts – besoin de dispositifs officiels de contrôle de la recherche – avait « spontanément » conduit des chercheurs citoyennement impliqués à ne pas risquer d'être les otages d'une histoire officielle et par prudence à opter en conséquence pour des périodes moins risquées, plus anciennes (ainsi par exemple, selon leur témoignage, de H. Djaït et de M. H. Chérif). Dans ce contexte compliqué vis-à-vis du pouvoir et délicat vis-à-vis de la communauté scientifique nationale, comment l'IRMC, sur place et à sa place, en conservant une posture exclusivement scientifique, pouvait-il prendre sa part dans les rencontres sur le cinquantenaire de l'Indépendance de ces pays ?

À propos des « lois mémorielles », l'historien de l'affaire Dreyfus V. Duclert écrivait alors que si, sur ce qui avait constitué leur objet, la France avait connu un investissement ancien et fort des SHS à la hauteur des renouvellements scientifiques que les USA avaient réalisés avec les *Genocides Studies* et les *Colonial and Postcolonial Studies*, les instances politiques ne se seraient pas éparées de ces sujets. Cette accusation de carence me parut trop injuste en particulier au regard des derniers développements de la recherche d'un côté en histoire de l'Algérie coloniale et de la Guerre d'Algérie (enfin « nommée » pour ce qu'elle fut) et de l'autre en histoire de la France dans ses dimensions « postcoloniales », qui l'une et l'autre venaient de voir surgir une nouvelle génération de chercheur(e)s novatrice et combative (dans le sillage des « aînés extrêmes », P. Vidal-Naquet et J. Marseille). Elle me renvoyait cependant sur un plan strictement scientifique vers la difficulté que, de façon persistante, avait la communauté scientifique française en particulier à « recevoir » les *postcolonial studies*, comme elle avait eu du mal antérieurement à recevoir la critique saïdienne de l'orientalisme et plus globalement des *area studies*, dont il faut se souvenir que l'introduit en France fut T. Todorov, un chercheur sans lien avec l'orientalisme mais spécialiste de littérature comme Saïd et les initiateurs des

Postcolonial Studies. Valéry Clary, une jeune historienne qui fit en 1994 un mémoire universitaire sur la ROMM (*Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*) fut stupéfaite de constater l'absence dans la revue de toute discussion d'*Orientalism* à sa sortie (1978) et ultérieurement, ce qui, parmi d'autres raisons, devait m'amener à sa reconfiguration sous la formule de la REMMM (*Revue des Mondes musulmans et de la Méditerranée*). En France, en 2006 et ultérieurement le débat sur les *Postcolonial Studies* devait rester passionnel, voire manichéen, et à coup sûr globalement étranger au monde de l'orientalisme, du moins de l'orientalisme islamique, étant surtout le fait de spécialistes de littérature, d'historiens de la société française (métropolitaine et ultramarine), d'africanistes, d'indianistes, voire d'une politologue des relations internationales (M.-Cl. Smouts). Pour ma part, après avoir plusieurs fois tenté de lancer le débat sur les *area studies* dans la REMMM et lors de congrès de l'AFEMAM, j'avais enfin écrit sur Edward Saïd un gros article paru en 2005 (« Relire Saïd ? », *Alfa* 2004) et je devais ultérieurement contribuer à *Ruptures postcoloniales* (N. Bancel et al., 2010). Lorsqu'en début 2006 je lançais l'appel à



communication, je mis sur l'agenda de la rencontre *librement mais de front* le débat d'un côté, à travers les « lois mémorielles », sur les rapports entre Histoire et Mémoire – qui faisait rage médiatico-scientifiquement alors, mais qui, à une autre hauteur, venait



L'institution IRMC, son histoire, son évolution

d'être instruit par P. Ricœur en particulier – et d'autre part sur quelques paradigmes en question (*Area Studies*, *Postcolonial Studies*, *Gender Studies*, *Microstoria*, ...). N'était-ce pas là la seule bonne façon pour ceux qui, généralement sans le lire, récus(ai)ent Said, de relever le gant de son accusation de faiblesse de l'apport des *area studies* à la science générale ?...

Si interpellations externes et questionnements épistémiques de fond conjugués concoururent ainsi au projet des *Chantiers* et firent de la rencontre qui en fut la première concrétisation un vrai *colloquium* et des débats qu'elle permit une saine *disputatio*, dans mon esprit l'effet d'amplification que devait permettre la réunion éditoriale d'un pareil échantillon de

travaux et d'auteurs des deux rives de la Méditerranée avait un égal objectif, *citoyen* celui-ci : contribuer à éclairer l'opinion publique qui, les ignorant largement, faisait confiance aux politiciens de tout crin dans un domaine où l'improvisation, l'incompétence, voire de bas calculs ne peuvent générer au total que désolation.

L'IRMC avant et après Ben Ali



Pierre-Noël DENIEUIL

est directeur de recherche au CNRS et actuel directeur de l'IRMC. Son mandat a débuté en 2008 et s'achèvera à l'été 2013.

Ma présence à l'IRMC de 2008 à 2013 aura été marquée par le grand séisme politique et idéologique survenu en Tunisie et dans le monde arabe. L'IRMC en a été un témoin majeur, l'évolution de sa situation et de ses actions en ont constitué l'une des expressions. Sa position d'opérateur des sciences sociales lui a permis d'en devenir un observateur privilégié. Il en ressortira profondément transformé.

L'IRMC sous Ben Ali

Dès sa création, les autorités tunisiennes du Gouvernement Ben Ali avaient insisté sur la nécessité de maintenir une adéquation entre les actions scientifiques de l'IRMC et les besoins de la recherche en Tunisie. Ce fut chose aisée puisque de son côté l'Institut avait « l'ambition de s'intégrer dans le tissu tunisien de la recherche ». Dans ce contexte, sa légitimité s'est établie sur la base de la formation d'un comité mixte franco-tunisien, chargé d'effectuer un suivi de ses

activités et de formuler des recommandations, composé de trois personnalités scientifiques tunisiennes et présidé par la Direction générale de la recherche scientifique (tunisienne). Ce comité « seul exemple de concertation bipartite sur les activités d'un Institut français de recherche à l'étranger », a joué un rôle primordial de caution scientifique et a pu depuis 20 ans faciliter l'obtention des autorisations d'enquêtes ou de recherches en archives, demandées régulièrement par l'Institut. À ce titre, chaque réunion annuelle du comité était pour les directeurs successifs une occasion de remercier la DGRST et de marquer leur bonne entente avec les autorités. Durant ces années, l'IRMC attirait surtout des urbanistes et géographes, des politologues ou des historiens du Maghreb. Avec peu de candidats depuis la France et parfois même une suspicion institutionnelle sur les chercheurs soupçonnés de travailler dans une dictature, il n'en demeurait pas moins que l'Institut apparaissait depuis la Tunisie « comme une bulle où l'on peut faire des choses ». Hormis les réseaux internationaux d'interconnaissances qu'il a suscités, plus d'une quinzaine de jeunes chercheurs français et européens s'y sont formés, y ont fait des thèses, et ont intégré ensuite le CNRS, l'université, ou d'autres institutions de recherche.

Chercheurs et personnels y ont toutefois vécu en état de méfiance permanente et de vigilance constante. Lors de mon audition de recrutement, le conseil scientifique conscient de la situation, m'avait demandé mon attitude face à la dictature, en tant que futur directeur d'un centre de recherche scientifique. J'avais éludé en évoquant de possibles stratégies de contournements. Ceci étant, j'avais déjà conduit dès les années 1990 à Sfax, puis au Sahel, de nombreuses enquêtes sans me préoccuper d'autorisations

administratives et sans jamais avoir été inquiété. Mon arrivée à l'Institut en septembre 2008 fut toutefois marquée par deux temps forts : saisie en douane d'un livre sur les entrepreneurs tunisiens (que j'avais préfacé) écrit par un ancien militant de l'époque bourguibienne, puis par le cambriolage de mon ordinateur et de ma veste en cuir à mon domicile, sans nouvelles depuis.

Mes prédécesseurs et le personnel avaient auparavant dû faire face à une censure régulière pour l'acquisition des nouveaux ouvrages de la bibliothèque, qui étaient soumis à une demande préalable auprès du ministère de l'Intérieur ou qui pouvaient être retenus lors du passage en douane. Nous étions amenés à pratiquer l'autocensure en évitant toute commande de livres portant sur les régimes autoritaires ou sur l'Islam politique. En 2009 et en 2010, il nous arrivait de censurer même nos propres éditions (tels des livres sur l'archéologie ou sur le micro-crédit en Tunisie, dont nous avons expurgé des « noms » ou des analyses). Nous recevions fréquemment des visites « de surveillance » lors de nos séminaires. Nous étions qualifiés par la police, de « local de l'opposition ». Et nos partenaires tunisiens soumis à autorisations rencontraient de multiples difficultés lors de l'organisation conjointe de manifestations scientifiques. De notre côté, pour l'affichage de nos activités de recherches, il nous arrivait de travestir certains sujets (les émeutes ouvrières et la démocratie locale à Gafsa devenaient « le développement local dans le bassin de Gafsa », et nos séminaires sur l'Islam parlaient plutôt des « recompositions religieuses »). Cela n'empêcha pas la conduite de recherches prémonitoires (Amin Allal) menées sur les révoltes de Gafsa en 2008, ou sur le rôle des avocats (Eric Gobe) dont l'Ordre avait déjà pris une certaine

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

indépendance sous le Gouvernement Ben Ali. Enfin, dans ses relations avec la partie française et l'Institut français de coopération, l'IRMC et ses chercheurs, bien que dans la nécessité de « prouver l'utilité de leurs

D'autres suivirent sur les avocats tunisiens, la citoyenneté et l'éthique, la société civile, la géographie électorale, la comparaison Égypte/Tunisie. Les publics fréquentant l'Institut changèrent momentanément :

Sousse, Tunis et les régions de l'intérieur, apportant des couvertures, des vivres, des ressources médicales. On a pu y voir l'expression d'une conscience citoyenne et un premier apprentissage de la transition démocratique. Plusieurs chercheurs ont alors souhaité publier à l'IRMC leurs analyses sur la redécouverte de la société libyenne : depuis les fondements historiques de la production du leadership et l'installation du pouvoir de Khadhafi, jusqu'à l'impact de la rente pétrolière sur le repli de la société libyenne, en passant par les possibles de la reconstruction économique.



Doctoriales de Sousse, décembre 2010.

investigations », ont toujours maintenu une entente cordiale mais autonome au sein d'un dispositif de coopération multi institutionnelle, aujourd'hui qualifié de « diplomatie scientifique ».

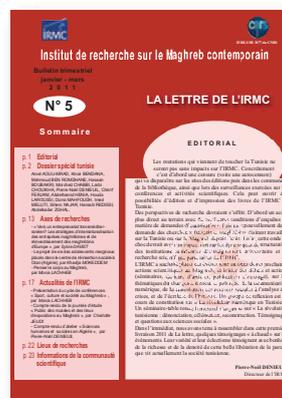
La Tunisie comme observatoire des révoltes et des révolutions

Puis survinrent les événements qui conduisirent au départ de Ben Ali le 14 janvier 2011. Fin janvier 2011, la *Lettre de l'IRMC* publiait un dossier « à chaud » (le « miracle » de la liberté, premières émotions et retour de la parole) sur la révolution tunisienne. Un communiqué d'hommage et de solidarité des chercheurs de l'Institut y figurait. À une période où les diplomaties semblaient prises de cours et quelque peu déboussolées, la presse tunisienne a salué le positionnement de l'IRMC et des scientifiques français. La révolution tunisienne apparaissait alors comme « un vaste laboratoire d'expérimentation sociale » pour les sciences humaines et sociales et pour l'Institut. Les dossiers se sont renouvelés depuis dans chaque *Lettre* (avec plus d'analyses sur les élites, la citoyenneté retrouvée, l'apport des Tunisiens de l'étranger, le syndicalisme et les partis politiques, les identités nationales et l'idée de patrie etc.). Des séminaires sur les régimes autoritaires, le changement institutionnel et la constitution furent organisés à l'IRMC dès le 4 février 2011.

moins d'universitaires et beaucoup plus de personnes dites de « la société civile », surtout préoccupées par le débat d'idées. Certains chercheurs ayant pu reconstituer de nouveaux lieux de rencontres, estimaient désormais, tout au moins au cours de l'année 2011, « qu'on a moins besoin de l'IRMC ».

La révolution tunisienne n'est pas restée à l'écart du monde et s'est vite imposée comme un lieu privilégié d'interprétation des mouvements sociaux et politiques traversant les mondes arabes. En mai 2011, nous avons initié un débat comparatif sur la transition démocratique. Nous y évoquions les diverses logiques de modifications constitutionnelles proposées : au Yémen et en Syrie pour désamorcer la contestation, au Maroc et en Jordanie comme outils de démocratisation d'un cadre figé, en Égypte comme nouvelle source de légitimation (avec les premières élections) et en Tunisie (avec les sit in et la rupture). Dans cette même période, la Tunisie vivait au rythme de l'exode libyen. Au moment même où l'Europe combattait l'afflux des migrants depuis la rive Sud, la Tunisie accueillait en une dizaine de jours plus de 100 000 Libyens qui affluaient vers le Sud tunisien (Djerba, Tataouine, Gabès, Sfax, ...) et remontaient jusqu'à Tunis, fuyant les violences du régime de Khadhafi, et gérait les réfugiés africains, asiatiques, de toutes nationalités, à ses postes frontières, en attente d'un accueil dans un pays du « Nord ». Des collectifs et caravanes de solidarité venant des quartiers, d'entreprises, d'écoles et d'universités se mobilisaient depuis Sfax,

Des premiers points de comparaison ont dès lors été lancés entre les fondements tribaux et armés de la révolution libyenne, le pouvoir des urnes sous contrôle de l'armée en Égypte, et la déconstitutionnalisation de la Tunisie. Par la suite et jusqu'à ce jour, l'IRMC s'est fait observateur d'une dichotomie entre le temps révolutionnaire et le temps électoral, et du changement des enjeux. Un travail de lecture « territoriale » des processus électoraux dans les régions tunisiennes et selon leurs contextes locaux est en cours. Les premiers résultats mettent l'accent sur les votes modernistes de la capitale et des villes côtières, sur la présence du Parti *Ennahdha* dans les périphéries populaires, et sur les votes dits « populistes » dans les régions de l'intérieur. Enfin, deux séminaires ont été organisés autour d'une comparaison des processus électoraux et des mobilisations de la société civile entre l'Égypte et la Tunisie. Il en ressort notamment, sous le dénominateur commun d'un vote sanction contre les partis dominants, la vision d'un Islam majoritaire en Égypte, et des situations d'alliances et de compromis dans un débat autour de l'identité nationale en Tunisie.



L'institution IRMC, son histoire, son évolution

L'IRMC aujourd'hui et demain

Les thématiques de nos recherches se sont trouvées transformées. Nos programmes et séminaires se sont étoffés de nouvelles problématiques telles que : les usages politiques du dialectal tunisien ou de la langue arabe, les discriminations raciales face aux Noirs de Tunisie, les minorités et la question berbère, la naissance sur Internet d'un nouvel espace public d'exercice de la démocratie, le cyberactivisme, les intérêts télévisuels et la coopération franco-tunisienne, les religions face à l'expérience démocratique, les enjeux de la laïcité, les oubliés de la révolution en milieu rural... Les mutations des mondes arabes ont aussi drainé vers l'IRMC de nombreux jeunes chercheurs européens en sociologie, sciences politiques, sciences de l'information et de la communication, venus d'Algérie, d'Espagne, d'Italie, de France. Beaucoup viennent « prendre la température » ou se confronter à une expérience sociale et politique exemplaire, sollicitent des accueils scientifiques ou des bourses. Ils sont engagés dans des travaux de mémoire sur le rôle de la chaîne *Al-Jazeera* en Tunisie, les associations féminines dans les révolutions, les instances juridiques de transition, les nouvelles cultures et les partis politiques, l'identité tunisienne etc.

La révolution s'est aussi manifestée dans les pratiques de recherche. On a noté un accès facilité au « terrain » et aux enquêtes, moins de procédures, sans rétention sur les archives pour les historiens, et avec des personnes ressources plus faciles à atteindre.

On a pu assister à un rapprochement des journalistes et des chercheurs qui s'efforcent de communiquer avec le grand public, s'affichent dans la presse, sont sollicités par la radio et la télévision. Sur le plan de l'édition, les événements ont suscité une meilleure collaboration et des potentialités de coéditions avec des éditeurs tunisiens (dont deux ouvrages avec Cérès Editions), ainsi que des contrats de diffusion de nos ouvrages auprès des distributeurs locaux. Enfin, les rapports de l'IRMC avec les institutions françaises et la mission diplomatique ont changé : l'Institut doit tout d'abord répondre à une forte demande d'actualité, au détriment parfois de l'histoire ou de la recherche dite fondamentale, de la part du MAE et en matière de diplomatie scientifique ; il est interpellé par le CNRS, moins à l'écoute de la demande sociale en coopération et plus centré sur la production de savoirs d'excellence et de publications. Enfin, et il faut s'en réjouir, l'Institut français attend de l'IRMC des interventions dans le débat d'idées et une valorisation de ses activités au sein d'un espace d'action culturelle dont le souci de résultats et de visibilité ne semblait pas, jusqu'à ce jour, toujours compatible avec la temporalité plus longue et scrutatrice, dubitative et interprétative du chercheur face à l'évènement. En ce sens l'IRMC doit mieux communiquer sur sa vocation essentielle résidant dans ses valeurs internationales et même transnationales, qui en font un Institut non plus au service d'un seul pays ou d'une politique binationale, mais de valeurs scientifiques universelles et exprimées dans des actions multilatérales.

De nouveaux enjeux

La révolution tunisienne interpelle aujourd'hui la recherche en SHS dans son souci d'interrogation et d'interprétation des faits sociaux pour comprendre le poids du passé, le développement et l'économie de la région, les conflits institutionnels, les valeurs et identités, les normes juridico-politiques. Si l'IRMC a jusqu'à ce jour su répondre à l'appel, d'autres questions se posent désormais à lui, plus incertaines et soumises à l'évolution sociale, politique et culturelle des révolutions arabes. En Tunisie par exemple, les événements survenus ont mis à jour l'émergence d'une nouvelle société civile au point que beaucoup de Tunisiens avouent avoir méconnu et mal connaître encore leur pays et ses forces humaines. L'IRMC avait jusqu'à présent travaillé prioritairement avec les universitaires francophones au bénéfice de leur opposition au régime autoritaire. Face à un changement de société ces mêmes universitaires se trouvent encore dans une « opposition ». Beaucoup, fragilisés, se retournent vers cette autre société civile qui se dessine, où la « modernité » va se reconstruire dans un dialogue avec une tradition qui n'échappera pas à l'emprise de la mondialisation. C'est dans cette nouvelle donne, restructurée notamment par une recombinaison plus apaisée de l'ancienne ligne de fracture entre arabisants et francophones, et au cœur de la quête d'une identité nationale tunisienne, que l'IRMC devra se recentrer et élargir son public, sans nul doute par-delà son actuelle audience en langue française.

Au revoir

Après avoir servi la communauté scientifique en Tunisie durant cinq années, je quitterai mes fonctions de directeur de l'IRMC le 31 août 2013.

J'ai beaucoup appris, beaucoup reçu, beaucoup donné. J'ai eu la chance de vivre la révolution tunisienne et cette intense période, non achevée, de turbulences et d'effervescences sociales. À l'IRMC, j'ai eu la liberté totale de diriger, de proposer et d'échanger selon mes propres convictions intellectuelles et mes valeurs personnelles. En Tunisie, et de l'Algérie à la Libye, et sans autre prétention que d'être une interface multilatérale, un passeur lui-même de passage, j'ai la satisfaction d'avoir fait se rencontrer des institutions, des personnes, des idées.

Pour cela, j'ai été accompagné par une équipe (de services, administrative, éditoriale et scientifique) très exceptionnelle, je tiens à le souligner, qui a mis toutes ses ressources et toute son énergie au service de cet esprit « Maison » qu'est celui de l'Institut.

Merci mille fois et de tout cœur (la recherche a aussi un affect) pour nos partages et nos échanges, à toutes celles et à tous ceux qui liront ces lignes et qui s'y reconnaîtront. Dans la réalité ou dans la mémoire, nous nous recroiserons certainement. L'IRMC, avec vous et moi, « c'était bien ».

Pierre-Noël Denieuil

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

Lettre à Anne-Marie Planel par Pierre-Noël Denieuil



Anne-Marie PLANEL

est historienne de formation, fondatrice et ancienne directrice du CDTM de 1980 à 1991. Elle a été directrice adjointe de l'IRMC de 1992 à 2010.

Chère Anne-Marie,

Je souhaite te rendre un court hommage à l'occasion des 20 ans de présence de l'IRMC à Tunis. En tant que directrice adjointe depuis sa fondation tu as assuré transmission et continuité avec le milieu tunisien, tu y as initié les directeurs successifs, tu y as exercé ton art et investi ta créativité, tu as été une maîtresse d'œuvre.

Tout d'abord, un peu d'histoire. Professeure certifiée d'histoire-géographie, en situation de détachement en Tunisie dès 1978, tu as été d'abord chargée de l'inventaire de la Bibliothèque privée de la Résidence générale de France en Tunisie au sein de la Mission culturelle française en Tunisie (1978-1980), ce fonds historique devant servir de base à la création, à terme, d'une bibliothèque d'Institut français.

En parallèle, et à la demande de la Sous-direction des sciences sociales et humaines et de l'archéologie du ministère des Affaires étrangères, tu as ouvert en 1980 et dirigé jusqu'en 1991 le Centre de documentation Tunisie-Maghreb (CDTM). À partir de 1984, le CDTM s'est institutionnalisé et a été reconnu par la Convention franco-tunisienne de coopération culturelle. Cette structure, relevant des Services culturels et de coopération universitaire de l'Ambassade

de France, a eu pour mission d'asseoir la coopération en sciences humaines et sociales dans un contexte où ces dernières développaient en France un « âge d'or » (création de postes universitaires, fortes demandes des ministères et décrispation des relations avec le secteur privé, intérêt croissant des étudiants). Le CDTM a donc été, à Tunis, le premier relais de cette recherche française en SHS : organisation de conférences et de colloques, attribution de bourses scientifiques, aide à la publication de thèses ; mais également gestion d'importants moyens financiers (don de livres aux institutions, organisation de séjours scientifiques en France pour les chercheurs tunisiens et invitations de responsables, etc.).

C'est à cette période, en 1987/88, que je suis venu pour la première fois en Tunisie dans le cadre d'un séminaire de Moncef Bouchrara que le CDTM avait soutenu sur l'économie souterraine à Sfax. Sans l'intérêt et le soutien que tu avais porté à ma problématique de l'ethno-industrialisation



Anne-Marie Planel lors de sa soutenance de thèse en novembre 2000 à Paris.

que je menais alors dans l'ombre de l'ethnologue Robert Jaulin, la Tunisie ne serait pas devenue pour moi, après l'Amérique du Sud, l'objectif de mes travaux. Je serais ailleurs aujourd'hui et ma vie aurait un autre sens. Et comment aurais-je pu imaginer que 25 ans après, ce serait moi qui parlerait ici de toi ?

C'est donc en 1991/1992, avec la fermeture du CDTM, qu'a été créé l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) sur la base des activités documentaires, éditoriales et de coopération scientifique entre universitaires tunisiens et français assurées par le CDTM. Tu en es devenue la directrice adjointe.

Depuis cette date et jusqu'en août 2010, tu as occupé en complémentarité avec les quatre directeurs successifs (Michel Camau, Jean-Philippe Bras, Pierre Robert Baduel, moi-même), des fonctions de suivi de la bibliothèque et de la documentation (jusqu'en 1997), de gestionnaire en charge du budget (jusqu'en 2003), de coopération avec les institutions tunisiennes, de préparation scientifique des dossiers de recherche et des séminaires, de responsabilité du secteur Éditions et publications (de 2003 à 2008). En coordination avec Michel Camau, tu avais également assuré la dimension régionale de l'IRMC, d'octobre 1993 à décembre 1998, par la mise en place puis la coordination de l'antenne de l'IRMC à Rabat (devenu par la suite Centre Jacques-Berque ou CJB). Là aussi, tu y as animé et « orchestré » une *norja* permanente de chercheurs.

En parallèle, tu as brillamment soutenu ta thèse d'histoire le 17 novembre 2000, *De la Nation* (tu dis maintenant : du comptoir) *à la colonie : la communauté française de Tunisie au XIX^e siècle : d'après les archives civiles et notariales du consulat de France à Tunis (1814-1883)*, avec les félicitations unanimes d'un jury prestigieux composé de Jacques Revel, Annie Rey, Daniel Rivet, Lucette Valensi et André Zysberg à l'EHESS à Paris. Depuis, tu affines fructueusement ton texte, que l'IRMC éditera dans les mois à venir.

Au cours des deux dernières années passées avec moi (2008-2010) tu as redéployé, parallèlement à tes tâches éditoriales, tes fonctions polyvalentes de directrice adjointe : le conseil au directeur sur les grands dossiers, l'intérim et la représentation dans des manifestations, puis la coordination et l'animation scientifique dans les séminaires et groupes de travail (dont muséographie, manuels scolaires en Tunisie etc). Tu as guidé mes premiers pas à

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

l'IRMC et, avisée et bienveillante, tu m'as vu « devenir » un directeur.

Cherchant les « mots » pour te dire, et en socio-anthropologue que je suis, attentif aux échos du « terrain », j'ai demandé aux « autres », dans l'entourage immédiat de notre équipe de l'IRMC, de me parler de toi en quelques mots ou phrases. Les mots techniques, les mots durs, les mots doux, qui se sont conjugués autour de toi, je vais tenter de te les traduire en prolongeant et en commentant quelque peu leur « sens ».

Les mots sur ton « réseau ». Tous saluent ton rapport privilégié aux chercheurs et à la production intellectuelle. Tu es capable d'accompagner tout le monde, du vieux bibliothécaire de Bourguiba au jeune chercheur débutant. Tu as vu grandir les chercheurs (je citerai notamment, et que les autres me pardonnent, Jocelyne Dakhli, Eric Gobe, Myriam Catusse ou Sylvie Mazzella, puis Mohamed Kerrou, Abdelhamid Henia, Hassan Boubakri). Ta présence à l'IRMC, c'est aussi des centaines de chercheurs passés par ton bureau dans le cadre de leur contribution au patrimoine éditorial de l'Institut, puis dans le cadre de leur statut scientifique (boursiers, chercheurs...). Des dizaines de livres, des centaines d'articles.

Les réseaux c'est aussi la coopération. Un chercheur tunisien m'a dit « Anne-Marie, c'est la coopération, un trait d'union entre la France et la Tunisie. Une parfaite connaissance de la recherche tunisienne et de ses réseaux, elle a su créer une vraie relation avec les Tunisiens et elle a su rendre l'IRMC franco-tunisien et pas seulement français ». Un Français m'a confié : « Elle a une vraie relation de confiance avec les Tunisiens et c'est grâce à elle que l'IRMC est un vrai centre franco-tunisien. Ses liens très forts avec le pays ont une forte incidence sur ses actions à l'IRMC. Et cela se voit dans sa manière d'aborder les relectures, les corrections et reformulations, elle n'y différencie pas les Tunisiens ». Toi-même tu m'as dit un jour à propos de son histoire et de la culture : « J'ai l'impression parfois de connaître mieux la Tunisie que les Tunisiens ». En ce sens on peut te situer dans une tradition chère à l'IBLA. Et sur ce point

de ta relation à la Tunisie, je veux saluer le partage avec Sadok et sa complicité. C'est le symbolique que tu ne mets, pudiquement, jamais en avant : à la fois sa grande présence et aussi sa grande discrétion car on l'a rarement vu à l'IRMC.

Le réseau c'est aussi tout ton rapport à la sociabilité. J'ai beaucoup aimé durant ces deux ans de 2008 à 2010, et tu déclinais rarement, te demander de me remplacer dans un colloque, une inauguration, une réunion de services. On m'a précisé de toi et tu en es d'accord : « Elle est très *relations publiques* ».

Les mots de l'humanité. De toi on m'a dit dans mes petites enquêtes : générosité,

vie devant moi ».

L'humanité, c'est le cœur et l'esprit. J'ai entendu non sans émotion : « C'est une grande dame, un grand cœur, beaucoup d'amour. J'ai les larmes aux yeux. J'adore cette dame ». « À chaque marche et étape de l'IRMC elle est là, à nous donner du courage, à nous écouter. On l'aime ». Il en résulte que ceux-là t'ont vue comme un « pilier » : « L'IRMC c'est Anne-Marie. J'imagine pas l'IRMC sans elle. C'est le cœur de l'IRMC. Quand je viens sans la voir, qu'elle part en voyage, quelque chose manque à l'IRMC. Anne-Marie c'est l'IRMC, l'IRMC c'est Anne-Marie ».

Les mots de l'humanité se couplent avec ceux de la rigueur scientifique : « Une grande puissance de travail. Et du coup elle en devient très pointilleuse ». Ces mots de la rigueur se conjuguent aussi logiquement avec ceux de l'intransigeance. On m'a dit de toi : « c'est une femme sévère et monastique, qui a de la rigueur morale ». Ou de la mesure : « Elle ne dépasse jamais ses limites, ne m'a jamais parlé à haute voix ». Et on revient à ce que j'appellerai l'exigeante humanité. On m'a dit ainsi : « elle est dure et exigeante avec elle-même et aussi avec les autres, et de ce fait elle peut vexer sur le coup, mais cela passe car soit elle



Anne-Marie Planel et Pierre-Noël Denieul sur le stand de l'IRMC à la Foire internationale du livre 2009, Le Kram - Tunis.

humanité, loyauté. Les mots de l'humanité c'est ici le sens de l'autre. Un sociologue, François Dubet avait créé une belle expression pour qualifier l'enseignement, l'action pédagogique ou le travail social et culturel : « le travail pour autrui ». Je laisse parler quelques témoignages : « c'est une grande pédagogue », « C'est une femme dynamique, résistante, combattante, ouverte aux autres et à leur écoute ». On a dit : « Disponible, sociable et serviable ». « Quelqu'un qui va vers l'autre. Même quand on est réservé, elle vient vers vous quand même. C'est pas une indifférente. Si elle voit qu'on a mauvaise mine ou qu'on est stressé, elle vous pose une question et essaie de calmer les choses ». « C'est ma mère, elle m'appelle la môme ». Ou encore : « Quand j'ai été opéré elle m'a soutenue avec ses paroles ». Aussi : « Elle m'a beaucoup aidé. J'étais timide, je sortais du chômage, elle m'a encouragé en me disant que j'avais la

s'explique soit on lui pardonne car elle ne fera jamais de mal ». C'est ce qui fait que ton exigence est respectée : « Parfois j'ai envie de lui répondre mais je freine et je ne dis rien. Je me suis affrontée aux directeurs mais avec elle je ne dis rien par respect ».

Les mots du travail. On a parlé à ton propos de : « maçon, bâtisseur, travailleur de force. Fourmi, travail menu et profitable. Artisan, travail dans la durée, le silence, le détail ». On a évoqué ton rapport au savoir : « un puits de connaissance ». « C'est un dictionnaire ». Les mots du travail c'est aussi les mots de l'agir : « Elle tire plus vite que son ombre ». C'est cette volonté de bien faire les choses et vite. Parfois je t'ai parlé d'un dossier en me laissant le temps de réflexion et pour mon plus grand plaisir je m'aperçois que tu l'as réglé...

Ton agir c'est aussi ta capacité à globaliser et à avoir des vues d'ensemble sur les situations ou sur les gens. Ton agir c'est

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

de même certaines formes de décalage cocasses, qui font rire et qui attendrissent : on m'a parlé d'un rendez-vous où tu étais restée 30 minutes avec une personne que tu avais prise pour une autre, des bisous du matin données 3 fois dans la matinée à la même personne, des conseils informatiques que tu demandais aux moins compétents en la matière, ou encore des courriers que tu recevais et que tu corrigeais comme s'ils portaient à l'édition...

Les mots du respect de l'autorité et du dévouement à l'institution. Cela donne un aspect très « discipliné » au point qu'on m'ait rapporté : « elle encaisse face à l'autorité », et on impute cela au fait que : « elle laisse le temps oublier les choses, elle a un côté philosophe ». Il faut noter à ce propos ta disponibilité aux directeurs, et le fait que malgré d'éventuels désaccords, tu t'es toujours attachée à en faire respecter les grandes options. On m'a même dit « c'est son sens III^{ème} république ». De même tu as toujours œuvré pour la reconnaissance institutionnelle, du CDTM, de l'IRMC et pensé que l'individu s'effaçait devant l'institution : lorsque je voulais te remercier nommément dans mon livre sur Sfax en 1992, tu m'avais dit que ce n'était pas toi mais l'institution, qui avait agi pour moi. Et cela n'empêche pas que ton respect de l'autorité, couplé avec ton attitude parfois

perçue comme autoritaire, viennent se fusionner avec ton sens de l'autre. Cela te permet, quand c'est toi qui a l'autorité, de savoir « revenir sur (ses) tes positions ».

C'est aussi ton « autoritarisme serviable »... Et cela te donne tout à la fois une capacité à rassurer (le furieux qui entre dans ton bureau et en ressort calmé) ou au contraire à inquiéter (le gentil qui sort furieux...) car tu n'hésites pas à « dire » les choses. D'une manière générale, je t'ai beaucoup « utilisée », lors de rendez-vous difficiles, dans ta capacité à agir sur et à transformer les situations. On m'a confié à ce propos : « elle est magnétique », quand elle parle on l'écoute, elle sait rendre les choses importantes même quand elles le sont peu ».

Mais si tu respectes toujours l'autorité, tes valeurs « soixante-huitardes » et ton refus des conformismes, ton sens inaliénable de la liberté, t'ont toujours éloignée des petits et des grands pouvoirs, personnels et/ou institutionnels, que ton esprit de veille et de vigilance intellectuelle sait pertinemment traquer et démasquer. Je me souviens encore que tu as refusé l'idée même que l'on voulait t'attribuer des palmes académiques...

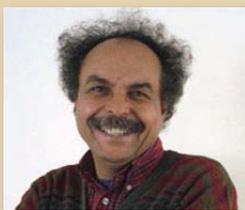
Ta capacité d'action se trouve décuplée à la fois par *ton sens de l'adaptation et par la multiplicité de tes compétences*, qui construisent ta polyvalence. Tu me disais toi-

même en 2010 : « J'ai toujours bouché les trous, quand quelque chose ne marchait pas je le reprenais ». Polyvalence dans le temps (pour une historienne !) et aussi dans l'espace (historienne géographe !) en étant « sur tous les fronts », mais aussi polyvalence interdisciplinaire que tu as su maintenir à l'IRMC. Tu as bien résumé ton action quand tu me disais : « Ma seule qualité a été d'être intéressée par ce qui se passait autour de moi, j'étais dans une position stratégique avec une possibilité de connaissance et d'action ».

Toi, c'est tout cela : à la fois cette rencontre entre ta personnalité telle que je te la décris, et un environnement favorable autour de l'IRMC, à la connaissance et à l'action, et tu le résumes quand tu dis : « Je n'ai jamais été seule ». Tu t'es toi-même inscrite dans un travail d'équipe dont tu as su valoriser tous les membres, comme maillon fort et opérateur d'une chaîne et d'un ensemble de volontés.

Une entreprise, un centre de recherche, tout lieu de travail, ce n'est pas qu'une institution et un directeur, c'est essentiellement des hommes et des femmes, des valeurs et un état d'esprit, et tu as illustré ce constat fort.

Pierre-Noël Denieul



Chérif FERJANI

est professeur à l'Université Lumière Lyon 2, ancien directeur du GREMMO, chercheur en délégation CNRS à l'IRMC de 2011 à 2013.

Pour moi, l'IRMC c'était d'abord Anne-Marie Planel que je connais depuis 1980. J'ai assisté à la naissance du Centre de Documentation sur la Tunisie et Maghreb à la création duquel elle a consacré plusieurs années d'efforts

discrets, constants et pleins d'abnégation. Seuls les chercheur(e)s qui ont profité des services de ce centre mesurent et apprécient à sa juste valeur le travail accompli par Anne-Marie au service de la recherche en Tunisie, au Maghreb, en France et dans les pays européens. C'est ce travail qui a permis la création de l'IRMC. J'ai eu la chance de profiter des services de ce centre pour mener ma recherche doctorale. Grâce à Anne-Marie, j'ai connu par la suite tous les directeurs de l'IRMC, son personnel et une partie de ses chercheurs avec lesquels j'ai eu des collaborations concrétisées par des conventions entre le GREMMO, à Lyon, et l'IRMC. Dans ce cadre, des chercheurs du GREMMO dont moi-même ont fait partie du comité de lecture des publications de l'IRMC. Comme je l'ai précisé dans mes publications, l'IRMC a été l'un des centres où j'ai trouvé la documentation nécessaire pour la réalisation de mes recherches. Ses

publications ont contribué à faire connaître mes travaux. Depuis 2009, j'ai participé aux écoles doctorales de l'IRMC avant de demander, fin 2010, une délégation CNRS pour y être affecté. J'y ai trouvé un cadre pour observer de près les évolutions que connaissent la Tunisie et les pays arabes ainsi que pour la réalisation d'un double programme de recherche : « Épistémologie de l'étude comparée des religions » et « Religions et processus de démocratisation dans le pourtour méditerranéen ». Outre les séminaires et les colloques organisés dans le cadre de ce programme, mon rattachement à l'IRMC m'a permis de participer à d'autres programmes de recherche et de développer mes collaborations avec les universités et les centres de recherches en Tunisie, au Maghreb et dans les pays où l'IRMC mène des actions en partenariat avec d'autres institutions.

L'IRMC depuis son comité de suivi



Mohamed Moncef EL GAIED

est ancien directeur général à la DGRST du ministère tunisien de l'Enseignement supérieur, et ancien co-président du Comité mixte franco-tunisien de suivi de l'IRMC.

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) boucle en 2012 ses vingt ans. Il a atteint aujourd'hui une maturité certaine. En effet, il est indéniable que l'IRMC constitue un outil d'une véritable coopération entre la Tunisie et la France. Il est indéniable également que, dans le cadre des sciences humaines et sociales, l'IRMC joue aujourd'hui un rôle important pour comprendre et appréhender certains phénomènes relatifs à la sphère maghrébine, ce qui est sa vocation première. Comment en est-on arrivé là ?

Evoquer brièvement les circonstances qui ont jalonné son parcours et identifier succinctement l'environnement au sein duquel l'Institut a développé sa maturation pourraient, dans une certaine mesure, répondre à la question. Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de rappeler les faits suivants :

La date de création de l'IRMC (1992) a coïncidé avec le début d'une véritable organisation de la recherche scientifique en Tunisie avec la création (1991) du secrétariat d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Recherche scientifique (SERS), transformé (1992) en secrétariat d'État de la Recherche scientifique et de la technologie (SERST), la réactivation (1991), au sein du ministère de l'Enseignement supérieur (MES), de la Direction de la recherche scientifique et technique (DRST), élevée (1992) au rang de Direction générale de la recherche scientifique et technique (DGRST).

À la même époque, la coopération scientifique et culturelle avec la France a atteint une densité remarquable et a pris une dimension supérieure, accompagnée d'une

diversification des programmes bilatéraux touchant divers départements ministériels tunisiens.

Par ailleurs, le statut de l'IRMC prévoit la possibilité de créer un Comité mixte de suivi. Ce Comité comprend les représentants des autorités de tutelle, à savoir le ministère français des Affaires étrangères (MAE) et le ministère tunisien de l'Enseignement supérieur (MES). Il fut mis en place juste une année après l'entrée en fonctionnement de l'IRMC et organisa sa première réunion la même année (1993). Messieurs Brahim Baccari, directeur général de la recherche (MES) et Yves Saint-Geours, sous-directeur des sciences sociales et humaines (MAE) co-présidèrent cette réunion. Ils y ont souligné, notamment, que cette première réunion devrait permettre de définir les compétences et les modalités de fonctionnement du Comité dans le cadre de la coopération bilatérale franco-tunisienne.

En fait, quand on relit les procès-verbaux des premières réunions, on se rend compte que les interventions des membres du Comité, partie tunisienne et partie française confondues, ont surtout permis de définir une tonalité de discussion imprégnée de pragmatisme et de réalisme. A été installé, également, un état d'esprit ouvert au dialogue et à l'écoute. Liberté de réfléchir tout haut, échanges francs et propositions pertinentes ont toujours été à l'ordre du jour. Ils ont permis, à plus ou moins brèves échéances, de voir se réaliser sur le terrain, la majeure partie des propositions suggérées. Ainsi, quand j'ai succédé à M. Brahim Baccari, appelé à prendre la tête de l'Université de Tunis III, et eu l'honneur de co-présider le Comité, je n'avais plus qu'à surfer tranquillement sur la vague déjà en place pour poursuivre la réflexion avec l'ensemble des membres de cette instance, contribuant ainsi à la consolidation et au renforcement des activités de l'IRMC. Lors de ces réunions, des tendances ont été progressivement dégagées. Elles ont été dictées essentiellement par leurs apports nouveaux et leur pertinence au moment où elles ont été formulées. Certaines étaient susceptibles d'évoluer ou de disparaître et certaines étaient destinées à s'inscrire dans la durée. Sans être exhaustif, on peut citer à titre d'exemples :

- le renforcement et la diversification des partenaires ; le choix de thématiques

pertinentes ; la priorité donnée aux formations doctorales et à l'organisation annuelle de rencontres tuniso-françaises de jeunes chercheurs, soutenue par les tutelles des deux pays ; l'institutionnalisation des cotutelles de thèses avec co-diplômation, ce qui constitue un instrument de mobilité pour les doctorants ; la diffusion et la valorisation des résultats de la recherche au Maghreb et sur le Maghreb à travers l'appropriation des nouvelles technologies de l'information et de la communication ; l'encouragement d'une politique de traduction en liaison avec les besoins de formation de chercheurs arabisants.

Du fait de la densité des actions en coopération, rappelées ci-dessus, l'IRMC s'est trouvé dans un environnement local renfermant, en son sein, des potentialités humaines, ayant des compétences reconnues dans les domaines des sciences humaines et sociales, prêtes à la concertation et à la collaboration. En outre, les différents organismes et structures de recherche, aussi bien tunisiens que français, étaient disposés à engager un effort de réflexion pour d'éventuelles coordinations ou intégrations. En particulier, la signature de conventions entre l'IRMC et les partenaires tunisiens a toujours été encouragée.

Bref, localement, une masse critique scientifique potentielle existait. C'était donc un environnement propice à l'épanouissement de toute initiative d'activité en coopération dans le domaine d'intervention de l'IRMC. Ainsi, de par la stature acquise, l'Institut est devenu, assez rapidement, un lieu d'ouverture et d'échanges, dans les domaines des sciences humaines et sociales, entre les chercheurs doctorants et les chercheurs universitaires confirmés. Cela a contribué à l'insertion quasi naturelle de l'IRMC dans le paysage national de la recherche, de sorte que l'Institut est arrivé à faire figure de nœud de réseaux de recherche, capables d'appréhender les mutations régionales, et même au-delà.

À ce titre, les résultats de la recherche peuvent être valorisés à plusieurs niveaux. Il y aurait lieu d'en faire une large diffusion, non seulement en direction des chercheurs (cas classique), mais en direction d'autres parties : grand public, entreprises locales et internationales, instances de la société civile et instances gouvernementales. Il y a là une source de prise de conscience pour les uns,

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

une mine d'informations utiles pour l'aide à la décision pour les autres et une démonstration de l'utilité de la recherche scientifique dans les domaines des sciences humaines et sociales. L'IRMC a donc progressé par touches successives, palier par

palier, sous le regard bienveillant des autorités de tutelles des deux partenaires. L'Institut continuera de progresser, j'en suis persuadé, tant que l'ensemble des acteurs concernés continuera d'agir dans le même sens, à savoir agir dans l'intérêt commun.

Les deux seules limites à sa progression ne peuvent découler que, soit de l'exiguïté des locaux (souvent évoquée lors des réunions du Comité), soit des conditions budgétaires, soit des deux.

L'IRMC un outil de coopération



Mohamed-Nejib LAZHARI

est directeur des programmes et du Partenariat scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il est président du comité mixte de suivi franco-tunisien des activités de l'IRMC.

L'IRMC est un outil particulier de coopération. Il a impulsé en Tunisie une communauté pour les jeunes chercheurs. Par exemple la mise à disposition de sa bibliothèque est un phénomène unique que

l'on ne trouve pas dans les autres disciplines, avec pour effet de stimuler la circulation des chercheurs et la participation aux activités de l'Institut. Puis par le biais de son poste en détachement, de nombreux enseignants chercheurs tunisiens y ont transité et sont devenus chefs de laboratoire. Et tout cela a eu des effets démultiplicateurs sur d'autres, en palliant la mobilité parfois difficile avec la France et en contribuant à la formation. Puis il y a eu l'impact des rencontres avec les jeunes étudiants et doctorants lors des sessions doctorales.

L'IRMC a toujours joué un rôle de catalyseur et il doit s'y maintenir et renforcer une synergie des sciences sociales sur les réseaux nationaux, régionaux voire étendus à l'espace euro-méditerranéen, sans perdre toutefois son essence de coopération francophone qui est sa mission scientifique d'origine. Il doit aussi prendre la mesure des

évolutions en informatique et en sciences exactes, et tenir compte de l'interférence qui existe entre les disciplines comme entre les sociétés. Par exemple les sondages d'opinion constituent un nouveau créneau pour les sciences sociales qu'il serait intéressant d'emprunter.

La coopération (que l'on peut définir comme savoir donner, savoir communiquer, savoir échanger) devient une association nécessaire dans un contexte où on ne s'en sort jamais seul. Et à ce titre, l'IRMC doit rester la locomotive d'un rapprochement des institutions universitaires. Et cela d'autant plus dans un contexte où le CERES s'est trouvé marginalisé par rapport aux universités. C'est ainsi que certains chercheurs tunisiens ont trouvé à l'IRMC des choses qu'ils ne trouvaient ni au CERES ni ailleurs.

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)

Histoire et fonctionnement de la bibliothèque de l'IRMC



Sawssen FRAY-BELKADHI

est responsable de la bibliothèque et du service documentation de l'IRMC.

L'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) est une institution de recherche complexe à l'articulation de la recherche française et européenne d'un côté et de la recherche maghrébine de l'autre. Pour la conduite de ses programmes de

recherche, l'Institut dispose d'une bibliothèque de recherche en sciences humaines et sociales. Il met à la disposition des chercheurs et des inscrits en LMD, une bibliothèque riche de 30 000 ouvrages et brochures et de 3 300 titres de périodiques, 94 en abonnement, plusieurs titres « morts » conservés en collection et de nombreux spécimens. En moyenne, la bibliothèque accueille tous les jours 22 lecteurs. Le nombre de visites en 2011 est de 4 157 lecteurs et elle compte 870 inscrits.

La politique de la bibliothèque suit deux axes :

- Conservation d'un fonds historique exceptionnel sur la Tunisie et le Maghreb ;
- Acquisition de documents généralistes en sciences humaines et sociales et de documents traitant du Maghreb et du Monde musulman.

Conservation d'un fonds historique exceptionnel sur la Tunisie et le Maghreb

On ne peut parler des fonds de la bibliothèque de l'IRMC sans parler du Centre de Documentation Tunisie-Maghreb (CDTM, 1979-1991). En effet, la vocation première du CDTM était de conserver et réunir les fonds historiques français de Tunisie notamment les fonds de la bibliothèque interne de la Résidence générale de France à Tunis, du Contrôle Civil (1881-1956) et de la bibliothèque du Consulat de France. Après l'indépendance, la bibliothèque interne de la Résidence a été conservée dans les locaux de la chancellerie française et transférée en 1976 par le Service Culturel de cette ambassade aux fins

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

d'inventaire, de restauration et de mise en valeur. La création et l'ouverture au public de CDTM en novembre 1979, a permis aux universitaires et aux chercheurs de consulter ces ouvrages ainsi que d'autres fonds historiques, tels ceux de Pierre Grandchamp, archiviste de la Résidence générale de France (2 800 documents) et de Charles Saumagne, historien, archéologue et avocat dans un fonds total de 10 000 volumes et 600 titres de périodiques. Ce dernier regroupe des publications officielles tunisiennes sous le protectorat français (documents non commercialisés et qui n'ont pas fait l'objet de dépôt légal en France) en plus d'ouvrages rares publiés entre 1930 et 1956 et d'un fonds de périodiques et de publications en série touchant tous les secteurs de la vie économique et culturelle de la Tunisie. En 1986, la vocation première de bibliothèque spécialisée sur le Maghreb a été élargie pour répondre aux objectifs de la recherche française de connaissance des sociétés maghrébines contemporaines : ses priorités portent principalement sur la diffusion d'une information documentaire spécialisée, l'aide aux publications, l'accueil d'allocataires de recherche, la gestion de certains programmes franco-tunisiens de coopération en sciences humaines et sociales, l'organisation de conférences et de tables rondes ainsi que sur le lancement de publications spécifiques.



Politique d'acquisition de la bibliothèque

Outre la politique de conservation de documents, les fonds de la bibliothèque s'enrichissent chaque année d'en moyenne 600 ouvrages et de 140 titres de périodiques (60 % de ces acquisitions sont des achats et le reste est constitué de dons ou d'échanges interinstitutionnels).

Une analyse fine de la politique d'acquisition de la bibliothèque, montrerait la complexité de cette dernière du fait des changements successifs de directeurs. Chaque direction a ses propres axes prioritaires de recherche, et la bibliothèque spécialisée se doit de compléter le fonds en fonction des programmes en cours.

À l'occasion des 20 ans de l'IRMC, je ne peux omettre de signaler que sa bibliothèque m'a servi d'appui pour réaliser ma thèse d'État comme elle a servi à d'autres collègues et chercheurs pour réaliser leurs thèses et faire leurs recherches. Il faut dire que la bibliothèque de l'IRMC a pu assumer ce rôle parce qu'elle est moderne et ouverte sur la production scientifique dans le domaine des sciences humaines d'une manière générale et sur la production française plus particulièrement. J'ai passé trois ans à rédiger ma thèse d'État et j'ai trouvé à l'IRMC le bon accueil, la documentation indispensable et le service rapide par un personnel compétent qui n'a jamais hésité à mettre à la disposition de tous les chercheurs la documentation demandée à des horaires d'ouverture convenant à tous les chercheurs.

Moncef Ouannès

Trois difficultés découlent de cette problématique :

La première concerne la contemporanéité : pouvons-nous étudier la période contemporaine sans se référer à des périodes plus anciennes ? Jusqu'où peut-on remonter dans l'histoire ? Ce qui est considéré comme contemporain en Tunisie commence en 1881, année de l'implantation du protectorat français. Nous retrouvons un fonds important sur les fouilles archéologiques de cette époque complété par quelques ouvrages de références sur la période antique...

La deuxième concerne l'aire culturelle traitée : pouvons-nous étudier le Maghreb en tant qu'entité isolée de la Méditerranée, ou encore du monde arabe ? Ainsi nous retrouvons des fonds assez variés. Certains documents traitent de la course en Méditerranée, d'autres des questions actuelles de l'islam, d'autres encore du partenariat euro-méditerranéen ou du conflit israélo-palestinien...

La dernière est liée au suivi et à la cohérence du fonds de la bibliothèque : il faut savoir que les programmes de recherche de l'institut changent de thématiques tous les trois ans. Pouvons-nous passer outre les ouvrages généraux ou théoriques en sciences humaines et sociales ? Pouvons-nous ne pas actualiser ces fonds et ne pas faire le suivi éditorial ? À titre d'exemple nous continuons à actualiser les fonds des divers programmes de recherche achevés depuis longtemps à savoir : les migrations, les études urbaines, les questions actuelles de l'islam, le monde islamo-méditerranéen aux XIX^e et XX^e siècles...

Deux bibliothèques : destins croisés

Au milieu des années 80, un ami historien m'a conseillé d'aller voir une bibliothèque française de recherche en cours de création.

À l'époque, je fréquentais la bibliothèque du CERES qui accueillait une foule de chercheurs et d'étudiants. Cette bibliothèque, fondée au début des années 60, offrait à ses lecteurs un espace de lecture permettant de consulter les ouvrages fondamentaux et les revues spécialisées, principalement en sciences sociales et humaines, sociologie et psychologie... Grâce au concours de Georges Gurvitch, Jacques Berque et Jean Duvignaud, alors enseignant à l'Université de Tunis, nous pouvions accéder à ce qui se publiait de mieux. Les collections de revues dont disposait le Centre nous permettaient de suivre les grands débats sur les questions et les orientations de fond qui agitaient la scène intellectuelle et universitaire de l'époque.

Mes visites à la nouvelle bibliothèque étaient espacées. Mais chaque fois que j'y revenais, je constatais la présence de nouveaux

lecteurs. À vrai dire, l'attraction qu'exerçait sur moi cette bibliothèque vient du fait qu'elle offrait un espace propice à la lecture : le cadre, le calme et la qualité du service permettent un accès rapide aux sources et favorisent la concentration intellectuelle. Les publications récentes, ouvrages et revues, portant sur les problèmes du Maghreb actuel, expliquent le nombre croissant de visiteurs parmi les jeunes doctorants en sciences sociales.

Et c'est ainsi que je suis devenu un habitué de la bibliothèque du CDTM puis de l'IRMC. Mais ce n'est pas sans regret que j'ai abandonné la bibliothèque du CERES au sein de laquelle j'ai connu et aimé les grands auteurs, les premiers sociologues et anthropologues et goûté aux plaisirs de la pensée fine. Ce n'était pas non plus sans dépit que j'ai vu cette bibliothèque régresser, offrant l'aspect d'un espace de désolation.

Salah Hamzaoui

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

Pour conclure

L'histoire même de l'institution ainsi que la politique d'acquisition et d'échanges interinstitutionnels ont participé depuis la création du CDTM, c'est-à-dire durant 33 ans à la conservation et à l'enrichissement des ressources documentaires du Maghreb et sur le Maghreb. Pionnier de l'informatisation documentaire (depuis 1986) et de la mise en ligne du catalogue de la bibliothèque (depuis 2002), l'IRMC grâce notamment à ses bibliothécaires et ses



Christiane Randon Ben Ali, documentaliste au CDTM puis à l'IRMC de 1992 à 2003.

documentalistes successifs, Anne-Marie Planel, Catherine Cassan, Patrick Pollet, Christiane Ben Ali, Sawssen Fray et Khaled Eljomni, a le mérite de faciliter l'accès à l'information et de présenter des publications maghrébines pour des chercheurs installés à l'étranger et travaillant sur le Maghreb et dans l'autre sens, les facilités d'importation des publications européennes (françaises, anglaises, espagnoles et italiennes) pour des chercheurs maghrébins.

La documentation à l'IRMC



Khaled ELJOMNI

Documentaliste à la bibliothèque de l'IRMC.

Titulaire d'une Maîtrise en Documentation, Bibliothéconomie et Archives de l'Institut Supérieur de Documentation (Tunisie) et après avoir suivi les cours post-maîtrise de Multimédia et art

de l'image, j'ai rejoint l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain en septembre 2005.

Documentaliste, j'assure diverses tâches de la chaîne documentaire. En effet, outre le service d'accueil en bibliothèque, j'assure le dépouillement des articles de périodiques, relatifs aux différents domaines des sciences humaines et sociales en général, traitant de l'ensemble ou de chacun des pays du Maghreb et parus en langues française, anglaise et arabe.

Depuis ma prise de fonction, j'ai participé à la recotification et au reclassement du fonds des brochures et des ouvrages tout en passant d'un classement systématique à un classement par format.

J'ai également inventorié le fonds de la Résidence, qui est un fonds très intéressant,

contenant la liste des publications officielles et semi-officielles de la Résidence de France en Tunisie et qui couvre la période de 1881 à 1956. J'ai en outre dépouillé la Revue tunisienne éditée à l'époque par l'Institut de Carthage.

Le travail à l'IRMC offre une perspective intéressante pour étudier le Maghreb contemporain mais aussi son passé, dans les secteurs liés aux sciences humaines.

L'IRMC ayant pour mission de mettre les connaissances à la disposition des chercheurs, le documentaliste se doit de rechercher les meilleurs moyens intellectuels et de communication en vue de présenter les moindres détails du fonds qu'il traite, avec respect de l'information et en toute objectivité (de forme ou de contenu).

Patrick POLLET est parti le 9 février 2013 pour un voyage sans retour

C'est avec une immense tristesse que tous les collègues de l'IRMC (les « anciens » qui l'ont connu, et ceux encore en poste à Tunis actuellement) ont appris le décès de Patrick des suites d'une longue maladie.

Patrick Pollet a été bibliothécaire à l'IRMC du 1^{er} septembre 2002 au 31 décembre 2004.



Nous gardons tous l'image d'un Patrick à la fois très professionnel et sérieux dans son travail et aussi très drôle, ouvert et généreux.

Nous reprenons ici les paroles de sa famille « Le malheur de l'avoir perdu ne doit pas faire oublier le bonheur de l'avoir connu ».

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

L'IRMC ou l'ancrage dans son temps par le renouvellement



Romain COSTA

est responsable des publications et des ressources électroniques à l'IRMC.

Recruté en 2009 comme documentaliste puis secrétaire de rédaction à l'IRMC, dans le cadre d'un volontariat international en administration, j'ai eu la chance de travailler et d'apprendre le métier d'éditeur scientifique au côté d'Anne-Marie Panel. Lors de son départ à la retraite, on m'a proposé de prendre la relève dans ses fonctions éditoriales que j'occupe depuis 2011. Mes disciplines de formation étant l'archéologie et l'histoire antique méditerranéenne avec une spécialité en égyptologie, je n'étais pas prédestiné à travailler sur la période contemporaine et c'est pourtant cette particularité et cette distance critique qui semblent avoir joué en ma faveur au moment de mon second recrutement sur un contrat de l'IRMC. Dès lors, puis dans l'exercice de mes fonctions, j'ai compris que l'IRMC n'était pas un centre de recherche comme les autres puisqu'on me

faisait confiance sans *a priori* sur ma formation et sans me restreindre à une « case » professionnelle.

Cette expérience personnelle, à la fois dans une fonction temporaire (volontariat) et une fonction permanente et de responsabilité (au service des publications), m'a permis de toucher du doigt une problématique dont on n'a pas forcément conscience. Une des difficultés majeures d'un institut de recherche, dont la majorité de ses acteurs est « en roulement » (directeurs, chercheurs, documentalistes et informaticiens), réside dans la continuité d'une politique générale de fonctionnement. Comment, en effet, préserver une identité, des partenaires, reconduire une image, une organisation, une communication quand les principaux leviers de l'institut sont sans cesse remplacés ? Comment poursuivre une tradition ou perpétuer un héritage quand les forces vives d'un jour sont renouvelées le lendemain, apportant avec elles, de nouvelles visions, de nouveaux outils et de nouvelles idées ?

La réponse s'impose d'elle-même, l'IRMC ne peut être réduit à une succession d'identités qui se dissolvent, se contredisent, se concurrencent, c'est le renouvellement qui est la seule identité de l'IRMC. Du fait de ses vingt ans d'âge et de ce perpétuel changement, l'IRMC n'a en effet pas le temps de se constituer un « bagage culturel » idéologique figé, il n'y a pas de recherches ou de disciplines favorisées, pas de réseau déjà constitué, pas de certitudes arrêtées ni de ruptures

définitives et c'est ce qui en fait un lieu si particulier. Ce renouvellement encore à l'œuvre permet au contraire la remise en question, l'ouverture d'esprit, la mise à jour épistémologique et méthodologique, il permet d'échapper aux querelles des écoles de pensées, d'accorder une même importance à toutes les générations de chercheurs, de travailler sur tous les sujets, dans tous les réseaux, puisque le conservatisme et le confort n'ont pas le temps d'installer une routine, aussi bien pour les chercheurs que pour les personnels administratifs qui doivent eux aussi s'adapter à de nouvelles habitudes et de nouvelles manières de travailler.

L'institut, vingt ans après sa naissance, continue de se construire. J'essaie pour ma part de participer au-delà des publications, à la mise en place d'une communication virtuelle, poussant aujourd'hui la visibilité de l'IRMC sur les réseaux sociaux, HAL-SHS ou hypothèses.org, en l'inscrivant dans les programmes d'édition électronique afin de numériser et rendre accessible sur Internet l'ensemble de ses publications passées ou à venir.

Ces innovations, comme toutes les autres, ne pourraient se faire sans ces apports successifs de personnels. Dynamisé par ses acteurs renouvelés et concrétisé *via* ses acteurs permanents, c'est la conjugaison de leur travail qui permet à l'institut d'être profondément ancré dans son époque et de traiter les questions de son temps. Cette « maison » aura donc de l'avenir aussi longtemps que le renouvellement sera à l'œuvre.

L'IRMC et sa visibilité numérique



Site Internet : <http://www.irmcmaghreb.org/>



Espace HAL SHS : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/IRMC>



Compte Twitter : <https://twitter.com/IRMCtunis>



Carnet de l'IRMC : <http://irmc.hypotheses.org/>



<https://www.facebook.com/IRMC.Tunis>

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

L'IRMC et l'Institut français de Tunisie (IFT)

L'IRMC, depuis sa création, se situe au carrefour institutionnel de plusieurs dispositifs correspondant à des objectifs et à des formes de partenariats spécifiques : le Ministère français des Affaires étrangères qui valorise la production de connaissances sur la Tunisie et l'ensemble du Maghreb ; le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) qui vise plutôt la recherche fondamentale et l'entretien des réseaux « d'excellence » ; les universités et les institutions de recherche magrébines en quête de partenariat et de co-constructions scientifiques ; puis les services de l'Ambassade de France à Tunis, qui souhaitent sa visibilité et sa participation à la présence de la culture et de la langue française, ainsi qu'au débat d'idées en matière de coopération universitaire et scientifique. C'est dans ce dernier cadre que l'IRMC entretient des relations suivies avec l'Institut français de coopération, devenu aujourd'hui l'Institut français de Tunisie (IFT). Ainsi après un soutien indifférencié de l'IFC au fonctionnement de l'IRMC lors de sa fondation, s'est progressivement mise en place une coopération fondée sur des objectifs partagés et sur des projets communs.

Les modalités de travail

Dans le cadre du soutien de l'IRMC aux étudiants boursiers et à la recherche universitaire, des contacts étroits sont noués avec les services de coopération de l'IFT. Ces contacts sont régulièrement répartis entre la coopération éducative et pour le français en matière d'orientation sur des stages linguistiques ; la coopération scientifique et technique en vue du montage de projets, des partenariats Curien et d'une présence au CMCU ; la coopération universitaire lors d'échanges ou d'actions de coopération (cursus communs) entre universités françaises et tunisiennes, ainsi que par le biais d'une présence de l'IRMC au Forum des orientations universitaires. Dans ce cadre, l'Institut de recherche joue un rôle important pour le conseil à l'octroi de bourses d'études (comité mixte Michel Foucault) et apporte régulièrement son expertise dans les commissions de sélection et d'attribution de soutiens à l'organisation de colloques et de manifestations scientifiques. Il contribue ainsi, dans un rôle

de courroie de transmission, à promouvoir les sciences humaines et sociales, et à renforcer leur présence et leur audience au sein des services de l'IFT. De leur côté les attachés concernés et/ou le conseiller culturel, participent régulièrement à des réunions ciblées (dont les conseils scientifiques du Pôle Maghreb et les comités mixtes franco-tunisiens de suivi des activités de l'IRMC), contribuant ainsi à une meilleure circulation de l'information entre les deux établissements.

Les actions communes

Elles sont nombreuses et variées. Elles peuvent tout d'abord concerner des invitations d'universitaires et de chercheurs en France ou en Tunisie, puis des aides financières à la publication (bulletin *Correspondances* en 1998-2000, *Lettre de l'IRMC* en 2013) ou à des enquêtes nationales (les diplômés et les ingénieurs en Tunisie, 1999-2002 avec l'INTES), ainsi que des soutiens financiers à des colloques et manifestations internationales (dont les *Chantiers de la recherche au Maghreb* en 2006 ou le colloque de l'AISLF en 2007). Elles concernent aussi les partenariats retenus avec le Fonds d'Alembert, et pour lesquels l'IRMC a eu en charge la définition des thèmes et la conduite des conférences. Citons à ce titre le projet de 2003, *Nouveaux risques et culture du risque : quel avenir pour les sociétés contemporaines ?* et celui de 2004-2006, *Construire un monde ? Mondialisation, pluralisme et universalisme*, qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage en 2007, sous la direction de Pierre Robert Baduel. Enfin, notons qu'en 2006-2007, l'IRMC a servi de conseil scientifique pour l'organisation des conférences de la manifestation organisée par l'IFT sur *L'image révélée. Orientalisme/Art contemporain*.



Plus récemment et depuis la révolution tunisienne, plusieurs actions notoires ont sensiblement rapproché les relations de l'IRMC et de l'IFT. Citons d'abord

l'organisation d'un cycle de conférences en partenariat conjoint avec la Médiathèque Charles De Gaulle, la BNT (Bibliothèque nationale de Tunisie) sur le thème : *Avec quels outils penser la société tunisienne aujourd'hui ?* Cinq conférences sont, entre autres, à signaler : « Les perspectives et nouveaux enjeux de l'édition au Maghreb » (Luc Pinhas), « Plus d'une langue » (Barbara Cassin), « La communication : guerre et paix au XXI^{ème} siècle » (Dominique Wolton), et enfin au printemps 2013, « Aménagement du territoire » (Jean-Louis Guigou) et « Décentralisation » (Jean-Pierre Worms). Mentionnons de même la présence ponctuelle lors de réunions de chercheurs à l'IRMC, de conférenciers du collège de France invités par l'IFT (Henri Laurens, Pierre Rosanvallon).

Citons aussi l'organisation conjointe en mai 2012 avec l'IFT, l'IRMC, l'IRD et l'Institut Pasteur, d'un séminaire sur l'histoire orale et la mémoire des Instituts Pasteur au Maghreb. Anciens directeurs et personnels de ces instituts ont pu y débattre sur le rôle historique de ces Instituts dans la distribution des produits pharmaceutiques, avec les facultés de médecine et d'enseignement, dans la transmission des connaissances, à travers la veille sanitaire et scientifique etc.

Mentionnons le récent partenariat (décembre 2012) de l'IRMC avec le MAE (Institut français Paris), l'IFT et la BNT lors du Forum sur la question comparée de la transition énergétique au Maghreb dans le cadre de la manifestation annuelle « Sciences en questions ». Ce forum, organisé par Sylvie Daviet (professeur à l'Université d'Aix-Marseille en délégation CNRS auprès de l'IRMC) avec le soutien de Yannick Leroux (attaché de coopération scientifique auprès de l'IFT), a permis de rassembler pour la première fois en Tunisie autour d'une même table et sous l'égide des sciences sociales, des acteurs publics et privés non académiques et des universitaires.

Enfin, des rencontres scientifiques sur l'entrepreneuriat des industries culturelles au Maghreb se tiendront à l'Institut des Hautes Etudes de Carthage en mai 2013, en partenariat entre l'IRMC, le LABSIC Paris 13, l'IHEC et l'IFT avec le soutien du Bureau du livre et de la Médiathèque (sous la responsabilité de Rosa Salesne-Blanco).

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

N'omettons pas non plus de signaler la présence conjointe de nos deux institutions sur des manifestations ponctuelles (escale à Tunis de « Ulysse 2009 », journées audiovisuelles en 2010, Forum social de 2011), ainsi que lors des sessions régulières de la Foire internationale du livre de Tunis.

En conclusion, il convient d'insister sur le fait que les relations nouées entre l'IRMC et l'IFT ont toujours eu lieu sur la base d'un consentement volontaire tenant compte des objectifs spécifiques des deux institutions, l'une en matière scientifique et l'autre en matière d'action culturelle. Et il faut

reconnaître que cela n'alla pas toujours de soi. Si les chercheurs de leur côté ont pu revendiquer leur « autonomie scientifique » face aux services culturels français, à la mission diplomatique française et au politique, les Conseillers culturels successifs n'ont pour leur part pas hésité à rappeler la nécessité « pour les chercheurs de prouver aux décideurs l'utilité de leurs investigations ». Il faut toutefois resituer ces résistances mutuelles dans le contexte des « années Ben Ali » où l'IRMC, certainement sauvé par sa dimension internationale, tentait de s'imposer comme un « espace de liberté »

en équilibre instable entre le contrôle du pouvoir tunisien et le maintien d'une autocensure à minima souhaitée par ses tutelles. Il semblerait toutefois que la révolution tunisienne et le projet désormais commun tant pour le Gouvernement français et l'IFT que pour l'IRMC, de s'inscrire dans une transition démocratique consensuelle, aient contribué au rapprochement de ces deux institutions au service de nouvelles modalités de la « diplomatie scientifique » en Méditerranée.

Pierre-Noël Denieul

Entretien de Pierre-Noël Denieul avec François Gouyette, Ambassadeur de France en Tunisie



François GOUYETTE

Ambassadeur de France en Tunisie.

◆ *À l'occasion de cette livraison de La Lettre consacrée aux vingt ans de l'IRMC à Tunis, je vous remercie vivement d'avoir bien voulu accepter le principe de cet entretien à bâtons rompus autour des Instituts français de recherche et de la mission des sciences sociales à l'étranger. Je sais que vous connaissez bien le monde de la recherche, et je commencerai par une question un peu personnelle. Comment vous êtes-vous familiarisé avec les sciences sociales ?*

Cette familiarité est naturelle si je puis dire, dans la mesure où j'ai fait des études de droit et à l'Institut d'études politiques de Paris, mais aussi de langue arabe dans le cadre du cursus de l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales). Il est clair qu'il y a là une dimension de civilisation déterminante, et qui touche à l'histoire des relations internationales. Et c'est en

m'intéressant à ces deux aspects que je me suis bien évidemment familiarisé avec les sciences sociales telles qu'on les conçoit dans le cadre de la recherche sur le devenir des civilisations.

◆ *Et avec les Instituts français de recherche à l'étranger ?*

Dans le cadre des fonctions que j'ai exercées, j'ai pu me familiariser davantage avec les institutions françaises qui travaillent dans ce domaine et notamment les Instituts. La première expérience que j'ai eue du fonctionnement concret d'un Institut français de recherche, c'est à Damas en Syrie lorsque j'étais n° 2 de l'ambassade de 1990 à 1993, et Jacques Langhade, un arabisant de Bordeaux, dirigeait cette institution. J'ai pu y voir toute l'utilité d'un tel Institut, à la fois académique en terme de connaissance du terrain, mais aussi pour les relations qu'il pouvait entretenir avec les services de l'ambassade. Ma seconde expérience a été en Turquie lorsque n° 2 à l'ambassade en 1996-97, j'ai découvert l'IFEA, Institut français des études anatoliennes. C'est aussi un prestigieux Institut qui a toujours joué un rôle de veille non seulement sur l'époque ottomane mais aussi sur l'époque contemporaine, et qui était aussi étroitement associé à la vie de l'ambassade. Stéphane Yerasimos, aujourd'hui décédé, a été un grand directeur de l'IFEA, où j'ai eu l'occasion de rencontrer des chercheurs. Je me souviens aussi du directeur de l'Institut français pour l'Asie centrale basé à Tachkent, lors d'une visite que j'avais effectuée en Ouzbékistan dans une

délégation qui accompagnait le président Mitterrand lors de son dernier voyage dans cette région en 1994. Et puis sur le Maghreb il y a bien sûr le Centre Jacques Berque de Rabat et l'IRMC à Tunis.

◆ *Quel regard portez-vous sur les travaux de ces différentes institutions et plus particulièrement sur ceux de l'IRMC ?*

Son directeur est associé à la vie et au travail de l'ambassade, il assiste périodiquement aux réunions des chefs de service. C'est un signe de confiance bien sûr, c'est aussi un signe qu'il est partie prenante de cette équipe de France que j'ai l'honneur de diriger ici. Et je considère que c'est un élément important de notre dispositif de coopération. Mais au-delà, car on ne saurait réduire la recherche sur le Maghreb contemporain à cette seule dimension, même si elle reste importante, il s'agit d'un observatoire diversifié et multiforme des réalités de l'histoire du protectorat et de la Tunisie d'avant le protectorat, mais aussi de la Tunisie d'aujourd'hui.

◆ *Dans la mesure où la mission de l'IRMC couvre « le Maghreb contemporain », peut-on dire que son action dépasse le bilatéral franco-tunisien ?*

Je peux me référer à mon expérience récente de la Libye où j'étais ambassadeur et où pour la première fois j'ai pu connaître l'IRMC puisque j'y ai reçu avec vous les chercheurs tunisiens qui travaillaient sur la Libye autour de la relation franco-libyenne. Aujourd'hui en Libye, la situation est telle que Tunis peut plus que jamais se voir

L'institution IRMC, son histoire, son évolution

conforté dans son positionnement de centre de veille à l'échelle régionale. De son côté l'Algérie qui est un pays majeur du Maghreb nécessiterait peut-être qu'un Institut lui soit consacré, même si son absence à ce jour s'explique sans doute pour des raisons historiques de la période du terrorisme. Mais que l'IRMC ait une vocation régionale qui couvre la Libye me paraît nécessaire. D'ailleurs les services économiques de l'ambassade couvrent aussi la Libye, et la vocation régionale y est à renforcer.

◆ *Vous avez employé le terme de « veille » à propos de la recherche, c'est-à-dire...*

Oui absolument. Je considère qu'un Institut comme l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, et comme d'autres instituts d'ailleurs, a une fonction de veille sur la société, et là on revient au primat de la sociologie dans l'approche du pays où nous nous trouvons. Il est évident que si on ne valorise pas cette fonction, il y aura un déficit dans la manière dont on peut tirer profit de l'existence d'un tel institut.

◆ *Vous parliez de l'IRMC comme d'un observatoire de la Tunisie d'aujourd'hui. Que peuvent en dire les sciences sociales ?*

La sociologie peut être un angle d'approche particulièrement utile aujourd'hui dans un pays qui depuis la révolution est en train de chercher sa voie pour édifier un état démocratique et une transition, amorcée depuis deux ans maintenant – mais à l'échelle de l'histoire deux ans c'est bien peu – et que la France a choisi d'accompagner avec tous les outils de coopération, dont l'IRMC par sa spécificité. Je pense qu'il faut mettre l'accent sur le suivi, sur les études et la recherche contemporaines, sur l'observation des réalités politiques, économiques et sociales, sociologiques et culturelles de la Tunisie post révolution. C'est un sujet qui peut recouper d'ailleurs des travaux qui sont menés par l'IRD ou par d'autres organismes. Cela ne signifie pas que les autres travaux sont dénués d'intérêt mais on est quand même aujourd'hui dans une phase qui requiert la mobilisation de toutes les compétences en matière de recherche et

d'analyse, et les chercheurs doivent bien évidemment contribuer à cet important travail d'observation.

◆ *Par exemple ?*

Vous évoquiez l'examen du projet de constitution, mais il peut y avoir d'autres sujets comme par exemple l'Islam tunisien dans sa diversité, les tendances qui le traversent, les mouvements qui le travaillent, et puis au plan sociologique aussi la compartimentation et la fragmentation de la société. On est aujourd'hui au lendemain d'une tragédie de l'immolation d'un jeune marchand ambulant qui rappelle deux ans plus tard celle de l'immolation de Bouazizi qui a été le point de départ d'une révolution encore inachevée, qui n'a pas rempli toutes ses promesses – mais sans doute ne le pouvait-elle pas – en termes de satisfaction des besoins de la population. On voit bien qu'il y a là des questions fondamentales qui mériteraient qu'un Institut comme l'IRMC se penche davantage sur les réalités socio économiques sans préjuger de ce que font d'autres par ailleurs.

◆ *Pensez-vous qu'un chercheur puisse se positionner comme un conseiller de politique ou de la diplomatie ?*

Cela renvoie à la conception du rapport que l'on peut voir entre diplomatie et recherche. Cela suppose que soient clairement définies les missions de chacun ou que soit affirmé aussi le principe de l'indépendance qui doit s'attacher à la recherche et à la qualité et au statut du chercheur. Le chercheur ne doit pas se considérer ou être considéré comme un auxiliaire de l'Etat ou de l'administration. En même temps, je dirai que la recherche n'est pas neutre, elle s'inscrit aussi dans un contexte qui est celui de l'action d'un Etat. Il faut donc trouver un équilibre entre ces exigences : les exigences d'indépendance légitime du scientifique qui ne doit pas être soumis à des contraintes qui iraient à l'encontre de ses convictions et de sa conscience, et en même temps ne pas considérer que la recherche est quelque chose de totalement abstrait et ne s'inscrit pas dans un contexte. De surcroît pour un

institut de recherche français, il ne serait pas compréhensible qu'il inscrive son action à l'extérieur de l'Etat qui le soutient. Je crois que tout est question de gradation.

◆ *Que pensez-vous de cette notion de « diplomatie scientifique » ?*

Il est tout à fait pertinent de réfléchir à ce que peut être l'apport de ce que l'on appelle diplomatie scientifique. On parle beaucoup de diplomatie économique, la diplomatie scientifique est un concept moins familier mais qui a sa pertinence dans la mesure où la connaissance des pays et sociétés avec lesquels nous coopérons, est un atout essentiel. Dans un monde extrêmement compétitif, la diplomatie française ne peut négliger aucune piste et aucune perspective pour renforcer sa position. Alors dans un pays comme la Tunisie, il est clair que l'existence d'un centre de recherche ou d'un vivier de chercheurs français et tunisiens doit être mise en valeur.

◆ *Pour terminer, que souhaiteriez-vous dire aux chercheurs de l'IRMC ?*

Je reviendrai sur les propos que j'ai tenus sur l'utilité de l'Institut telle que je la conçois. Je crois que les chantiers sont nombreux, multiformes et pluridisciplinaires. La synergie avec l'IRD, l'Institut de recherche sur le développement, doit être renforcée, et il faut veiller à ce que plus de liens soit assurés entre ces instituts qui travaillent sur des secteurs et domaines différents, mais qui peuvent aussi avoir un intérêt commun à travailler ensemble, ainsi qu'avec les autres instituts à l'échelle régionale. Puis sur le fond, le chantier de la révolution est ouvert. Il est d'une extrême richesse et se décline dans tous les domaines que j'ai déjà mentionnés, le politique, la constitution, les institutions, la sociologie, l'économie et la culture. Encore une fois j'insiste sur le principe de l'indépendance du chercheur mais qui ne suppose pas qu'il reste enfermé dans une bulle étanche face aux services de l'ambassade. Au contraire il doit y avoir synergie dans le respect de chacun, mais dans un but de connaissance et de compréhension du pays dans lequel nous vivons.



Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

L'IRMC, une porte ouverte sur la Tunisie et la Méditerranée



Mohamed ELLOUMI

est agro-économiste et chargé de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique de Tunisie (INRAT). Il a été chercheur à l'IRMC de 1993 à 1996.

Ma collaboration avec l'IRMC remonte aux premières années de sa création et a pris la forme d'un poste de chercheur sur trois ans (entre 1993 et 1996) pour l'animation d'un programme de recherche, puis elle s'est poursuivie comme chercheur associé par la coordination d'un projet de recherche dans le cadre du programme MOST de l'UNESCO et elle a abouti à l'édition de deux ouvrages collectifs portant sur les mutations des sociétés rurales dans la région méditerranéenne, dans le contexte de l'ajustement et de la mondialisation.

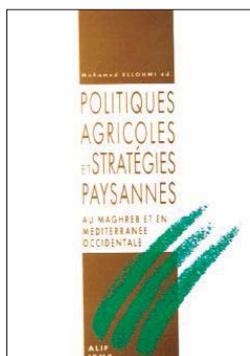
Mon recrutement à l'IRMC, a été justifié d'une part pour couvrir le champ du rural et de l'agricole ce qui est une gageure pour un institut plus orienté vers le monde urbain et l'histoire et parce que j'apportais un réseau de chercheurs méditerranéens travaillant sur ces questions et au sein duquel j'étais un membre actif depuis sa création au début des années 1980¹.

Mon passage à l'IRMC, puis la poursuite de cette collaboration a été pour moi une expérience riche et motivante à la fois sur le plan personnel et sur celui de ma carrière de chercheur.

Sur le plan scientifique deux éléments méritent d'être évoqués. Le premier concerne la rigueur scientifique. En effet malgré son jeune âge, ou peut-être à cause

de cela, l'IRMC était très observé et se devait, de ce fait, de faire preuve d'une rigueur scientifique à toute épreuve. Cela a été pour moi un apprentissage de grande importance pour la suite de mon parcours de chercheur.

Le second élément est la recherche de l'excellence. En effet mon passage à l'IRMC m'a inculqué une plus grande attention à la recherche du meilleur résultat en termes de valorisation des résultats des activités de recherche et d'animation scientifique.



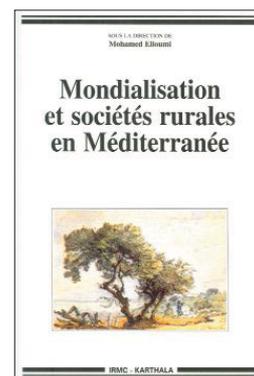
Sur un plan plus personnel, mon passage à l'IRMC m'a permis de faire deux découvertes : la communauté des chercheurs tunisiens en sciences humaines et sociales et les recherches en sciences politiques

Du fait que mon parcours de jeune chercheur avait été basé jusque-là sur l'ouverture et l'insertion dans des réseaux de recherche internationaux plus que sur l'insertion dans la communauté des chercheurs tunisiens en sciences sociales, mon passage à l'IRMC m'a fait prendre conscience de ma faible connaissance de cette communauté et m'a poussé à mieux la connaître à travers les travaux de ses membres et surtout en faisant la connaissance d'hommes et de femmes de grande qualité. J'ai par ailleurs profité de mon passage à l'IRMC pour élargir mon réseau de collaboration à la partie orientale de la Méditerranée.

De par ma formation scientifique (ingénieur agronome à la base) j'avais peu d'affinité avec les sciences politiques qui

étaient du fait du projet de l'IRMC et du profil de son directeur de l'époque le champ disciplinaire dominant. J'ai en effet découvert dans ce champs disciplinaire des apports fort intéressants pour la compréhension du monde et des sociétés méditerranéennes, même si par moment, le discours de certains chercheurs restait hermétique pour moi et que certains chercheurs appartenant à l'IRMC ou de passage faisaient preuve plus de la science de la logorrhée que réellement d'un esprit scientifique.

Je ne saurais clore ce rappel sans évoquer l'importance de l'appui qu'apportent le service administratif et le secrétariat pour la réussite des programmes de recherche et la finalisation des travaux dans les meilleures conditions. La compétence et le dévouement du personnel en question permettent aux chercheurs concernés et à l'IRMC dans son ensemble de multiplier les activités malgré la modestie de ses moyens humains et matériels. Cela permet aussi, malgré un certain esprit de compétition entre les chercheurs et leurs programmes respectifs, voulu par certains directeurs, de créer une ambiance empreinte de fraternité et d'amitié.



1. Il s'agit du réseau agriculture familiale comparée : RAFAC, constitué à l'initiative de Pierre Campagne autour de l'IAM de Montpellier.

Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

L'IRMC un lieu d'échange entre chercheurs des deux rives de la Méditerranée



Mohamed KERROU

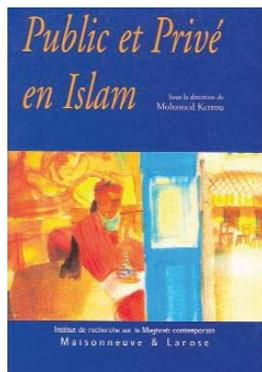
est professeur de sociologie à la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, Université de Tunis El-Manar. Il a été chercheur à l'IRMC de 1992 à 1995.

Les trois années passées à l'IRMC furent marquantes et décisives pour la recherche que j'ambitionnais de réaliser dans le domaine des sciences sociales des religions. Détaché de l'Université de Tunis, je rejoignais le premier noyau de chercheurs dirigé par Michel Camau et Anne-Marie Planel durant cette période de fondation et d'institutionnalisation, de 1992 à 1995.

Au tout début, nous exerçons au sein du CDTM (Centre de documentation Tunisie-Maghreb) logé à l'étage, juste au-dessus de la Bibliothèque Charles De Gaulle, accueillant, entre autres, les trésors de l'ancien fonds de la Résidence. C'était en ce lieu d'ailleurs où, encore étudiant en sociologie durant la seconde moitié des années 1970, je découvrais avec l'émerveillement du néophyte les écrits remarquables des pionniers de la recherche en sciences sociales du Maghreb : Edmond Doutté, Alfred Bel, Robert Montagne, Jacques Berque, Roger Letourneau... ainsi que le jeune Pierre Bourdieu effectuant ses premières enquêtes de terrain sur le monde du travail et de la paysannerie en Algérie.

Puis, l'IRMC s'établit dans l'actuelle « Villa aux deux palmiers de Mutuelleville » où l'équipe de documentalistes et de chercheurs tenait ses réunions périodiques, lançait les programmes de recherche, animait les conférences ou séminaires et confectionnait le bulletin mensuel *Correspondances*. De cela, je garde plaisamment le souvenir des notices de livres qui y étaient publiées; de courtes notices, non signées mais réécrites et

corrigées, à plusieurs mains et maintes fois pour qu'elles soient conformes aux normes bibliographiques et typographiques. Je n'oublierai pas également la surprise et la consternation de toute l'équipe le jour où, tôt le matin, nous fûmes les témoins impuissants des ravages des pluies diluviennes qui avaient envahi, durant la nuit, les locaux de la bibliothèque et endommagé nombre de documents que nous avions tenté vainement de sauver. Le geste collectif illustrait l'esprit de solidarité de l'équipe qui s'attelait avec passion au lancement d'un institut de recherche à vocation maghrébine.



Le choix des sciences sociales des religions et en particulier celui de la socio-anthropologie religieuse n'était pas, pour moi, le fruit d'un hasard mais plutôt le produit de deux motivations conjuguées : d'un côté, l'impossibilité d'exercer la politologie sous un régime policier à l'affût du moindre mouvement des universitaires non-partisans et, de l'autre, l'intérêt pour la tradition confrérique que j'héritais d'un certain milieu familial. Ce penchant pour l'étude de la « religion populaire » ou plutôt de la « religion des gens » m'amena à choisir comme terrain d'investigation la ville sainte de Kairouan et comme programme de recherche la thématique de « l'Islam vécu et les enjeux de la sainteté ». C'est ainsi que je fus amené, dans un premier temps, à élargir le champ aux autres pays du Maghreb, le Maroc où j'ai rencontré les chercheurs spécialistes de la question que sont Halima Ferhat, Abdelahad Sebti, Hassan Rachik, Mohamed Tozy, Ahmed Toufic... et l'Algérie où je prenais connaissance de près

des travaux de Fanny Colonna, Brahim Salhi, Akli Hadibi... Avec l'ensemble de ces chercheurs, j'essayais de partager les questionnements autour des figures légendaires de la sainteté et des rapports souvent tumultueux entre saints et pouvoirs, à partir des problématisations agencées par Ernst Gellner, Abdellah Hammoudi, Lucette Valensi, Abdallah Laroui, Mohamed Kably... Dans un second temps qui n'est pas forcément chronologique, je recourais aux matériaux puisés dans des études soit historiques, en remontant jusqu'à l'Antiquité avec les thèses de Peter Brown ou de Pierre-Albert Février, soit anthropologiques avec les incursions lumineuses de Clifford Geertz, Michael Gilseman et Raymond Jamous. C'est de la sorte que j'ai opté pour la perspective comparative en abordant de front la question de l'autorité des saints autour de la Méditerranée occidentale, lors d'un colloque international organisé dans le lieu symbolique et merveilleux de Sidi Bou Saïd, en mai 1994. Un ouvrage collectif en est sorti, en 1998, aux Éditions Recherche sur les Civilisations (ERC), sous le titre *L'Autorité des saints. Perspectives historiques et socio-anthropologiques en Méditerranée occidentale*.

Tout en reprenant mon métier d'enseignant à l'Université de Tunis, je continuais à fréquenter l'IRMC en tant que chercheur associé. C'est ainsi que j'ai pu monter un autre programme de recherche axé sur les dynamiques de la sécularisation au Maghreb et au Machrek déclinées en études monographiques et comparées au sein d'un ouvrage collectif publié en 2004, aux Éditions Maisonneuve & Larose, sous le titre de *Public et Privé en Islam. Espaces, autorités et libertés*. C'était là l'amarce d'une longue et stimulante recherche autour de la question de la publicisation et de ses structurations politiques et symboliques.

J'aimerais terminer ces souvenirs glanés au petit bonheur en exprimant ma dette de reconnaissance envers l'IRMC et ses trois directeurs, Michel Camau, Jean-Philippe Bras et Pierre-Noël Denicuil, que je remercie sincèrement pour les précieux moments de partage des connaissances et également pour les multiples occasions qu'ils m'ont données en vue d'un échange fructueux avec les chercheurs des deux rives de la Méditerranée.

Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

De l'IRMC au DIRASET, bilan d'une présence en sciences sociales



Abdelhamed HÉNIA

est professeur d'histoire à la Faculté des sciences humaines et sociales, Université de Tunis et directeur du DIRASET - études maghrébines. Il a été chercheur à l'IRMC de 1995 à 1999.

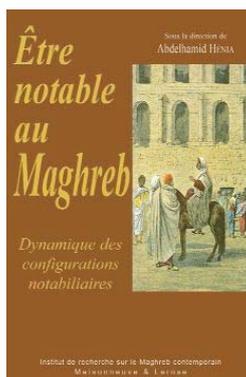
Je suis arrivé à l'IRMC en 1995 dans des conditions très favorables. Je venais de terminer le doctorat d'État et de passer au grade de professeur. N'étant pas engagé dans d'autres projets de recherche, j'étais prêt à me lancer dans une nouvelle aventure lorsque Michel Camau m'a proposé de me recruter comme chercheur à plein temps détaché auprès de l'IRMC. J'ai accepté, et cela a été un tournant important dans ma vie de chercheur. L'IRMC n'était pas un terrain inconnu pour moi. Je le fréquentais déjà pour assister à des conférences et à des rencontres. Et j'aimais ce qui s'y faisait car j'y trouvais une ouverture aux autres sciences sociales, permettant de ne pas se confiner uniquement dans l'histoire pure et dure.

L'expérience de l'IRMC, ayant duré quatre années (jusqu'au mois de septembre 1999), a été décisive pour donner un autre élan et une autre orientation dans mes recherches futures et ma carrière académique d'une manière générale. Mon intégration à l'IRMC m'a permis de trouver des conditions favorables pour monter un programme pluridisciplinaire de recherches, c'est-à-dire ouvert à des spécialités autres que celle de l'historien, et tant à des universitaires qu'à des doctorants, tunisiens, français et maghrébins. C'est dans cette ambiance cordiale d'échanges et de débats, que j'ai démarré ce programme ambitieux intitulé : « Villes et territoires au Maghreb, modes d'articulations et formes de représentations ».

J'ai mis en place dans les mêmes conditions, en janvier 1996, suite à une convention co-signée par la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et l'IRMC, un groupe pluridisciplinaire

composé de chercheurs français et d'enseignants chercheurs de l'Université de Tunis, des historiens en grande partie, mes collègues et mes étudiants, mais aussi des sociologues et des géographes. Nommé au départ Groupe de Recherche sur les Villes et les Communautés Locales (GRVCL), le groupe finit par prendre, en 1999, la dénomination de « DIRASET études maghrébines » quand il fut érigé officiellement comme Unité de Recherche (UR) dans le cadre du ministère tunisien de la Recherche scientifique, de la Technologie et du Développement des Compétences. Les enseignants chercheurs tunisiens du groupe se lièrent alors intellectuellement à une pléiade de jeunes chercheurs français dynamiques, appartenant à des sensibilités de spécialités différentes à même de créer les conditions objectives de la confrontation disciplinaire et paradigmatique.

Dans ce groupe tuniso-français, on a appris à discuter, à travailler ensemble, et à affiner des problématiques, puis à conduire des actions : tables rondes, journées d'études à Tunis et à l'IRMC de Rabat où des chercheurs marocains s'étaient engagés avec nous. Puis on a participé à l'AFEMAM d'Aix-en-Provence en 1996 dans le cadre d'un atelier sur les notabilités, repris par la suite à l'IRMC.



Au terme de ce détachement, je suis revenu à la Faculté sur un poste d'enseignant. Après une hésitation sur l'institution favorisant la poursuite du groupe, Jean-Philippe Bras a proposé qu'il continue de collaborer avec l'IRMC. Le DIRASET, transformé plus tard, en 2003, en Laboratoire de recherche, perpétue l'esprit de ce que nous faisons à l'IRMC sur

plusieurs plans : recherche pluridisciplinaire et doctoral. Nous avons d'ailleurs continué pendant plusieurs années les sessions doctorales que personnellement j'ai vécues, et on continue dans cet esprit avec les mêmes formules un peu modifiées. Je dirais que DIRASET, c'est un peu l'élève de l'IRMC.

J'évoquerai quatre enseignements majeurs de cette présence de l'IRMC à Tunis. Le premier c'est la pluridisciplinarité qui nous a transformés, moi-même et les chercheurs de DIRASET. Elle marque et singularise actuellement DIRASET dans le paysage scientifique des universités tunisiennes. Théoriquement, DIRASET est un laboratoire d'histoire, mais la contre-idée qui s'est imposée est de dire que c'est un laboratoire de sciences sociales ouvert à l'inter et à la pluridisciplinarité. C'est un point fort résultant de mon passage à l'IRMC et aussi de l'expérience des collègues qui ont participé à notre groupe.

Le second enseignement est l'ouverture sur l'international. Avant l'IRMC, nous avions des rapports avec la France par les actions de coopération universitaire dans le cadre des projets dits CMCU. Mais on n'avait pratiquement aucun lien avec les collègues maghrébins. Et c'est grâce à la dimension maghrébine de l'IRMC, notamment avec l'antenne de l'IRMC de Rabat, que nous avons pu nouer des relations Sud/Sud notamment avec les collègues algériens, marocains et même mauritaniens. Cette dimension maghrébine, nous l'avons eue grâce à l'IRMC. Avant que le Gouvernement tunisien n'ait mis en place des actions de coopération CMPTM avec le Maroc, nos échanges avec les Marocains passaient par l'IRMC, nous les avons reçus et ils nous ont reçus par le biais et avec l'aide de l'IRMC.

D'autre part, en 1995, on discutait de comment faire en sorte que la bibliothèque de l'IRMC vienne combler un vide dans le paysage universitaire tunisien. Et c'est à cette époque qu'elle s'est orientée et spécialisée en se dotant de livres et d'ouvrages généraux sur les sciences sociales : tout ce qui concerne les apports théoriques et les méthodologies, tout ce que l'on ne peut trouver ni à l'IBLA ni à la Bibliothèque Nationale. De ce point de vue, la bibliothèque de l'IRMC a attiré un grand nombre de chercheurs tunisiens et a rempli une fonction importante dans leur vie. Elle doit continuer à jouer ce rôle de bibliothèque

Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

spécialisée sur la place. Puis, avec la bibliothèque, ce sont aussi les conférences des professeurs invités, de passage et attirant un public curieux et très intéressé, et elles doivent continuer à se développer en fonction de la demande locale.

Enfin, l'IRMC est venu combler un grand vide qui s'est créé progressivement dans les sciences sociales, et qu'on ne mesurait pas toujours clairement à l'époque. Le CERES (Centre d'études et de recherches en sciences économiques et sociales) avait été dans ce domaine un leader productif et dynamique dans le tiers-monde. Mais il a connu une crise qui s'est amplifiée dès les années 1970, il s'est peu à peu vidé de son personnel et est devenu presque une coquille vide. Du coup, les recherches en sciences

sociales n'ont plus été portées par une institution particulière. Certes, il y avait les universitaires qui font de la recherche, mais ils sont d'abord des enseignants et la faculté n'est une institution de recherche qu'accessoirement. Il n'y avait donc pas de structure de recherche en sciences sociales qui puisse être vecteur de dynamique. Et c'est alors qu'est arrivé l'IRMC qui a comblé ce vide en impulsant une dynamique qui manquait et que le CERES avait presque abandonnée. Aujourd'hui, le CERES est encore une coquille vide et l'IRMC, toujours là, continue à jouer ce rôle. Est-ce que les nouvelles structures de recherche et les labos installés dans l'université ont contribué à remplir ce vide et ont créé une dynamique ? Oui pour certains dont le DIRASET qui reste

quand même une petite structure et continue à beaucoup travailler avec l'IRMC.

Dans l'avenir, l'IRMC pourrait se développer davantage en s'impliquant avec les structures de recherche en place. Il devra en ce sens continuer à participer à la construction du savoir entre chercheurs tunisiens et français, à la fois dans leurs capacités scientifiques, mais aussi dans leurs capacités à drainer d'autres chercheurs tunisiens et à les confronter ainsi à d'autres sensibilités universitaires. Cette confrontation est utile et nécessaire pour la communauté scientifique tunisienne qui veut et cherche cette ouverture.

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)

La coordination d'un programme de recherche ou comment se libérer du cloisonnement disciplinaire et géographique



Hassen BOUBAKRI

est professeur de géographie à l'Université de Sousse. Il a été chercheur à l'IRMC de 1999 à 2002.

Mon intégration à l'équipe de recherche de l'IRMC en 1999 est intervenue à un moment que je considère comme étant « décisif » dans mon cheminement scientifique. En effet, durant de longues années, à l'image de beaucoup d'autres chercheurs tunisiens en sciences sociales en particulier, j'ai travaillé en solitaire, en raison d'abord, de l'absence de tradition de travail en commun entre les chercheurs. Ensuite, et surtout, en raison de l'absence de structures nationales (équipes ou laboratoires) de recherche. Je dois toutefois rendre justice à des collègues membres d'équipes de recherche en France en particulier (CNRS, LAMES, IREMAM, IRD...etc.) qui m'ont associé à des programmes de recherche souvent liés à la thématique migratoire.

La coordination du programme de recherche intitulé « le Maghreb et les nouvelles configurations migratoires : mobilité et réseaux » au sein de l'IRMC, m'a en effet permis de me libérer de trois types de cloisonnement dans mes recherches :

■ *Fin du cloisonnement géographique.* Mes travaux sur les migrations étaient cantonnés jusque-là dans un cadre géographique réduit, se limitant à l'axe France-Tunisie, ou à quelques régions fortes émettrices d'émigrés comme le Sud-Est ou le Sahel. La mise en œuvre du programme a permis de s'ouvrir à de nouveaux cadres géographiques : le Maghreb, la Libye, l'Afrique subsaharienne, la Méditerranée...

■ *Fin du cloisonnement disciplinaire.* Cette expérience a été décisive dans mon ouverture sur les approches des migrations par les autres sciences sociales. À côté des géographes, ont également contribué au programme des sociologues, des juristes, des politologues, des démographes, des littéraires... La sortie du « cloisonnement disciplinaire » a été pour moi encore plus concrète avec les travaux réalisés en commun avec des sociologues (S. Mazzella, M. Peraldi), des juristes (M. Ben Jemia, H. Chekir). Je regrette toutefois de ne pas avoir réussi à engager des travaux communs avec des économistes sensibles aux approches développées par la sociologie ou l'anthropologie économique au sujet de la mesure et de l'évaluation des transferts

migratoires, de la compréhension des pratiques et des choix économiques et financiers des migrants dans l'utilisation (ou la non utilisation) des remises et de leur épargne.

■ *Fin de la recherche solitaire ou en solitaire :* le caractère international et transdisciplinaire de l'équipe de recherche avec laquelle j'ai travaillé a permis de développer de riches débats interdisciplinaires et une confrontation des paradigmes, des concepts et des approches mobilisés par les représentants des différentes disciplines participant au programme.

Ce programme a enfin été l'occasion de développer de nouveaux objets de la recherche sur les migrations : migrations irrégulières (T. Bourguiba), migrations étudiantes (M. Charef et M. Wahbi), migrations des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne (O. Pliez, S. Spiga, M. Pellicani, L. Palmisano, M. Lahlou, et M. Zouiten), migrations familiales (R. Lamine, H. Boubakri), statuts personnels et conflits (ou superpositions) des lois (M. Ben Jemia, H. Chekir, F. Ben Cheikh), les politiques publiques de gestion et de contrôle des flux migratoires (T. Palidda), bi-nationalité, citoyenneté et intégration des Maghrébins en Europe (H. Boussetta).

Il va de soi que mon engagement comme chercheur détaché auprès de l'IRMC pour conduire ce programme répondait aussi aux objectifs d'une politique scientifique

Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

développée par une grande puissance (la France), à travers ses Instituts Français à l'Étranger (l'IRMC, dans ce cas), dans le but de comprendre, et donc d'accompagner, les mutations politiques, économiques et sociales dans ses zones d'influence comme

le Maghreb, ou dans les autres régions où elle a des intérêts substantiels à l'échelle planétaire.

Dix ans après cette expérience, je garde de fortes attaches avec l'IRMC, par mon association à ses activités et aux

manifestations scientifiques organisées en son sein. Les questions migratoires et l'évolution sociale et territoriale de la Libye font partie des thématiques fortes qui portent et justifie cette association.

Un outil de coopération et de mise en réseau



Yamina MATHLOUTHI

est économiste chargée de projets à l'AFD-Tunis. Elle a été chercheuse à l'IRMC de 2006 à 2009.

Pour un chercheur en économie travaillant habituellement dans des labos mono disciplinaires, être à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est une occasion précieuse pour pouvoir travailler dans un centre de recherche pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales, c'est aussi une expérience très enrichissante qui m'a permis d'une part d'établir des réseaux de relations essentiels au développement de ma recherche, et d'autre part d'améliorer la coopération encore timide entre les acteurs de la recherche sur le Maghreb au moyen de rencontres, d'ateliers, de séminaires, et de publications.

S'inscrire dans une diversité disciplinaire

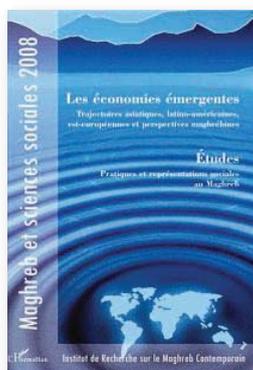
À l'IRMC, les chercheurs sont bien outillés pour pouvoir suivre les évolutions de la société maghrébine sous plusieurs angles, disposant de relations de partenariats avec les intellectuels maghrébins et saisissant les bouleversements des systèmes politico-économiques des sociétés maghrébines, leurs projets de recherche privilégient considérablement l'approche pluridisciplinaire.

Travailler selon cette approche change également la nature des rapports entre les chercheurs, pour mon cas par exemple, cette diversité m'a aidée à mieux répondre aux interrogations qui se posent au cours des enquêtes de terrain et à mieux cerner certains problèmes scientifiques. Les sujets proposés dans les séminaires et les conférences organisés par l'institution étaient de par leur diversité une excellente occasion pour s'ouvrir à d'autres sujets et paradigmes scientifiques.

Je reste personnellement convaincue de la nécessité d'instaurer des synergies entre les différents axes de recherche et l'établissement de programmes de recherche fédérateurs susceptibles de répondre au mieux aux exigences de la période historique actuelle des pays du Maghreb.

Choisir son programme

C'est l'une des raisons pour lesquelles j'étais séduite aussi à l'idée de travailler dans ce centre, cette liberté à laquelle je suis particulièrement attachée étant essentielle à la crédibilité de la recherche et au respect de la déontologie d'usage. Pourtant, elle n'est pas toujours acceptée par les autorités de tutelle et conduit dans certains cas à des crispations.



Sur le plan financier et bien que le centre dispose de crédits modestes (et de plus en plus réduits, certes), il nous a quand même été possible de financer des recherches conjointes pour des budgets limités, ces travaux franco-tunisiens et plus généralement des projets franco-maghrébins centrés sur un projet spécifique sont une excellente occasion de faire travailler ensemble des chercheurs français et maghrébins, ces travaux de terrain effectués en commun permettent à leur façon un certain « partage du savoir ». Même si la mise au point de la problématique donne lieu, au départ, à des discussions scientifiques parfois difficiles, sur le terrain, la réalisation des entretiens permet souvent d'exploiter ces différences d'une manière très fructueuse.

... et s'outiller pour l'après

Les trois années passées à l'IRMC m'ont également permis de découvrir « le Maghreb » et de l'appréhender autrement. Ce territoire, en tant qu'objet de recherche, n'était analysé par les économistes, dont je fais partie, que sous le prisme économique pur, c'est-à-dire un ensemble de structures de production, de modalités de répartition des revenus et de circuits d'échanges internes et externes. Or, avec l'appui scientifique que ne cesse d'apporter l'institut aux chercheurs sur et pour le Maghreb, nous disposons aujourd'hui d'un ensemble de travaux de qualité qui ont le mérite de mettre à la disposition de la communauté scientifique, une panoplie de grilles de lecture aidant à analyser ce territoire comme « un construit social » plus qu'une aire géographique combinant ainsi des éléments de nature économique et sociale et politique. Avec « le Printemps arabe (?) », la pertinence de cette grille de lecture n'est plus à démontrer, permettant de suivre, avec la distance nécessaire pour la recherche, les évolutions et les ruptures qui ne cessent de se produire dans les sociétés maghrébines.

Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

L'IRMC : un espace de « convivialité » scientifique et d'échange intellectuel



Sihem NAJAR

est sociologue, maître de conférences à l'Université de Sfax, détachée à l'IRMC de 2009 à 2013.

Loin d'être conçu en dehors du paysage scientifique et intellectuel tunisien, l'IRMC a réussi à devenir, durant vingt ans d'activités scientifiques, une référence incontournable dans le domaine de la recherche sur le Maghreb. Lieu de rencontre, de réflexion, de diffusion et de formation, cette institution a pu suivre, encadrer et soutenir la recherche dans les différentes étapes de son élaboration. Héritier de son « ancêtre institutionnel et scientifique » : le Centre de Documentation Tunisie-Maghreb (CDTM) (1980-1991), l'IRMC s'est forgé la consistance d'une tradition qui puise sa richesse dans l'apport de plusieurs générations tunisiennes, maghrébines, françaises et euro-méditerranéennes. Il est certain que la force de cet institut réside dans sa capacité à évoluer dans le temps tout en veillant à fonder les attributs de l'identité sur des cadres géoculturels différents (maghrébin, euro-méditerranéen) entre lesquels les liens ne sont pas toujours faciles à faire (centres d'intérêt divergents, traditions et langues de recherche différentes, conflits historiques difficiles à porter, etc.).

Mon rapport avec l'IRMC m'autorise à porter un regard où proximité et distance se conjuguent pour mettre en exergue ce que je considère comme étant les traits distinctifs qui donnent à ce centre de recherche sa puissance et son rayonnement :

■ *L'IRMC, un lieu idéal pour la production scientifique* : en tant que chercheuse tunisienne à l'IRMC, je constate que ce cadre de travail réunit les conditions nécessaires qui donnent à la réflexion dans ses différentes étapes, son milieu nutritif, si je puis me servir de cette métaphore

biologique. En effet ici se croisent des générations différentes, s'expriment des projets de chercheurs déjà bien reconnus par la communauté scientifique et d'autres qui sont à leurs premiers balbutiements : cadre de communication, tradition et convivialité, atténuent la distance susceptible de décourager l'échange et créent des points de rencontre difficiles à trouver ailleurs.

■ *L'IRMC, une source d'alimentation de la recherche scientifique* : les ressources dont dispose l'IRMC (fonds documentaire d'une grande richesse, publications pluridisciplinaires...) reflètent le même souci de couvrir l'état de la recherche sur les pays étudiés. Le chercheur trouvera à sa disposition les principaux « ingrédients intellectuels » de ses projets scientifiques touchant à des questions sociales prioritaires, à l'histoire, à la géographie, à l'art, à la religion, etc.



■ *L'IRMC, un point focal dans le domaine de la recherche sur le Maghreb* : depuis sa création, ce centre joue un rôle crucial au niveau de l'intégration des chercheurs tunisiens dans des réseaux internationaux, notamment à travers les réunions de programmes qui rassemblent des chercheurs issus de plusieurs pays travaillant sur des champs de recherche variés. Ces rencontres qui sont systématiquement couronnées par des publications contribuent à la diffusion des travaux scientifiques de chercheurs tunisiens à l'extérieur du pays.

Sur un autre plan, en offrant la possibilité de monter des projets de recherche et de formation dans le cadre de structures scientifiques telles que l'ANR, le GDRI, les projets de coopération... l'IRMC impulse

des chercheurs tunisiens à intégrer des réseaux régionaux et internationaux.

■ *L'IRMC, un espace de transmission intergénérationnelle* : l'organisation des ateliers d'écriture à l'intention d'étudiants inscrits en Master et de doctorants tunisiens et d'une série de doctorales dont plusieurs doctorants maghrébins et français ont bénéficié, offrent un cadre favorable pour la transmission intergénérationnelle des connaissances et du savoir. De telles activités permettent d'intégrer les jeunes chercheurs dans des réseaux nationaux, régionaux et internationaux.

■ *L'IRMC, un espace de réflexion sur des questions prioritaires d'actualité*. À l'IRMC, les universitaires tunisiens peuvent trouver l'atmosphère qui leur permet de s'interroger, de mettre à l'épreuve des hypothèses de travail et d'être à l'écoute du nouveau qui se forge ailleurs. Séminaires, journées d'études, invités de renommée internationale venus d'horizon divers... déploient tout au long de l'année les résultats de la recherche sur des questions de grande importance. À ce niveau un petit survol des vingt dernières années permet de voir à quel degré cet institut a réussi à suivre dans ses activités, le rythme de la recherche académique tout en étant attentif aux questions prioritaires des sociétés de la région. Étant à l'écoute des inquiétudes du présent, l'IRMC veille à garder ses distances de l'actuel pour faire entendre les voix qui suivent la généalogie des faits et inscrivent les problèmes des sociétés du Maghreb dans le rythme long et prudent de la recherche qui explore, fraie la voie loin des impatiences politiques ou médiatiques.



Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

Le lieu d'une dynamique interinstitutionnelle et interdisciplinaire



Leila BLILI

est professeur d'histoire moderne et contemporaine. directrice du département d'histoire de la Faculté des lettres, des Arts et des humanités de La Manouba.

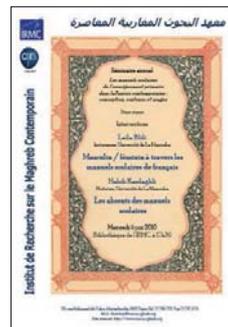
Dans mon parcours personnel, l'IRMC a été un lieu de rencontres, d'échanges, de stimulation. L'aventure a commencé avec son ancêtre, le CDTM qui a fourni aux universitaires, dès les années 80, un cadre de travail aux spécificités particulières, à la fois d'archives (les documents de la Résidence Générale), de bibliothèque et de fenêtre ouverte sur la production scientifique française. L'IRMC, né en 1992, allait nous permettre de continuer la fabuleuse aventure de la recherche en histoire d'abord, dans les sciences sociales plus tard. L'IRMC a constitué un pont, entre chercheurs tunisiens appartenant à diverses institutions, entre

chercheurs maghrébins, entre Français et Maghrébins. Cette dynamique a participé à l'introduction d'une nouvelle géographie de la recherche qui envisage de plus en plus une réflexion dans un cadre plus large, celui du Maghreb et de la Méditerranée.

Imperceptiblement, c'est à l'IRMC que les recherches en histoire ont fait éclater le cadre strictement national au bénéfice d'une approche comparative maghrébine, en particulier avec le Maroc, les conditions par lesquelles passait l'Algérie ne permettant pas des échanges similaires. Par ailleurs, à l'IRMC, l'interdisciplinarité déjà en vogue depuis le « Grand Tournant », (cf. *les Annales*), prend corps et initie des recherches qui associent entre autres historiens, géographes, juristes, économistes et linguistes. Pour certains, l'éclatement des frontières disciplinaires est le début d'une véritable aventure scientifique particulièrement féconde.

Sans prétendre que l'IRMC fut le seul lieu de renouvellement historiographique en Tunisie, il faut néanmoins admettre que cet institut a amarré une partie de la recherche en sciences sociales aux grands courants internationaux et a créé une dynamique interinstitutionnelle et interdisciplinaire certaine. Le dynamisme des responsables, la convivialité du lieu, la rapidité du « service », ont fait de l'IRMC un espace de recherche

apprécié. Le renouvellement constant des problématiques traitées dans le cadre des programmes mis en place exprime la fécondité de l'institution et sa capacité à réfléchir aux questions d'actualité dans un contexte national et international mouvant. Pour ma part, il m'arrive de regretter les questionnements historiques, pas seulement par sensibilité disciplinaire : dans les débats actuels sur les révolutions arabes, l'épaisseur temporelle fait défaut. En la réintroduisant, dans l'espace public et dans les lieux de recherche, on peut probablement disposer d'éléments de compréhension, sur le fonctionnement des sociétés, la place du religieux ou le statut des femmes et de la famille, qui permettent d'envisager le présent et l'avenir avec plus de sérénité ou de crainte.



L'IRMC, lieu de circulation des recherches



Imed MELLITI

est maître de conférence au département de sociologie de l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis – Université de Tunis El Manar.

Lorsque j'étais étudiant, je comprenais au contact de certains chercheurs, qu'il existait à Tunis un espace de travail

important dans les pratiques de recherche, le CDTM (Centre de documentation Tunisie-Maghreb).

Premiers contacts avec l'IRMC

Mais en vérité, la première fois où j'ai entendu parler de l'IRMC c'est lorsqu'il a pris en charge le billet de Sophie Ferchiou pour participer au jury de ma thèse à Paris en 1993. Et après, les choses se sont vite enclenchées. En rentrant, j'ai rencontré Michel Camau, on m'a proposé de faire un compte rendu de ma thèse, et mes premiers textes ont été publiés dans *Correspondances*, qui venait d'être créé : l'un sur l'observatoire de la condition de la femme (une structure créée par le CREDIF que je venais d'intégrer comme chercheur contractuel), et l'autre à

partir de ma thèse. Juste après, Mohamed Kerrou a mis en place un groupe de recherche sur la sainteté dans lequel j'étais avec Latifa Lakhdar, Sami Bergaoui, Lotfi Aïsa et d'autres. Chacun de nous travaillait sur la sainteté dans une perspective particulière. La sainteté à l'époque était un thème très novateur, qui nous sortait des sociologies du développement, et qui nous permettait de rénover nos disciplines en allant vers des objets oubliés depuis le temps des règlements de comptes avec les legs de l'époque coloniale. Il y avait là un changement de paradigme, et je me suis souvent demandé ce qui fait qu'à un moment donné beaucoup de gens s'intéressent aux mêmes objets. On était nombreux à se diriger vers cette thématique et chacun avec le sentiment que c'était une décision individuelle prise sur des choix personnels.

Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

Je pensais moi-même que c'était lié à ma biographie autour des groupes confrériques. D'autres étaient dans ce cas, mais on assistait plutôt à un retour de légitimité de certains objets longtemps occultés.

On revenait à des lectures, à des auteurs, à l'anthropologie, avec d'autant plus d'intérêt que ma génération n'avait pas connu les labos et les espaces de débats ; ma thèse à Paris 5 avait encore été ce tête-à-tête solitaire entre directeur et étudiant. On se réunissait une fois par semaine à l'IRMC, et c'était la première fois que je faisais partie d'un groupe de recherche. C'était pour moi une occasion de m'exposer en public, de prendre la parole et des risques, je le vivais avec autant d'appréhension et de peur que de plaisir. Ma participation à ce groupe et au programme mené par Mohamed Kerrou sur la sainteté en Méditerranée occidentale m'a permis de publier un texte sur l'espace liturgique chez les *Tijāniyya*. Par la suite, j'ai publié un deuxième texte sur l'idée de « seuil » dans le livre de Mohamed Kerrou sur public/privé en Islam. Dans les années 2000 j'ai continué à fréquenter l'IRMC pour des conférences, mais j'étais moins impliqué. J'ai aussi des souvenirs de Pouillon et Mahé qui avaient publié des articles de Berque et m'avaient sollicité pour réagir, c'était un grand moment pour moi. Je me souviens aussi des activités de l'Association d'anthropologie de la Méditerranée avec Jocelyne Dakhli et des collègues marocains et algériens, des réunions à Casablanca et à l'IRMC.

La dynamique de recherche

L'IRMC a toujours joué un rôle central d'animation scientifique dans le domaine des sciences sociales, et cela d'autant plus que les institutions tunisiennes n'assuraient rien dans ce domaine, bien que cela ait maintenant un peu changé avec le Diraset. À son crédit aussi, et du fait que depuis trente ans l'Université tunisienne est malade du provincialisme, fermée sur elle-même et sans réseaux d'échanges, l'IRMC a obligé les gens à sortir de leur coquille pour entendre ce qui se passe ailleurs, même en dehors de leur discipline, il a versé par exemple les approches novatrices des historiens dans le champ scientifique tunisien. Cela nous permettait de voyager un peu, d'être en contact avec des chercheurs venus d'horizons différents. Et cette ouverture ne se fait pas seulement par rapport à la France mais par rapport aux

autres pays européens et au Maghreb : l'IRMC a invité beaucoup de chercheurs marocains et les a fait connaître aux Tunisiens, a favorisé des échanges intra maghrébins et des mobilités et circulations des savoirs à l'échelle du Maghreb et de l'Europe. Puis il y a l'interdisciplinarité, le fait de mettre ensemble des gens de spécialités différentes, même s'il y a eu des mises d'accent disciplinaire par périodes, les sciences politiques au départ, puis les sciences juridiques et l'urbanisme, l'économie et la gestion dans les années 2000, et aujourd'hui la sociologie, et l'anthropologie que l'IRMC a aidée à émerger et à sortir d'une longue mise en quarantaine, comme discipline légitime.

Sa bibliothèque est l'un des atouts de l'IRMC, le seul endroit où des étudiants peuvent se documenter et se mettre à jour, contrairement aux bibliothèques tunisiennes où l'accès à la documentation est problématique, parce que mal entretenues, mal gérées ou plus à jour comme la bibliothèque du CERES où on trouvait des choses sur les grands auteurs du développement des années 70 mais rien sur les années 90. La bibliothèque de l'IRMC est un élément central, une pièce maîtresse dans le dispositif, qui constitue pour les chercheurs et doctorants un espace de travail de première importance. C'est aussi un lieu de rencontre qui m'a permis de connaître beaucoup de monde : des doctorants y sont venus me voir, des collègues travaillant sur les mêmes objets, avec une socialité importante qui prouve que l'on ne fait pas de la recherche dans un désert. Puis la bibliothèque a abrité des actions dirigées vers les doctorants et tournées sur la méthode et l'écriture : c'est important car cela fait de l'IRMC un espace de formation qui complète les manques au niveau des institutions tunisiennes et permet aux jeunes de pallier les insuffisances de leur formation dans les structures nationales. Cela a aussi l'avantage de fidéliser et d'assurer la relève dans la recherche en science sociale, en aspirant ces ressources dans le réseau de l'Institut. Enfin, il y a toujours eu une volonté de l'IRMC d'agir au sein des institutions tunisiennes mais cela n'a pas toujours été facile pour diverses raisons d'inertie du côté des Tunisiens. Par contre, beaucoup d'échanges à l'échelle du Maghreb rassemblent les chercheurs maghrébins sur des actions communes. Les travaux menés depuis la France ont des répercussions sur l'IRMC, mais ce qui se fait à l'IRMC alimente également la dynamique

de recherche sur le Maghreb en France, et tout cela dans le cadre de circulations intra maghrébines. C'est bizarre de dire que les Maghrébins ont besoin de la France et de l'IRMC pour pouvoir travailler ensemble !

La révolution et d'autres enjeux

La révolution a apporté une liberté de ton qui n'existait pas, une ouverture de l'espace public tunisien, que l'IRMC doit saisir, en donnant plus d'opportunités aux chercheurs et étudiants tunisiens de faire du terrain. À deux ans de la révolution il n'y a pas encore eu de vraies enquêtes, et c'est symptomatique du rapport que les élites entretiennent avec le peuple, les chercheurs font des discours mais peu sont prêts à aller se frotter à la Tunisie profonde et précaire. L'IRMC a une liberté et n'est pas pris dans des enjeux d'influence (comme le PNUD ou la Banque mondiale) ou de positionnement politique. Il doit s'inscrire dans cette ouverture exceptionnelle des possibles, porter l'émergence de nouvelles thématiques, de nouveaux objets de recherches impensables il y a quelques années. Et si l'IRMC ne doit pas forcément s'impliquer dans le débat privé entre intellectuels et qui engage l'avenir de la Tunisie, il peut toutefois y contribuer au second degré dans des logiques savantes qui le traduiront à un niveau de sens qui n'est pas celui de l'actualité politique immédiate. La révolution a servi de laboratoire à grande échelle.

Enfin, un point négatif à méditer toutefois : l'IRMC est malgré tout resté prisonnier des clivages idéologiques et linguistiques (mais à quel point pouvait-il y échapper ?) qui traversent le champ tunisien notamment entre arabophones et francophones, indigénistes et francophiles. Désormais, des colloques doivent se faire dans les deux langues, on ne peut plus exclure la moitié des sociologues tunisiens. La question n'est pas celle de la compétence ou de l'incompétence qui existent des deux côtés, et on ne peut exclure quelqu'un qui n'a pas la maîtrise du français. J'ai vu en Turquie que les Turcs pouvaient parler leur langue même dans une manifestation organisée par l'Association internationale des sociologues de langue française, et pourquoi pas les Tunisiens ? Il faut surmonter cela, et des efforts ont été faits par l'IRMC, dont le livre sur la Libye. Il y a une volonté de casser ce clivage longtemps reproduit et structurant, et de dialoguer avec toutes les composantes de la société tunisienne.

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)

Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

Souvenirs de l'IRMC



Morched CHABBI

est sociologue et urbaniste, directeur d'URBACONSULT.

La période des débuts de l'IRMC en 1992 a permis de réunir les gens autour de tables rondes et de présentations de recherches. C'était un moment très intéressant où, pour la première fois, nous étions confrontés à une action qui nous permettait des ouvertures sur des questions que nous n'avions pas la possibilité de traiter nous-mêmes. Les conférenciers invités, les échanges organisés avec des personnalités locales (Jalel Abdelkafi par exemple) montraient qu'on pouvait s'informer sans aller jusqu'à Paris. On était intéressé d'aller écouter des gens qui apportaient de nouvelles idées, de nouvelles orientations, de nouveaux messages. C'était un relais par rapport à nos bouquins.

Dans les années 2000, avec Pierre Robert Baduel, l'IRMC a ouvert le jeu aux échanges réguliers suite aux conférences, notamment sur les approches urbaines, thématique arrivée à l'IRMC un peu tard, et à laquelle j'ai participé avec le programme de Lamia Zaki. Et surtout, ces années ont développé une série de publications stimulantes. Cela s'est prolongé dans la période actuelle, avec une ouverture aux individus. Si le thème dominant de l'IRMC des années 1990 était le politique, celui des années 2000 était la multiplicité des productions intellectuelles, et celui de maintenant « les gens qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? ». Tout cela était très lié aux personnalités des directeurs, chacun venant avec sa petite valise.

Ce que je retiens aussi, c'était les réunions longues du samedi de 9h30 à 14h. Elles réunissaient 12 étudiants et 3 seniors, et le but était de faire parler les doctorants confrontés à des spécialistes. Les échanges avaient des retombées intéressantes pour ceux qui préparaient des diplômes. Les gens venaient parler de leur travail, en présentaient les difficultés, et on déverrouillait les choses avec eux. Il y avait aussi des passerelles entre les gens qui venaient voir la documentation de mon centre (une bibliothèque de plus de 5 000 documents), et l'IRMC. Souvent ces

personnes qui passaient me voir n'étaient pas suffisamment encadrées dans leurs universités.

Pour certains enseignants qui ont passé trois ans à l'IRMC cela a été une ressource fantastique, quand on voit les livres qu'ils ont conçus et dirigés. Mais cela ne s'adressait qu'aux universitaires. D'autres formules avec des professionnels comme moi n'auraient pas marché car on était dans une situation très serrée avec des plans de travail et des déplacements lourds pour répondre aux commandes de l'État, on n'aurait pas pu venir s'installer 15 jours à l'IRMC en laissant tomber notre boulot. Donc ce choix qui s'est appuyé sur les enseignants universitaires était très bon car il leur a permis de renouer des relations et de sortir de bons livres. Mais il faut reconnaître qu'à l'IRMC il n'y avait pas de place pour des gens comme moi, faux professionnel avec une moitié de chercheur, bien sûr on appréciait que quelqu'un vienne donner des exemples sur telle ou telle région, mais certains collègues semblaient se demander ce que je venais faire... Il a fallu que je sorte plusieurs publications pour entrer dans le « club », mais au début c'était difficile...

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)

Un lieu incontournable



Hassan EL ANNABI

est professeur d'histoire à l'Université de Tunis et ancien directeur du CERES.

Le n°20, rue Mohamed-Ali Tahar à Tunis est une adresse bien connue de bon nombre de chercheurs. C'est là que loge l'IRMC. Le local n'est pas particulièrement spacieux : salle de lecture, servant au besoin de salle de conférences, au rez-de-chaussée, bureaux plutôt exigus à l'étage, espaces de

dépôts modestes, cabines pour chercheurs savamment agencés dans un bâtiment annexe au fond du jardin.... Pourtant, le local grouille de vie. La richesse du fonds documentaire, la disponibilité du personnel, la qualité du service, la variété et la pertinence des thèmes agités, la notoriété des conférenciers, l'importance des publications font que cet espace devient d'année en année un lieu incontournable non seulement pour les spécialistes des questions maghrébines mais aussi pour tous les chercheurs en quête de quelque référence bibliographique et pour les intellectuels assoiffés de savoir.

Les angles d'approche adoptés par l'Institut, qui sont à la fois interdisciplinaires et comparatistes, de même que la diversification des opérateurs scientifiques mis à contribution s'avèrent être des choix heureux. Au cours des deux dernières décennies l'IRMC a accueilli pas moins de

27 chercheurs de grande notoriété, rattachés à diverses institutions françaises (MAEE, CNRS, EHESS) et tunisiennes et plus d'une cinquantaine d'allocataires et de boursiers. Il a travaillé avec les institutions tunisiennes qui lui sont proches quant aux domaines de compétence. Ainsi, avec le CERES par exemple, certaines actions phares ont été menées, en l'occurrence la table ronde sur « Cartographie et études urbaines » (2004), le séminaire (en deux sessions) sur « Méthodes et théories des sciences sociales » (2005-2007) et la coédition d'un ouvrage sur le cinéma (2012).

La stratégie de communication n'est pas en reste. Elle se propose de dépasser le bilatéral pour constituer un large réseau ouvert aux diverses nationalités. Dans ce cadre, la « Lettre de l'IRMC » joue un rôle de premier plan. Périodiquement communiqué aux chercheurs, ce bulletin de

Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

liaison rend compte des activités programmées, informe sur les nouvelles publications, mais aussi suscite le débat autour de certains axes de recherche ou sur quelques faits marquants de la vie sociale et culturelle.

L'organisation périodique de doctoriales s'intègre aussi dans cette stratégie de communication, mais pas seulement, elle prouve la vocation de l'IRMC à jouer un rôle important dans l'encadrement des jeunes chercheurs. Au cours des cinq dernières

années, l'Institut a montré sa capacité à attirer des doctorants de diverses spécialités et de plusieurs nationalités. De même, il a réussi à associer à cette action les institutions tunisiennes intéressées (le CERES en 2009-2010, par exemple).

La maison IRMC



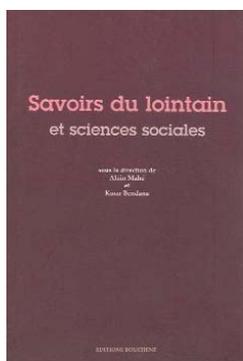
Kmar BENDANA

est Chercheuse à l'Institut supérieur d'histoire du mouvement national (ISHMN), professeure d'histoire contemporaine à l'Université de La Manouba et chercheuse associée à l'IRMC.

Je dois mon entrée au CDTM puis mon expérience au sein de l'IRMC à Anne-Marie Planel. La bibliothèque qu'elle a montée à partir du fonds imprimé de la Résidence générale de France à Tunis ne pouvait qu'intéresser la doctorante fraîchement diplômée que j'étais alors. Engagée en 1982 comme chercheuse au sein d'une structure inédite (Programme National de Recherche sur l'Histoire du Mouvement National) qui mettait à la disposition des Tunisiens les archives coloniales microfilmées, la complémentarité naturelle des deux fonds répondait à l'aspiration inconsciente de rester dans l'entre-deux scientifique franco-tunisien qui m'avait formée.

Cette affinité nourrie d'une conception partagée de la coopération et d'un intérêt pour la discipline historique a évolué avec nous deux, avec la vie de la maison IRMC dans tous les sens du terme, engendrant d'autres amitiés. Il y avait les conférences, les réunions, les choix de livres et de comptes rendus, et bien sûr les discussions de séminaire. Mais il y avait aussi et surtout une vie avec repas et conversations, rires et commentaires, un mélange de sérieux et de

frivolité, une ambiance qui me changeait de l'atmosphère de mon institution principale, mome et ossifiée par un fonctionnement « coincé ». Par besoin de gaieté et par curiosité, j'ai pris l'habitude de fréquenter ce lieu pour respirer, échanger, discuter, rencontrer des chercheurs de plusieurs âges et horizons, donner des rendez-vous dans le jardin ou le « studio » des chercheurs. J'ai souvent employé la formule : « l'IRMC m'a permis de travailler en dehors des frontières sans prendre l'avion ». Pour une universitaire mère de famille, cette source d'oxygène était inestimable.



Chercheuse associée à l'IRMC depuis vingt ans, j'y ai rencontré une jeunesse doctorante de différentes nationalités qui m'a fait prendre conscience des cultures scientifiques nationales, des questions de formation, d'écarts de niveau et de la nécessité de lutter contre les habitudes ancrées et de contourner les blocages institutionnels. Sans nier l'excellence d'une minorité (qui finit souvent par rejoindre les cursus privilégiés européens, rarement développés en SHS et ouverts à nos étudiants), j'ai tâté la réalité la plus dure, celle du décalage grandissant entre les étudiants du Nord et du Sud. Cette dérive des continents a quelque chose

d'inévitable, en partie pour des raisons linguistiques : l'anglais et l'arabe se développent différemment et le français, en couple avec l'un ou l'autre, peine à installer des passerelles scientifiques vitales si on veut entretenir le trilinguisme minimum pour faire avancer la recherche franco-maghrébine.

Aujourd'hui, alors que nous vivons une situation à bien des égards annonciatrice de changements, cette expérience de coopération et de partage existentiel m'offre l'occasion de réfléchir à la façon dont nous pourrions accompagner le futur de nos universités et de nos centres de recherche, des deux côtés de la Méditerranée. Je n'ai pas d'idées ni de solutions toutes prêtes, mais les échanges que j'ai avec le réseau IRMC fonctionnent comme soutien et inspiration. Les amitiés personnelles et intellectuelles disséminées à partir de l'IRMC forment une constellation de pensées et d'actions, pas forcément officielles ni voyantes, qui travaillent dans l'ombre et apportent empathie et efficacité aux possibles encore ouverts depuis le 14 janvier 2011 et dont toutes les ondes ne se sont pas entièrement déployées.



Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

L'institution, son équipage et son jardin



Myriam ACHOUR-KALLEL

est enseignante en psycho-anthropologie à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et chercheuse associée à l'IRMC.

Mon premier contact avec l'IRMC a eu lieu à la fin des années 90 lorsque, encore étudiante, je décidai de réorienter mon parcours vers l'anthropologie. Quand, par la suite, j'effectuais un travail de terrain pour ma thèse de doctorat, j'ai obtenu une bourse de terrain qui m'a valu ma première véritable présentation orale devant un auditoire ! (interne, constitué par l'équipe de chercheur-e-s de l'IRMC). C'était alors mon premier contact, agréable et accueillant, avec Hayet et Christiane. Mes contacts ultérieurs avec l'IRMC se sont faits *via* des collègues

et des amis irmcéens mais aussi *via* les conférences qui y étaient prononcées.

Une fois ma thèse de doctorat soutenue, je commençai un cycle de pérégrinations prospectives : rendez-vous avec des acteurs de différentes institutions potentiellement intéressées par le domaine de la recherche en sciences humaines et sociales en Tunisie. J'assurai alors des cours à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis mais, avec un parcours métrissé, je n'avais pas encore obtenu de poste. Parmi ces institutions de recherche figurait l'IRMC. J'ai frappé à la porte, un jour d'été, discuté (agréablement étonnée que Christiane et Hayet m'aient reconnue, quelques années étant passées depuis notre première rencontre) puis revenue comme convenu avec un projet de recherche. C'est ainsi que les choses ont démarré. D'autres projets se sont enchaînés depuis. Et c'est au fil de mes travaux personnels comme de ceux des autres que j'ai « expérimenté » l'IRMC.

J'ai été ravie, après quelques années de solitude doctorale, par les opportunités d'échange, de partage et de rencontres. Au sujet de nos orientations théoriques, de nos recherches, de nos insatisfactions ou de

l'actualité politique de ces deux dernières années, les conversations formelles comme informelles avec les collègues font avancer. J'ai aussi vu comment l'ensemble de l'équipe s'impliquait pour faire aboutir les différentes manifestations et travaux de recherche : ouvrages, conférences, colloques, affiches... aboutissent en passant par celles et ceux qui préparent à la publication, se chargent des budgets, diffusent les informations,



coordonnent l'organisation, s'attellent à la logistique, s'occupent de la documentation ou tentent de déchiffrer la mystique de l'informatique. L'institution marche avec l'ensemble de son équipage : « chercheurs » comme « administratifs » participent, ensemble, au mouvement de l'Institut. Mais, dans ce tempo, le jardin y est aussi pour quelque chose...

L'IRMC : un lieu d'échange, de savoir et de partage



Hend BEN OTHMAN BACHA

est doctorante en urbanisme à l'ENAU, enseignante chercheuse à l'Université de Carthage et chercheuse associée à l'IRMC.

Ma « rencontre » avec l'IRMC date d'un certain mois de juin 2001, je m'apprêtais à entamer mon mémoire de DEA en urbanisme et aménagement. Depuis, la bibliothèque de l'IRMC est devenue pour moi mon lieu de prédilection, un endroit où je pouvais réfléchir, lire, écrire, me laisser aller à mes pérégrinations intellectuelles. J'ai commencé à fréquenter la bibliothèque, à m'attacher au lieu, à apprécier la qualité de ses ouvrages et des échanges que je pouvais y avoir avec les chercheurs et tout le « staff ». Outre la bibliothèque, un des atouts de l'IRMC demeure à mon avis l'organisation de programmes de recherche qui réunissent

des chercheurs confirmés et de jeunes chercheurs, autour de thématiques transversales. L'opportunité est ainsi donnée aux « chercheurs juniors » de discuter leurs hypothèses de travail, de présenter leurs terrains et de bénéficier des avis éclairés de chercheurs « seniors », de faire partie d'un réseau et de publier le fruit de ces échanges intellectuels.

Ma première collaboration avec l'IRMC date en effet de 2005-2006, j'ai été invitée à participer à des rencontres doctorales, dans une équipe de recherche, sur le thème de « Gouvernance et territorialité : L'échelle urbaine »¹. Ce fût le début d'un échange intellectuel épanouissant et très stimulant. Vint ensuite le programme de Lamia Zaki entre 2007 et 2009, sur l'action urbaine au Maghreb², auquel cette dernière m'a invitée à participer, avec un travail sur les promoteurs immobiliers privés, leur structuration et leurs enjeux. Les échanges stimulants avec des chercheurs d'horizons divers, avec des expériences croisées éclairant d'autres contextes, sont rarement possibles sans des programmes de recherche de cette qualité.

Vint enfin le programme de Valérie Clerc sur les concurrences foncières³, à l'occasion duquel M. Denieul m'a associée en tant que

jeune chercheuse à l'équipe de l'IRMC, en janvier 2011. Cette date coïncide avec un nouveau contexte politique qui a ouvert de nouvelles perspectives de recherche en sciences humaines et sociales, de manière générale, et en urbanisme et aménagement en particulier. L'opportunité est ainsi offerte pour investir d'autres champs de recherche avec des travaux de terrain sur la décentralisation et l'équité socio-spatiale, le développement local et la gouvernance, thématiques peu explorées à l'époque, à cause du contexte politique, tant le travail de terrain était ardu et les langues peu déliées, mais que l'IRMC avait déjà investi, à travers des recherches ou des conférences, et qui offraient aux chercheurs un espace de « liberté » et de débat avant l'heure...

Pour moi, l'IRMC restera un lieu d'échange, de savoir et de partage...

1. Coordonné par A. Rebhi, chercheur boursier de l'IRMC.
2. Lamia Zaki, 2011 « (En)jeux professionnels et politiques de la fabrication des villes : l'action urbaine au Maghreb » qui a donné lieu à la publication de l'ouvrage collectif Zaki L., (dir.), *L'action urbaine au Maghreb : enjeux professionnels et politiques*, Karthala.
3. Clerc V., *Médiation publique dans les métropoles du Maghreb et du Moyen-Orient : concurrences foncières et accès au logement* (Amman, Beyrouth, Casablanca, Damas, Istanbul, Le Caire, Téhéran) (Publication en cours).

Les chercheurs et les actions

Enjeux politiques de la recherche

L'IRMC ou "ma" révolution tranquille

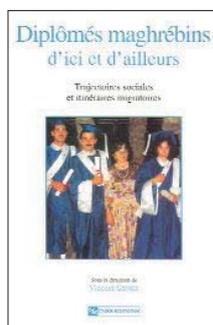


Vincent GEISSER

est chargé de recherche au CNRS, en affectation à l'IFPO, Beyrouth. Il a été chercheur à l'IRMC de 1996 à 2000.

Nommé au début de l'année 1996, chercheur à l'IRMC, je débarquais en Tunisie, en ignorant presque tout de la société locale et de ses habitants. Pour ainsi dire, la vision que j'avais du pays était celle de la plupart de mes compatriotes français, imprégnés de clichés exotiques, voire orientalistes : la Tunisie, pays du « juste milieu », à la croisée des civilisations occidentale et orientale, terre de tolérance religieuse, de libération de la femme (merci Bourguiba !), du couscous au poisson (merci les Sfaxiens !) et symbole de l'humanisme méditerranéen (merci Ibn Khaldoun !), dont la douceur de vivre était censée contraster avec la « rugueur » de ses voisins immédiats : l'Algérie et la Libye. En somme, ma représentation de « Tunisie la verte » se limitait à des clichés exotiques, nuancés il

est vrai, par quelques bonnes lectures scientifiques sur le pays : LA TUNISIE N'EST PAS UN PAYS ARABE COMME LES AUTRES ! De ce point de vue, mon expérience scientifique à l'IRMC a constitué une machine efficace et redoutable à déconstruire les préjugés : confronté aux « réalités du terrain » (comme disent les chercheurs), je découvrais progressivement mais aussi brutalement que la « Tunisie du Jasmin » était celle d'une « douce dictature », certes envahissante et pénible, mais représentant un laboratoire de recherche inespéré pour l'apprenti chercheur que j'étais à l'époque. Sur ce plan, j'aurais au moins tiré un enseignement majeur de mes quatre années passées à l'IRMC : les difficultés de recherche sont parfois plus éclairantes et formatrices que la recherche elle-même. Les fameuses autorisations ministérielles qui n'arrivent jamais (ou très



tardivement), l'autocensure, la peur, les réflexes de protection, la discrétion, mais aussi l'humour au second degré, les blagues sur le dictateur (ZABA) et sa femme « Leila », les rencontres clandestines avec mes enquêtés au

fond des cafés à *chicha*, les filatures policières, les jeunes femmes aguichantes employées par « *La Dakhilia* » (NDLR : ministère de l'Intérieur) ont été sûrement plus riches pour ma formation de politologue que tous les manuels des sciences sociales de la planète. En ce sens, je puis dire aujourd'hui « merci Ben Ali ! », tu m'as permis de grandir scientifiquement et de comprendre que les peuples ne sont jamais aussi stupides que leurs dirigeants aussi puissants soient-ils. Plus sérieusement, l'IRMC a représenté, depuis sa création par Michel Camau, ce lieu refuge, cet espace extraordinaire d'échanges et de débats scientifiques, où l'on pouvait se libérer de cette angoisse lancinante à la barbe de nos anges gardiens (ces fameux étudiants moustachus éternellement inscrits en doctorat). C'est aussi à l'IRMC que j'ai fait mes plus belles rencontres intellectuelles avec des collègues universitaires tunisiens, algériens, marocains mais aussi avec ces nombreux scientifiques français de haut-vol. À une époque où pour des raisons de rigueur budgétaire et des considérations géopolitiques, d'aucuns seraient tentés de réduire la voilure de nos centres français à l'étranger (en particulier ceux travaillant sur le monde arabe), je dirais simplement que grâce à l'IRMC, j'ai eu la chance de vivre au moins une REVOLUTION dans ma vie, voire d'y participer, sinon de l'anticiper, expérience irremplaçable dans la modeste existence d'un chercheur mortel.

Des ingénieurs aux avocats ou de la dimension politique du fait professionnel



Éric GOBE

est chargé de recherche (HDR) au CNRS en affectation au Centre Jacques Berque, Rabat. Il a été chercheur à l'IRMC de 1998 à 2002.

Entre 1998 et 2002, l'IRMC m'a permis de coordonner le premier programme collectif de ma vie de chercheur. L'expérience que j'ai pu y accumuler a été déterminante dans ma trajectoire de chercheur. Le choix de mon objet de recherche, la naissance et le développement de l'ingénieur moderne au Maghreb, m'a fait découvrir le vaste domaine de la sociologie et de l'histoire des professions modernes. Politologue de formation, j'ai, depuis lors dans l'ensemble de mes recherches, utilisé les outils théoriques des deux champs disciplinaires, ainsi que l'apport de l'histoire afin de mettre en avant la dimension politique des « faits professionnels ».

Dans un premier temps, à travers la construction de l'objet « ingénieur » au Maghreb, j'ai tenté d'apporter, avec les collègues participant au programme, un éclairage sur la manière dont s'est recomposée l'articulation des enjeux politiques, économiques et sociaux dans un contexte de libéralisation économique. Il s'agissait d'analyser le processus par lequel les ingénieurs sont passés du statut de grands commis du secteur public au service de la construction d'un projet de développement national impulsé par l'État à celui de cadres moyens ou supérieurs se présentant sur un marché du travail de plus en plus ouvert. Ce processus apparaissait lui-même lié à la

Les chercheurs et les actions

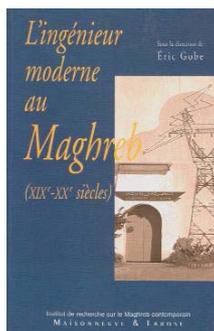
Enjeux politiques de la recherche

massification de l'enseignement supérieur et aux transformations économiques et sociales générées par l'application, à partir du milieu des années 1980, des plans d'ajustement structurel du FMI, synonymes d'élargissement progressif du secteur privé.

Mais le programme de recherche, initialement axé sur les effets de l'intégration internationale des économies maghrébines sur la restructuration de la profession d'ingénieur, s'est progressivement élargi à des questions de caractère historique. Cela est apparu d'autant plus nécessaire que l'ingénieur tout au long de l'histoire contemporaine du Maghreb a souvent été un acteur social placé par les pouvoirs publics au centre des stratégies de développement tant urbain, rural qu'industriel. Le programme n'a pas pu échapper à l'histoire, marqué qu'il a été par une double césure historique (la colonisation et l'indépendance), sans laquelle il était impossible de penser la genèse de l'ingénieur moderne au Maghreb.

Les sociologues qui se sont penchés sur les ingénieurs du Maghreb indépendant ont

ressenti la nécessité de recourir à une perspective diachronique pour mettre en exergue les lignes de forces des mécanismes de production et reproduction et d'insertion socioprofessionnelle des ingénieurs au



Maghreb depuis les indépendances. *In fine*, les travaux des uns et des autres ont mis en valeur les trois temporalités historiques qui ont marqué l'organisation de la profession d'ingénieur : la temporalité coloniale (1830-1962), la temporalité étatique dévelop-

pementaliste (1960-1980) et la temporalité du libéralisme économique et de la mondialisation (depuis 1990).

Les approches scientifiques développées dans le programme « ingénieur » ont marqué mes recherches ultérieures, notamment celles sur la profession d'avocat en Tunisie. Mon passage de la profession d'ingénieur comme objet d'étude à celle des avocats s'est effectué par le biais d'une réflexion sur l'Ordre des ingénieurs tunisiens et sur ses relations avec les pouvoirs publics. Ce travail m'a amené à revisiter les notions de corporatisme et de syndicalisme professionnel et m'a permis de prendre conscience que la seule organisation professionnelle relativement autonome et revendiquant avec succès une certaine indépendance était, sous la présidence Ben Ali, l'Ordre des avocats. Aussi, dans le contexte autoritaire du pays, il m'est vite apparu que l'Ordre des avocats constituait une organisation à part dans la société tunisienne et, par conséquent, que la profession dont il se voulait le représentant était digne d'intérêt.

Retour sur une mission longue en Tunisie : 2005-2007



Sylvie MAZZELLA

est chargée de recherche (HDR) au CNRS, Directrice du Laboratoire méditerranéen de Sociologie (LAMES), Aix-Marseille Université Elle a été chercheure en délégation CNRS à l'IRMC de 2005 à 2007.

J'ai eu la chance de travailler deux années durant, entre 2005 et 2007, à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain dirigé à l'époque par Pierre Robert Baduel, pour y mener des recherches en sociologie de l'immigration et des migrations. Cette

expérience me sert de référence aujourd'hui. Je garde en effet le vif souvenir d'une structure d'accueil fortement collaborative, animée d'un rare esprit d'équipe, qui m'a permis de mener à bien toutes les étapes d'une recherche collective entre la France et les pays du Maghreb. Depuis mes collaborations de recherche n'ont jamais cessé d'exister de part et d'autre de la Méditerranée, entre mon laboratoire (LAMES), et plus largement la MMSH d'Aix-en-Provence, et l'IRMC.

En décembre 2005, je dirigeais un programme de recherche collectif et international sur « Les étudiants étrangers au Maghreb et dans l'espace euro-méditerranéen ». Ce programme a réuni durant quatre ans 21 chercheurs et doctorants, de France, d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, et a abouti à la publication d'un ouvrage collectif *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud* (Karthala-IRMC, 2009) et d'un dossier du numéro *Alfa, Maghreb et Sciences sociales* sur « L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale. Une comparaison Maghreb, Afrique, Canada et France ». Il

sera articulé à un séminaire mensuel d'invitation de chercheurs « Penser les nouvelles migrations » afin de nourrir davantage la réflexion sur les atouts et les difficultés d'une approche comparée, multi-située et interdisciplinaire.

Dès la fin des années 1990, à travers des missions courtes, j'avais engagé un travail de collaboration avec des chercheurs tunisiens, et notamment avec Hassan Boubakri, qui me permit d'éclairer mes recherches sur l'immigration à l'aune des projets migratoires de familles tunisiennes. La mission de longue durée à l'IRMC m'a permis de modifier profondément mon regard sur la société tunisienne et sur ses tensions : entre celle urbaine du littoral et celle rurale de l'intérieur du pays ; celle de la capitale et celle des petites villes. Je profitais aussi de cette expérience en Tunisie pour approfondir, à travers de longs entretiens passés auprès de sociologues et d'historiens tunisiens, témoins privilégiés de l'évolution de la place du français dans le système éducatif post-colonial, ma connaissance d'une histoire vécue de l'enseignement supérieur en Tunisie dans son rapport

Les chercheurs et les actions

Enjeux politiques de la recherche

particulier à la France, avec qui la Tunisie renégocie sa présence et son statut d'ancien pays colonisateur. L'enjeu politique de la langue française au sein du système éducatif tunisien a été réactivé ces dix dernières années par la nécessaire revalorisation des langues étrangères dans un contexte de



réformes mondialisées de l'enseignement et de crise de l'université publique. Il se pose aujourd'hui dans un contexte de tentative de remise en question de ses principes laïcs. Deux de ces entretiens ont été publiés, l'un avec l'historienne Kmar Bendana dans *Alfa, Maghreb et Sciences Sociales* en 2007,

l'autre avec la sociologue Lilia Ben Salem dans la revue *Genèses* en 2009.

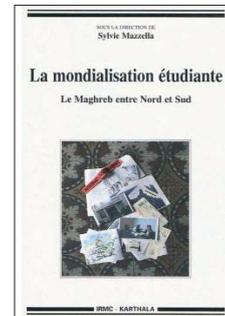
Chose plus troublante encore, cette expérience de vie m'a davantage renseignée sur la connaissance de la communauté scientifique tunisienne, sur son histoire institutionnelle et, de manière plus intime, sur ses doutes, ses craintes, ses interdits, sa « culture de la peur » dominée par un pouvoir étatique autoritaire qui parvint à provoquer chez elle une forme d'autocensure collective et de stratégie de contournement. Mes années passées en Tunisie auprès de collègues tunisiens m'ont éclairée sur ce que peut être une recherche académique placée sous surveillance (particulièrement visible aux moments de rencontres scientifiques), mais aussi sur les manières de ruser avec cette contrainte : en boycottant certaines manifestations selon la présence de tel ou tel membre officiel, en organisant au sein des universités des journées d'études « fermées », ce qui suppose de diffuser discrètement l'information, et le moment venu, de contrôler la composition de l'assemblée afin d'assurer et de protéger la parole scientifique. J'ai ainsi pu voir la mise en acte ordinaire d'une animation de la

recherche scientifique entrée en résistance. La solidarité que je veux manifester à leur endroit dépasse ainsi largement le cadre du corporatisme scientifique.

Peu après la chute du président Zine el-Abidine Ben Ali, les chercheurs que j'ai côtoyés libèrent leur parole dans la presse quotidienne longtemps muselée, et leurs témoignages révélèrent ce que chacun ressentait intimement et ce que d'aucun n'osait dire en public.

Cette liberté leur est plus que jamais nécessaire et notre soutien utile.

Jamais plus leur parole ne chuchotera.



Un observatoire de la société tunisienne et du Maghreb contemporain



Sylvie DAVIET

est professeur de géographie à Aix-Marseille-Université, UMR Telemme (7303). Elle a été chercheuse en délégation CNRS à l'IRMC de 2010 à 2012.

Les IFRE : un outil exceptionnel pour la recherche

Passer deux ans à l'IRMC, c'est tout d'abord vivre l'expérience d'un institut

français à l'étranger (IFRE). Et les Français ont beau s'auto-flageller de leurs multiples défauts et des dysfonctionnements de leur mère patrie, très peu de pays au monde sont capables d'entretenir des centres de recherche à l'étranger. Il nous faut parfois la remarque bienveillante d'un collègue d'une autre nationalité pour le réaliser. Sachons donc apprécier l'originalité et le potentiel de ce dispositif qui permet aux chercheurs en sciences sociales de s'expatrier, de quelques mois à quelques années, pour résider sur leur terrain d'étude, en bénéficiant de l'essentiel des services d'un laboratoire (bibliothèque, secrétariat, organisation de séminaires...). Autant de réalités matérielles évidentes sans lesquelles un intellectuel ne peut véritablement se livrer à l'exercice de sa pensée ; une pensée qui n'est jamais en apesanteur mais au contraire ancrée dans un milieu, un espace, une société. Etre chercheur résident hors de France au sein d'un IFRE permet cette immersion, tout en

étant assisté d'une logistique appropriée ; qu'il soit géographe, sociologue, historien ou politologue, le chercheur en sciences sociales prolonge en quelque sorte une tradition anthropologique en bénéficiant de cette immersion.

L'IRMC : un observatoire de la société tunisienne et du Maghreb contemporain

Si les IFRE sont des avant-postes d'observation, l'IRMC est sans conteste un observatoire de la société tunisienne et du Maghreb contemporain. Il faut le dire et, en tant que géographe sensible à la dimension géopolitique des faits et des institutions, je le dis pour deux raisons. Premièrement, parce que l'observation est une des briques fondamentales de la recherche scientifique dans le processus de production de connaissance, et contribue à légitimer la recherche en sciences sociales. Si des esprits

Les chercheurs et les actions

Enjeux politiques de la recherche

prétendument rationnels en doutaient, ils auraient plus volontiers consacré les deniers publics aux seules disciplines ayant des retombées industrielles ou au remboursement de la dette, la révolution tunisienne et le printemps arabe sont fort opportunément venu rappeler qu'il était fondamental de connaître et comprendre les sociétés, que cette connaissance avait de la valeur et méritait un investissement. La portée des événements qui se sont enchaînés, tout particulièrement depuis le début de l'année 2011, a soudain, par effet de contexte, revalorisé le rôle stratégique de l'IRMC, comme celui des IFRE de la Méditerranée, dans un monde arabe en ébullition. Deuxièmement, j'ai vécu au sein de l'IRMC une observation qui s'enracine dans le territoire, qui s'élabore dans de multiples partenariats pour coproduire la connaissance au sein d'équipes qui rassemblent des chercheurs des deux rives de la Méditerranée. L'effet de lieu implique un effet de réseau qui permet de tisser des liens avec les chercheurs et les institutions régionales. Il faut le dire et je le dis à l'heure où fleurissent des projets plus ou moins soucieux des exigences d'une coopération équilibrée.

2010-2012 : un moment d'histoire qui nous propulse dans un nouveau cycle

J'ai donc connu l'IRMC récemment, au cœur d'un moment d'histoire qui nous propulse dans un nouveau cycle à la logique encore incertaine. Et lorsque je parle d'un moment d'Histoire, le H majuscule n'est pas immérité car nous savons bien que, depuis la Tunisie, s'écrit la nouvelle page d'un monde où s'impose la « tectonique des sociétés », comme l'écrit B. Badie. Arrivée en septembre 2010, j'ai pu connaître les dernières heures du régime de Ben Ali. Au cours de l'année 2011, en dépit de secousses multiples et parallèlement aux bouleversements opérés en Egypte et en Libye, c'est l'enthousiasme de la révolution

en marche qui a dominé jusqu'aux élections du 23 octobre 2011. Au cours de l'année 2012, le contexte tunisien et régional s'est progressivement tendu. Ma mission en Tunisie s'est achevée à la veille des événements du 14 septembre 2012, marqués par l'attaque de l'ambassade des Etats-Unis à Tunis, deux jours après celle de Benghazi en Libye. D'autres événements ont traduit la montée d'une forme de violence à laquelle les Tunisiens n'étaient pas habitués ; mais la société civile est restée mobilisée, bien

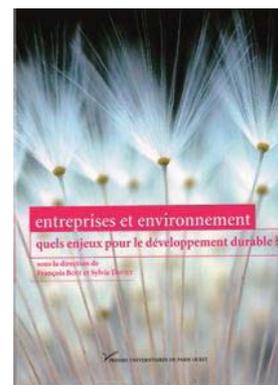


décidée à faire vivre l'espérance de jours meilleurs. Au cœur de cette actualité prégnante, les débats auxquels j'ai participé ont souvent été accaparés par les transformations au jour le jour de la situation politique. Il s'agissait pour moi d'observer et comprendre. Dans ce climat passionnel et instable, ma préoccupation de chercheur est restée de conduire mon programme à son terme, tout en captant la façon dont les événements en cours métamorphosaient mon objet d'étude. L'accès à l'information et aux entrepreneurs est demeuré difficile, quelle que soit la conjoncture.

La reconfiguration des espaces et des enjeux méditerranéens

Si le vécu de mes deux années passées à l'IRMC est profondément marqué par la

rencontre de cet humanisme tunisien, chaleureux et pétri de francophonie, mes réflexions de géographe pointent la reconfiguration des espaces et des enjeux méditerranéens. Le Maghreb relève bien de trois sphères d'appartenance : l'espace euro-méditerranéen, le monde arabe et l'Afrique. Si les dynamiques euro-méditerranéennes ont longtemps été dominantes, le printemps arabe en a révélé les fragilités. De multiples travaux en pointaient préalablement les signes, au point que l'hypothèse d'une « Méditerranée sans l'Europe » s'était manifestée non sans provocation (n°74 de *Confluences Méditerranéennes*), soulignant la complexité des rapports de forces dans une zone d'interface ouverte aux quatre vents de la mondialisation. Mon entrée dans cette problématique est partie de ma spécialisation géoéconomique, mais la nécessité d'une pluralité de regards et de disciplines s'impose évidemment pour prendre en compte un ensemble de dimensions culturelles, sociales et politiques... Tout en défendant la place de la géographie dans ce nouveau chantier scientifique, je n'ai donc pas cherché à être un acteur privilégiant le développement de ma discipline, je crois plutôt (et c'est même une conviction) à la nécessité de construire une interdisciplinarité audacieuse pour mieux répondre aux défis qu'exige de nous la complexité du réel.



Les chercheurs et les actions

Enjeux politiques de la recherche

Recherche en mode révolution



Stéphanie POUESSEL

est chercheuse post doctorante et anthropologue en poste à IRMC de 2010 à 2013.

« L'avenir apparaît comme un champ largement ouvert, gros de toutes les menaces, mais aussi de tous les accomplissements. Alors, nous n'irons pas sur Mars ? Mais bien sûr que si... Et nous réaliserons d'autres impossibles. Il faut tout simplement croire au...miracle, qui est la règle et non l'exception. (...) notre nation n'est pas seulement une nation historique, mais une nation, pour le meilleur et pour le pire, en réserve de l'Histoire », Soussse, 1987.

Moncef Marzouki, *Arabes, si vous parliez...*, Lieu commun, 1987.

Choisir de placer en exergue quelques lignes écrites il y a 25 ans par l'actuel président de la république voudrait ne pas être réduit à un positionnement politique partisan mais à la célébration de l'extraordinaire qui a mené un militant des droits de l'Homme sous dictature au Palais de Carthage quelques décennies plus tard.

Pourtant, si à l'international, le Tunisien est passé du statut de « révolutionnaire libre et pionnier » en janvier 2011 à celui d'« islamiste rétrograde et dangereux » en octobre 2011, d'un point de vue de chercheur, la révolution ne m'a pas révolutionnée. Au contraire, elle a été pour moi conservatrice venant renforcer le postulat des sciences sociales, qu'une société n'est qu'inscrite dans l'histoire et en perpétuel mouvement. Donc ce « mouvement » – oui recroquevillé, timide et subtil – était là avant la révolution. La remise en cause des dominations et les

rapports de force étaient bien présents mais pas forcément où l'on s'y attendait. Ils résidaient, en ce qui concerne mes propres recherches, dans la critique ethno-culturelle. Plus que jamais, c'était sous dictature qu'il fallait déployer patiemment et dans l'acharnement les ressources des sciences sociales pour nous permettre de voir le subtil du mouvement de la société. Aujourd'hui à découvert, la société tunisienne serait davantage à observer avec calme et humilité.

Ce sont quelques fondamentaux que ce passage 2010-2011 et au-delà, mon passage à l'IRMC de 2009 à 2013, m'ont enseigné sur la place du chercheur en Institut français de recherche à l'étranger basé dans le monde arabe.

Il en est d'une francophonie redéfinie : la francophilie remontant au premier chef d'État tunisien et liée aux élites intellectuelles et économiques, et dont l'IRMC participait malgré lui, compose désormais avec l'arrivée au gouvernement de courants « islamistes » qui marquent la mise en valeur de « la langue arabe ». Les arcanes du pouvoir redéfinissent les lignes de démarcations, les critères symboliques, ici linguistiques, se déplacent : le chef de l'État adopte souvent la *lahjatitude* dans les discours officiels et réintroduit l'usage sudiste du « gue » à la place du « qef ». Et quand certains ministres, après des années d'exil en Angleterre ou au Moyen-Orient, s'avèrent davantage anglophones que francophones, la langue française relativisée est pourtant perpétuée par l'arrivée des Franco-tunisiens siégeant à l'Assemblée constituante.

Il en est de l'« islamisme », concept à géométrie variable et dont les fantasmes qui l'entourent, devraient en faire l'objet non acquis par excellence. Concevoir que ce que l'on nomme islamisme, dans sa configuration historique et nationale qui est la sienne aujourd'hui en Tunisie – qu'il soit le résultat aux dernières élections d'un choix temporaire ou d'une fidélité plus ancrée – ne soit qu'une configuration politique, une idéologie politique comme une autre. Un usage normatif est trop souvent imputé aux sciences sociales qui se font alors juge du bien et du mal de pratiques sociales ou politiques. L'usage normatif provient de la société elle-même et c'est à partir de là qu'il faut l'étudier : la réflexion sur la politisation de la religion, sur le « salafisme », sur la

conjugaison possible entre démocratie et islamisme etc. est constante et profonde auprès de groupes issus de la société civile tunisienne. Depuis Tunis, le Forum El Jahedh en est l'exemple phare. Association tunisienne non gouvernementale créée en 1990, elle se présente comme un pont entre les intellectuels et la société afin de permettre une réflexion sur la culture et la pensée arabe. Dernier espace de liberté rassemblant quelques opposants politiques dont certains issus du parti Ennahdha, elle résistera jusqu'aux dernières heures du régime Ben Ali, traitant alors de sujets politiques non nationaux ou de sujets endogènes neutres (la famille). Depuis l'arrivée au pouvoir du parti islamiste en Tunisie, elle multiplie les conférences et les espaces de discussion sur le sujet. Le 14 décembre dernier, l'association reçoit avenue Bourguiba en plein cœur de Tunis le militant salafiste marocain docteur Abou Hafedh pour une conférence sur « le salafisme contemporain et la nécessité de son auto-critique » (*Al salafiya al mou'asira wa hayatouha ilâ al naqd al dhati*).

Enfin, c'est dans un mouvement d'aller-retour France-Tunisie (Maghreb)-France que sont situées, malgré moi, mes recherches et dont le 14 janvier a relancé la donne. Si la recherche est dans sa constitution même une démarche qui vise à défaire les préjugés et les stéréotypes, celle tournée vers le « monde arabe » devait redoubler d'efforts tant le poids des fantasmes orientalistes, islamistes, autoritaristes, etc. étaient (sont) ancrés. Si l'on rajoute, en tant que chercheur de nationalité française, le lien colonial et migratoire entre France et Maghreb, le cocktail est explosif. Sauveteur, le 14 janvier ne l'a été que pour quelques temps, le dévoilement d'une société civile hétérogène, ici conservatrice, là nationaliste, quoiqu'il en soit fragmentée à l'instar de toutes sociétés, semble avoir de nouveau jeté l'opprobre sur cette région du monde. De plus, la teneur du vote tunisien depuis la France (un taux important pour Ennahdha) a été interprétée comme un message politique en direction de la France.

Mes recherches tunisiennes me ramènent à la posture clé de l'anthropologie qu'est l'anti-ethnocentrisme. N'est-il pas possible de penser que, face à telle situation et issu d'une même histoire, on aurait tous pu réagir ou agir de la même manière ?

Les chercheurs et les actions

Enjeux politiques de la recherche

Tu fais de la politique ? Non de la science politique



Amin ALLAL

est doctorant en science politique, rattaché à l'IREMAM et à l'IEP d'Aix-en-Provence. Il a été boursier à l'IRMC de 2006 à 2009.

Le chercheur en science politique est souvent amené à répondre à cette question : « tu fais de la politique ? ». La question/défi exprime la curiosité mais rappelle surtout que pour bon nombre de gens, la raison d'être sociale de cette discipline ne va pas de soi. Cette épreuve est partie prenante des contraintes ordinaires de la recherche en sciences sociales et pas seulement en Tunisie. Elle rappelle que la stratégie de l'enquêteur est fragile, qu'elle peut être réduite à néant par les multiples interactions dans les différentes configurations d'enquête. Mais en définitive, ces bricolages et ces incertitudes sont les sciences sociales en actes, et en rendre compte c'est d'une certaine façon déjà faire des sciences sociales.

Dans le contexte tunisien de la fin des années 2000, cette question récurrente – angoissée plus souvent qu'amusée – relevait davantage de l'environnement paranoïaque de la fin du régime autoritaire de Ben Ali. La période n'était pas propice pour le développement d'une recherche collective en science politique ni pour des échanges sur celle-ci. Le voisin, l'ami, le cousin et parfois même le collègue chercheur vous suspectaient d'avoir un agenda caché ; un intérêt dissimulé forcément « politique » ou « carriériste » pour vous froter ainsi au « Pouvoir ». Beaucoup de chercheurs eux-mêmes intériorisant la censure, devenaient des « reproducteurs indirects » de celle-ci, consolidant parfois les supposées lignes rouges à ne pas franchir. Les chercheurs étrangers travaillant sur la Tunisie n'en étaient d'ailleurs pas exempts, loin de là.

Dans cette situation, l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain auquel j'étais rattaché entre 2006 et 2009 en tant que Boursier a constitué une sorte de refuge. Tout d'abord parce qu'il offrait des moyens matériels enviables et rares (dont ne peuvent – c'est regrettable – bénéficier que les titulaires de la nationalité française). L'IRMC permettait également une forme de protection autorisant une recherche en science sociale du politique désintéressée. La curiosité policière, les mises en garde n'étaient pas suivies d'effets dès lors que l'on m'étiquetait « stagiaire au consulat de France ». Simultanément aucune immixtion notable de la part des autorités de tutelle

n'était faite, cela est important lorsque l'on sait le peu d'égards qu'une partie des représentants consulaires avaient pour la recherche et le zèle dont ils témoignaient pour maintenir le *statu quo* politique en Tunisie.

De retour de mes séjours parfois tumultueux d'investigation dans la région de Gafsa, la sérénité de l'IRMC permettait une plongée paisible dans les données glanées lors de mon terrain. Lieu de convivialité tenu par un personnel permanent de grande qualité, l'IRMC est surtout un centre pluridisciplinaire où historiens, anthropologues, sociologues, géographes, économistes et politistes cohabitent. Cela engendre une confrontation des points de vue et des méthodes remettant en cause nos réflexes de travail : un décentrement salutaire par rapport aux ancrages disciplinaires respectifs qui sont souvent davantage des effets de chapelles et de découpages institutionnels.

Lieu d'équilibre précaire – site d'observation et d'analyse privilégié – l'IRMC peut maintenant pleinement collaborer avec une science politique tunisienne encore incertaine, pas assez développée, encore moins banalisée pour comprendre les mutations politiques d'importance en cours dans le pays. En ces temps de rétrécissement identitaire, il serait profitable d'ouvrir les vannes... L'illusion « d'autochtonie », de l'identitaire et de l'appartenance nationale propre du chercheur sont des croyances trompeuses et somme toute peu fructueuses.

Acquis et défis d'une recherche en partenariat



Alia GANA

est sociogéographe, directrice de recherche CNRS UM7533 LADYSS en affectation à l'IRMC depuis septembre 2012.

Mon histoire avec l'IRMC est ancienne. Elle remonte aux débuts du Centre de Documentation Tunisie-Maghreb (CDTM), à la fin des années 70. Le fonds imprimé de livres et de revues de l'Ambassade de France avait alors été rassemblé pour constituer un centre de documentation et de recherche accessible au public. C'est Anne-Marie Planel, historienne, qui a été chargée de l'inventaire et de l'actualisation du fonds et elle s'est acquittée admirablement de cette tâche. Au début des années 80, alors doctorante à l'Université Paris 10 et travaillant sur l'histoire agraire de la Tunisie, j'ai bénéficié de ses conseils éclairés pour mes recherches bibliographiques. Je me

rappelle avec nostalgie cette époque bénie, où le chercheur pouvait s'extraire des contingences du moment et se consacrer pleinement à sa science. Pendant près d'une année, je me suis familiarisée avec l'histoire sociale de la Tunisie, découvrant en particulier l'apport des ethnologues, souvent des Pères blancs, à la connaissance fine des sociétés rurales de ce pays. Le CDTM fut dès le départ un centre d'attraction et de rencontre de nombreux chercheurs tunisiens.

Bien plus tard, au moment de la transformation du CDTM en institut de recherche, j'ai été sollicitée par Anne-Marie Planel et le premier directeur de l'IRMC pour occuper un poste de chercheur détaché

Les chercheurs et les actions

Enjeux politiques de la recherche

et ce afin de développer un programme de recherche sur l'agriculture et le monde rural. Malheureusement, ayant déjà fait le projet de partir aux USA, mon intégration à l'IRMC n'a pu se concrétiser. J'ai continué néanmoins à être proche de l'IRMC et à participer de manière ponctuelle à certaines de ses activités.

C'est surtout depuis mon intégration au CNRS et l'arrivée de Pierre Noël Denieuil à la direction de l'institut que mes collaborations avec l'IRMC se sont renforcées : participation à l'animation de journées doctorales, contribution à des colloques et séminaires, etc.

Avec mon affectation à l'IRMC et l'accueil d'étudiants français dont j'assure l'encadrement, mes recherches sont aujourd'hui inscrites à part entière dans les programmes de l'Institut. J'y ai trouvé tout le soutien pour développer mes recherches récentes sur les processus électoraux et les territoires et pour y poursuivre celles plus anciennes sur les dynamiques du monde rural et agricole.



Désormais à l'intérieur de l'institution, je perçois mieux les contributions scientifiques de l'IRMC, mais aussi les écueils susceptibles d'en limiter le développement. A travers l'accueil de chercheurs tunisiens en détachement, d'enseignants chercheurs et de chercheurs français en délégation ou en affectation, son centre de documentation d'une richesse insoupçonnée, ses conférences et ses séminaires, destinés également aux doctorants, ses nombreuses publications valorisant des recherches collectives, l'IRMC contribue de façon substantielle au rayonnement des recherches en sciences sociales sur le Maghreb, au développement des partenariats scientifiques avec les institutions et les chercheurs de la région, ainsi qu'à la formation de doctorants.

Au cours des dernières années, les collaborations avec le réseau des IFRE, notamment le CEDEJ, le CJB, et aussi avec le SCAC d'Alger, ainsi qu'avec les universités de la région se sont renforcées. De nouvelles activités associent l'IRMC et l'IRD, institution de recherche française représentée en Tunisie et permettent des articulations entre recherches en sciences sociales et en sciences du milieu.

Placé sous la tutelle du MAE et en même temps USR rattachée au CNRS, l'IRMC bénéficie des ressources allouées par ces deux institutions, mais reste néanmoins confronté au manque de moyens nécessaires à la consolidation d'équipes de chercheurs permanents impliqués dans des projets collaboratifs. Ceci réduit la visibilité et les synergies entre des recherches entreprises plutôt sur des bases individuelles. La vocation généraliste des IFRE et en particulier de l'IRMC, qui se traduit par des projets traitant de thématiques diverses et relevant d'une diversité de disciplines en sciences sociales, contribue à réduire cette visibilité. Si l'ouverture et la diversité doivent être préservées, la définition de priorités thématiques, abordées dans une approche interdisciplinaire, pourrait contribuer à renforcer la cohérence scientifique et la lisibilité des programmes de recherche, ainsi que la visibilité de leurs résultats. La constitution au sein de l'IRMC d'équipes de chercheurs rassemblées autour de thématiques porteuses et de problématiques communes favoriserait la mobilisation de ressources, en particulier à travers des réponses collectives aux appels d'offres de l'ANR et de l'Union européenne. Un plus grand rayonnement des activités de l'IRMC à l'échelle du Maghreb passe également par des partenariats renforcés avec les institutions universitaires de la région et l'instauration de mécanismes favorisant l'organisation plus systématique d'activités communes, qu'il s'agisse de recherche, de formation ou d'activités de valorisation. L'insertion de scientifiques français dans des institutions tunisiennes, formule déjà expérimentée par l'IRD pour ses chercheurs affectés en Tunisie, contribuerait d'une manière efficace à développer les interactions entre chercheurs locaux et chercheurs rattachés aux institutions françaises.

Un renforcement des partenariats entre l'IRMC et des institutions de recherche et de coopération françaises représentées en Tunisie, tels que l'IRD, le CIRAD ou l'AFD, favoriserait aussi le développement de

collaborations interdisciplinaires (sciences sociales et sciences biophysiques) et de projets orientés vers l'action. Il assurerait une plus grande complémentarité entre les projets et permettrait, pourquoi pas, de mutualiser des moyens et des ressources de plus en plus rares, y compris des locaux plus adéquats, qui font aujourd'hui défaut.

Enfin, une réflexion sur des mécanismes et des espaces d'échange et de concertation, permettant d'associer les partenaires locaux et les chercheurs accueillis à l'IRMC dans la définition de programmes de recherche plus en phase avec les demandes sociales dans les pays de la région, s'avère plus que jamais nécessaire, en particulier dans le contexte ouvert par les révolutions et les processus de transition politique en cours.

En prenant en cours la plupart des analystes, la Révolution tunisienne et l'explosion des demandes populaires pour plus de justice ont interpellé les chercheurs spécialisés dans les études sur le monde arabe et maghrébin et, en mettant à mal les thèses de « l'exceptionnalisme arabomusulman », ont fortement questionné leurs schémas d'analyse. Le renouvellement des approches théoriques et conceptuelles dans ce domaine passe certainement par un dialogue renforcé avec les chercheurs des pays concernés, par un plus grand ancrage des recherches dans les réalités du terrain, une écoute plus importante aux demandes sociales, et enfin une plus grande ouverture aux approches comparatives (Nord/Sud et Sud/Sud) et interdisciplinaires, permettant de dépasser les écueils des études spécialisées dans les aires culturelles. C'est là, à mon sens, le défi lancé aux instituts de recherche français à l'étranger! L'IRMC saura sans aucun doute s'engager plus en avant dans cette voie.





L'IRMC n'est pas seulement une institution avec ses chercheurs et leurs programmes, ce n'est pas seulement un outil qui produit du savoir et de la connaissance. C'est aussi et surtout un milieu de travail et de sociabilité, des valeurs partagées et une "culture" d'entreprise, un "esprit" maison garant d'une "productivité sociale" comme condition sine qua non de la productivité et de l'efficacité scientifiques. Nous avons voulu illustrer dans ce chapitre, le lien social et toute la proximité "irmcienne" qui font de l'Institut une chaîne professionnelle où les uns n'existent que dans la complémentarité des autres.

Son histoire, mon histoire...



Christiane SADDEM

est assistante de direction et coordinatrice scientifique à l'IRMC.

Non je n'ai pas 20 ans ! Mais j'ai assisté à sa naissance en octobre 1992, j'ai même participé à l'accouchement en quelque sorte. Et j'ai bien connu son ancêtre, le CDTM, lui-même né en 1984, j'y étais aussi (décidément... quelle « sage femme » !) avec Anne-Marie, ma complice et amie qui m'a entraînée dans cette passionnante aventure, qui m'a fait découvrir le monde de la bibliothèque, et quelle bibliothèque ! des trésors y sont cachés... puis le monde des chercheurs (en sciences humaines et sociales). Je lui rends particulièrement hommage ici et j'ai plaisir à témoigner avec ce recul de quasi 30 années...

J'ai donc supporté les 4 directeurs qui se sont succédés et aussi plus d'une trentaine de chercheurs (toutes catégories confondues). Je prends le terme à la fois au sens anglais donc positif, et aussi français donc pas très gentil... (*sorry* mais c'est la vie !)

Les « petites mains »

En fait je veux surtout témoigner ici dans ma catégorie... celle des « administratifs », des « agents », et surtout les « permanents ».

Les directeurs et les chercheurs passent et mettent sur pied et réalisent des programmes de recherche, souvent de grande qualité, qui enrichissent l'Institut et les enrichissent eux-mêmes, ils animent le théâtre irmcéen... c'est d'ailleurs parfois très animé... mais les rouages et le décor sont régulièrement entretenus pour que tout fonctionne grâce à des « agents » qui mettent leur savoir faire à leur service.

Nous, les « agents » de l'IRMC, nous accueillons les chercheurs, les directeurs à leur arrivée et les fêtons lorsqu'ils partent, nous facilitons leurs recherches tout au long de leur séjour, en Tunisie, à l'étranger, nous veillons aux mille aspects « pratiques » qui leur permettent de concrétiser leurs idées,

rencontrer d'autres chercheurs, échanger, écrire, effectuer des missions, organiser des réunions, préparer leurs publications, ... nous sommes « les petites mains » de l'IRMC.

L'IRMC, pour un temps, c'est la famille sur laquelle on peut compter dans une ambiance souvent amicale voire conviviale et bienveillante.

Les directeurs et les chercheurs passent et la petite équipe des personnels administratifs, technique, de bibliothèque et du service publication est toujours là... depuis 20 ans... pour assurer la continuité. Il y a eu quelques départs, certes, mais peu ; elle s'est par contre étoffée au fil des années. Beaucoup ont d'ailleurs témoigné, chacun à sa manière, dans cette *Lettre* anniversaire.

Une grande « chaîne »

L'IRMC est une grande chaîne, les chercheurs partent mais reviennent aussi, les juniors reviennent en seniors, les seniors et parfois les directeurs reviennent en conférenciers, les réseaux des uns s'accrochent à ceux des autres, et nous, les « permanents » sommes toujours là pour huiler la chaîne, retrouver les anciens et accueillir les nouveaux, avec toujours autant de... plaisir.

Vingt ans d'IRMC



Hayet NACCACHE

est responsable de la communication, à l'IRMC.

J'ai commencé par être vacataire pendant une courte période au CDTM (saisie des fiches d'ouvrages).

J'ai été recrutée en 1992 pour assurer l'accueil à l'IRMC. Je m'occupais aussi de la diffusion de *Correspondances*, des invitations aux différentes manifestations et des fichiers d'adresses, du standard et des relations avec les fournisseurs en Tunisie avant de passer au secrétariat bilingue. On avait dès le départ un problème d'espace. J'ai beaucoup appris à l'IRMC et j'aime bien y travailler.

Temps forts et continuité

Parmi les temps forts, je citerai les changements de directeurs et le départ d'Anne-Marie Planel. Mais ce sont des changements dans la continuité : les chercheurs, pour la plupart, restaient en place et les grandes lignes étaient respectées, il n'y a pas eu de fractures. La continuité se faisait aussi par la documentation et la bibliothèque que beaucoup de chercheurs continuaient à fréquenter. Les arrivées et les départs de chacun, cela peut être frustrant, mais on s'y habitue. L'esprit de l'IRMC s'est

L'esprit IRMC

Tranches de vies à l'IRMC

construit avec le temps. C'est un style particulier, d'aide à la recherche, de faciliter la vie aux chercheurs qui travaillent sur la Tunisie ou sur le Maghreb. C'est aussi un lieu de rencontres, entre chercheurs tunisiens, français et d'autres nationalités : des réseaux se sont mis en place avec les programmes de recherche, avec une ouverture respectant la vie à Tunis et celle de ses universitaires. Cela a bien démarré dès le début : le lieu, la bibliothèque, les relations avec les chercheurs, les manifestations scientifiques, tout cela constituait un espace de liberté pour les universitaires tunisiens qui percevaient l'IRMC comme un lieu de liberté, autonome aussi bien du côté français que du côté tunisien. Puis il y a eu l'encouragement de la jeune recherche : les écoles doctorales ont été une pépinière qui a su évoluer avec le temps et avec les demandes des doctorants. Un autre temps fort a été l'introduction d'Internet qui a changé notre mode de travail tant en ce qui concerne la communication, que pour l'accès à l'information.

Des étapes et des réseaux

Ces 20 ans ont connu plusieurs étapes. Il y a eu beaucoup de politologues avec Michel Camau qui a fait démarrer les relations avec l'Algérie et le Maroc. Le CJB de Rabat a d'abord été une antenne de l'IRMC. On avait plus de rapports avec le Maroc du temps de Susan Ossman, mais moins avec la Libye à cause de la langue. Puis les liens avec la Libye se sont développés avec Nora Lafi et Hassan Boubakri, on a commencé à travailler avec les Libyens francophones, comme Mahmoud Ed-Deek. Depuis quelques années, on constate une ouverture sur le Grand Maghreb de plus en plus importante.

Avec Michel Camau, on avait beaucoup de moyens matériels c'était comme s'installer dans un appartement avec de nouveaux meubles, c'était la « prospérité ». C'était aussi la rigueur, avec un esprit élitiste – dont certains se méfiaient un peu – mais c'était aussi la sécurité. Par la suite, Jean-Philippe Bras et Anne-Marie répondaient facilement aux demandes tunisiennes. Anne-Marie recevait beaucoup les chercheurs tunisiens. Cela a été un moment de forte ouverture côté tunisien. Dans les années 2000, on répondait plus aux

demandes de l'IFC et de l'ambassade. À l'époque de Pierre Robert Baduel il y a eu à nouveau plus d'argent, les conditions de travail se sont améliorées avec la rénovation des bureaux, la mise à jour des ordinateurs et l'augmentation des salaires. C'était plus fermé et plus méfiant mais c'était une façon de protéger l'IRMC contre les autres services, contre le Gouvernement tunisien,



Hayet Naccache, doctorales de Sousse 2010.

contre le ministère. Cela n'a pas empêché l'IRMC de travailler avec les universitaires tunisiens, avec le CERES, l'Université de Tunis, mais aussi le CRASC d'Oran, la Libye, l'IFC. En même temps, on accueillait moins de chercheurs. Vers 2008, des personnes qui ne venaient plus à l'IRMC sont revenues. Actuellement, on constate une ouverture sur la vie en Tunisie, un apprentissage de la recherche plus

accessible ; l'écart entre les Français et les Tunisiens s'est beaucoup réduit et a entraîné une plus forte mobilisation tunisienne. L'ouverture s'est élargie sur d'autres institutions (INTES, ISSHT, Musées...). Les écoles doctorales ont continué, moins dans le sens de cours dispensés et plus comme un cadre d'apprentissage à la recherche.

C'est important de dire que les réseaux ne se sont pas seulement construits par les directeurs. Les chercheurs tunisiens et français contribuent à les construire. Chacun apporte son réseau, son bagage, les atouts de son institution et de sa discipline, les contacts de son programme de recherche : des historiens, des géographes, des économistes, des urbanistes, des sociologues. Au fil des années et des programmes, des réseaux et des relations se sont mis en place.

La révolution...

La révolution tunisienne a changé des choses. Les relations seront désormais différentes. C'était difficile de travailler avec les universités, à cause des procédures administratives. Il était impossible de décider seuls d'une date de séminaire ou d'une conférence, on devait attendre l'accord du ministre. Il fallait demander des autorisations 3 ou 6 mois à l'avance pour faire des enquêtes, pour passer par certaines personnes. On a pu organiser des séminaires et des rencontres dans des hôtels alors que les Tunisiens ne pouvaient pas le faire, on prenait alors pour eux la responsabilité du partenariat. Maintenant, c'est plus léger. L'IRMC est devenu un relais. Beaucoup de chercheurs, d'universitaires, de journalistes de toutes nationalités qui veulent travailler sur la Tunisie sollicitent l'IRMC. Les choses vont encore changer, quand on parviendra à plus de stabilité. On pourra instaurer une meilleure coopération universitaire et scientifique avec les institutions tunisiennes. Actuellement, l'IRMC n'est plus – comme avant – un des rares espaces de liberté à Tunis ; on peut discuter de tout, y compris de démocratie et de politique, dans beaucoup d'autres lieux.

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)



Histoire d'un milieu de travail



Besma OURAIED-MENNEI

est technicienne d'édition, maquettiste et infographiste à l'IRMC.

Recrutée au début de l'année 1993, en tant que maquettiste bilingue et infographiste à l'IRMC, le premier numéro de *Correspondances*, revue mensuelle de l'époque, marquait, pour moi, le début d'une carrière professionnelle. Cela représentait un véritable défi et une nouvelle expérience enrichissante. Plus globalement, ce poste m'a permis de façonner mon positionnement vis-à-vis des exigences du travail. Parce qu'à l'IRMC, j'œuvre au plus proche des

chercheurs issus d'horizons divers, de disciplines variées, cette expérience a contribué à mon ouverture d'esprit. Bientôt, je vais avoir vingt ans de carrière professionnelle à l'IRMC ; la vérité est que je n'ai pas vu le temps passer aussi vite que ça, vu la succession des jeunes chercheurs et des dirigeants à notre Institut. Ce *turnover* fait que nous, les administratifs, nous restons toujours jeunes d'esprit et cela nous donne

la force pour contribuer à une bonne continuation des activités irmcéennes. À l'IRMC, c'est l'envie d'apprendre tous les jours qui domine. Grâce à ces 20 ans au sein de l'Institut, aux relations nouées avec les chercheurs, je peux dire pour citer Jean Gabin que *"maintenant, je sais, je sais qu'on ne sait jamais"*... et moi je dis que personne n'est indispensable, on assure seulement la continuité, et c'est ça qui reste.



Besma Ouraiied, Marco Mosca et Abdelhamid Hénia dans la salle de documentation, IRMC, 1998.

L'identité irmcéenne



Raja HAMDIA-CHAABA

est responsable du service comptable et financier à l'IRMC.

Après une mission de près d'un an au sein du service comptabilité de l'Institut français de coopération, j'ai eu l'opportunité d'être recrutée à l'IRMC en 2004 en tant que gestionnaire puis de devenir responsable du service financier. J'ai en outre la charge de l'intendance, de la régie et d'une partie des ressources humaines.

M'ennuyer dans mon travail était une chose que je redoutais. Après 9 ans, je peux dire que je n'en ai pas eu le temps car entre gérer les bobos de notre chère et vieille bâtisse (problèmes électriques, informatiques, inondations...) et jongler entre la gestion, les règles comptables et les *desiderata* des chercheurs et... des directeurs, ce n'est pas de tout repos !

Ce que j'apprécie à l'IRMC c'est l'ambiance, la convivialité.

La cafétéria est un lieu que j'affectionne particulièrement. Elle est moche, même très moche et mesure à peine 7 m² mais on s'y retrouve à 10, 12 et même plus en débordant dans le couloir pour boire un café, pour partager des repas délicieux préparés par notre chère Latifa, pour fêter des anniversaires, pour discuter, échanger, se détendre... Je suis sûre que beaucoup de lecteurs, visiteurs ont déjà senti les bonnes odeurs de cuisine et/ou entendu des éclats de rire !

La plupart des chercheurs, doctorants, directeurs qui sont passés par l'IRMC gardent le contact avec nous. De passage en Tunisie pour le travail ou des vacances, ils n'oublient pas de passer par la case IRMC.

On dit que l'IRMC est une sorte de famille, c'est vrai. On s'apprécie, on s'aime, on s'accroche, on se dispute mais au final l'esprit de famille l'emporte. L'identité irmcéenne existe.

J'occupe une fonction qui est souvent stressante et parfois ingrate, elle prend beaucoup de mon temps mais comme je l'ai dit à certaines personnes : « je n'aimerais quitter le navire IRMC pour rien au monde »...

Merci à Pierre Robert Baduel qui m'a donné ma chance et avec qui j'ai beaucoup appris et un petit message à notre directeur actuel, Pierre-Noël Denieuil : « cultiver le flou pour voir plus clair »... c'est possible !

Longue vie à l'IRMC et je ne pourrais terminer ces quelques lignes sans avoir une pensée pour notre chère Tunisie.

L'esprit IRMC

Tranches de vies à l'IRMC

IRMC, nous nous souvenons



Katia BOISSEVAIN

est anthropologue, Chargée de recherche au CNRS, IDEMEC, Aix-en-Provence. Elle a été Boursière à l'IRMC de 1999 à 2003 et chercheuse de 2003 à 2006.



Delphine CAVALLO

est responsable du pôle Information scientifique - Chargée de communication scientifique au CLEO, Marseille. Elle a été boursière à l'IRMC de 2002 à 2005.



Clémentine GUTRON

est chargée de recherche FNRS à l'UCL Louvain. Elle a été boursière à l'IRMC de 2003 à 2007.



Mathieu COULON

est ingénieur d'étude, LAMES, Telemme MMSH (CNRS). Il a été Volontaire international à l'IRMC de 2003 à 2005.

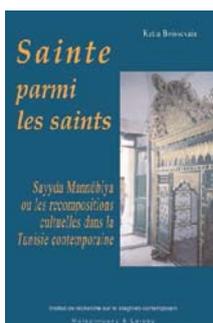
Si les années passées dans un institut de recherche français à l'étranger sont intenses et primordiales pour apprendre nos métiers de la recherche, c'est aussi parce qu'elles sont des années de vie et d'amitiés. C'est de cela dont nous voulons témoigner dans ce texte, à quatre, pour le dire de manière incarnée.

Les liens qui nous unissent se sont tissés à l'IRMC, dans les moments quotidiens avant tout. Ces liens perdurent au-delà de cet espace-temps IRMCéen, et continuent de faire partie de nos vies, y compris dans leur dimension professionnelle. Nous n'avons pourtant pas pris les mêmes chemins. Mais ces liens ont été, pour chacun d'entre nous, un moteur pour construire nos carrières qui sont variées et complémentaires et, en cela, assez représentatives des différents métiers liés à la recherche en sciences humaines et sociales auxquels prépare un centre à l'étranger. Ils continuent de nourrir nos avancées comme notre manière d'être reliés à la Tunisie. Ces liens sont enfin ceux construits avec l'équipe permanente, celle qui reste : des séquences de vie comme du grand mouvement de l'histoire.

Dans l'ordre d'arrivée du quarté que nous formons ici :

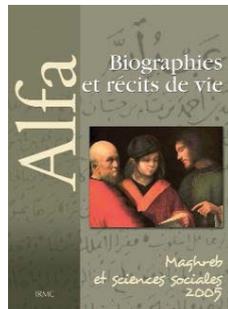
1999 - Katia Boissevain

« Je suis arrivée à Tunis avec une bourse et une très grande envie d'accomplir une recherche sur les liens entre une femme sainte et sa ville. J'ai appris chemin faisant que si c'était une sainte parmi les saints, ce n'était pas non plus n'importe qui. J'en suis repartie avec une thèse, deux bambins, deux bouquins, dont une revue qui n'en était pas vraiment une pour des raisons administratives



– *Alfa* –, qui reste un magnifique souvenir de travail en commun, souvent sous l'oranger du jardin, avec Delphine et Kmar Bendana. En 2006, après un post-doctorat, j'ai rejoint Delphine à Marseille et Mathieu à la MMSH d'Aix-en-Provence. Depuis, j'ai intégré le CNRS où je suis chercheuse à l'IDEMEC. Sept ans de réflexion, c'est ce que l'IRMC m'a apporté ! Sept ans, ça peut sembler long, mais pourtant, c'est bien connu, le sept est un chiffre rond ».

2002 - Delphine Cavallo



« Arrivée en 2002 comme doctorante en sciences politiques, boursière d'aide à la recherche, je suis devenue ingénieure d'études à l'Université d'Aix-Marseille, responsable du pôle information scientifique du Centre pour l'édition électronique ouverte. Dans un environnement à la fois éloigné du centre qui encadrerait mes recherches, et producteur lui-

même de recherches parfois peu ou mal diffusées, l'expérience de cette double distance à l'IRMC a probablement aiguisé mon engagement dans la diffusion en libre accès de la littérature scientifique. Guider l'IRMC, ses chercheurs et ses accompagnateurs de la recherche parmi les outils que développe mon centre est aussi ma manière de remercier l'Institut pour la richesse intellectuelle de cette expérience, en faisant en sorte que d'autres y aient accès, où qu'ils soient. »

2003 - Mathieu Coulon & Clémentine Gutron

« Respectivement recrutés à l'Institut comme Volontaire international – cartographe et doctorante – pensionnaire en 2003, nous sommes devenus ingénieur d'études (CNRS /MMSH) et chargée de recherches (FNRS/UCL) : ces parcours, à coup sûr, n'auraient pas été les nôtres sans les milliers de litres de café sirotés en groupe près du parterre de capucines, ni les centaines de paquets de « 20 mars » partis en fumée dans une atmosphère tantôt saturée par un parfum de jasmin ou par celui des savons « Lux » dont étaient dotés les cabinets d'aisances IRMCéens, sans ces heures de discussion et de confrontation avec tous ceux qui fréquentaient alors le Centre (chercheurs associés, hôtes scientifiques, visiteurs assidus de la bibliothèque etc.), bref, de partage ».

Tunis était alors parsemé de grandes photos d'un homme à la coiffure noire-corbeau impeccable, près desquelles nous avions appris à baisser la voix et à modérer nos propos. Certaines ont plus ou moins

renoncé à porter des habits mauves, car tous les moyens de résistance valaient la peine d'être tentés. Mais pour autant, nous avons arpenté la ville, parfois le pays, ensemble ou séparément, guidés par nos recherches académiques et nos rencontres personnelles.

C'est bien une évidence – mais rappelons-la tout de même en cette occasion particulière – : la recherche se fabrique au quotidien, dans un environnement physique et humain qui ne peut, de fait, être sans influence sur le travail du praticien des SHS. Comment conduire ses enquêtes et ses entretiens en Tunisie en l'occurrence, sans s'être, par exemple, exercé à la langue de ce pays par la récitation des histoires de *Jhah* lors de déjeuners pris en commun ? Nous



doivent partir... pour mieux revenir. Nous avons une pensée émue et reconnaissante pour Anne-Marie, à l'origine de toute cette

voudrions ainsi rendre hommage à toutes celles et ceux sans lesquels l'IRMC ne serait pas ce qu'il est, à cette époque technique et administrative permanente qui reste lorsque les personnels de

histoire. Nous n'avons que des *hamdoullah* à la bouche à l'évocation des repas confectionnés par notre mère nourricière, Latifa, puis des mercis, encore et toujours des mercis au trio prodigieusement efficace qu'incarnent Hayet, Christiane et Raja ; au duo de choc, autant accueillant que protecteur, Taoufik et Salem ; à Fathi, l'as du volant ; à Besma ou la reine des espaces insécables ; à Sawssen ou l'angélique gardienne de l'« Enfer » ; à Jellal ou l'esprit du lieu.

Ce que nous avons appris ? À nourrir des questionnements, à démystifier la *mloukhyia* et surtout, surtout, à travailler en équipe.

L'IRMC, un initiateur de mises en réseaux



Odile MOREAU

est maître de conférences à l'Université Paul Valéry - Montpellier III. Elle a été chercheuse à l'IRMC de 1999 à 2001.

La petite villa de Mutuelleville, si paisible de l'extérieur, était une ruche bourdonnante. Sa dimension modeste, aux allures familiales, abritait une effervescence et un bouillonnement, tout en restant un havre de paix et en ayant une ouverture au monde, aux autres, à l'altérité des profils et des disciplines.

La première visite que je fis à l'IRMC remonte à l'automne 1998, quand, après avoir soutenu une thèse sur les réformes ottomanes, je vins à Tunis pour poser des jalons et envisager la faisabilité d'un projet de recherche sur les liens et les échanges entre le Maghreb et l'Empire ottoman.

Je me souviens de l'accueil chaleureux de tous ses membres, tant du directeur, M. Jean-Philippe Bras, que d'Anne-Marie, de Christiane et d'Hayet et de leur grande générosité pour donner de leur temps et mettre les chercheurs de passage en contact

avec les collègues tunisiens et les institutions avec lesquelles ils souhaitaient nouer des liens. Sans parler de la facilité d'accès et d'échange avec les chercheurs de l'IRMC. De ce point de vue, l'IRMC joue admirablement son rôle d'intermédiaire, de fédérateur, d'initiateur de collaborations et de mises en réseaux. Il est un moteur dans le domaine de la recherche sur le Maghreb et au Maghreb.

Tant et si bien que je proposai mon projet de recherche pour être hébergé à l'IRMC. J'eus le bonheur qu'il soit retenu et commença pour moi une expérience inoubliable. Jeune chercheuse ayant terminé ma thèse, j'eus l'opportunité de piloter un programme collectif de recherche à la fois pluridisciplinaire et international¹, tout en étant basée sur mon terrain. Chance unique que peu de jeunes docteurs peuvent avoir en France.



motivante. Une des grandes chances était la réelle pluridisciplinarité de l'IRMC, car chaque chercheur en poste avait une

spécialité disciplinaire différente. L'animation du séminaire annuel de l'IRMC transversal aux trois programmes de recherche était une source de grand enrichissement et d'ouverture intellectuelle. Nous préparions également de manière collégiale *Correspondances*, le bulletin de l'IRMC, qui était toujours très attendu par la communauté scientifique. L'ambiance de travail était conviviale et la bibliothèque était toujours quasiment remplie par de nombreux visiteurs et chercheurs, dont nombre d'habituels.

La métaphore de la ruche n'est pas excessive, car il y avait un réel foisonnement de programmes de recherche à l'IRMC, ou en partenariats, de conférences, etc., avec beaucoup de passage, tant de chercheurs confirmés que de jeunes chercheurs et doctorants. Les écoles doctorales permettaient aussi d'encadrer des ateliers de doctorants venus de divers horizons.

L'IRMC était un jeune institut de recherche hyperactif, dans le bon sens du terme. L'IRMC a joué un rôle important dans le renouvellement des générations intellectuelles de chercheurs et a pleinement rempli sa vocation à être une pépinière fort prometteuse.

1. Programme de recherche « La réforme de l'État dans le monde musulman méditerranéen à partir de l'exemple du Maghreb aux XIX^e et XX^e siècles », dont est issu la publication, Odile Moreau (éd.), 2009, *Réforme de l'État et réformismes au Maghreb (XIX^e - XX^e siècles)*, Paris-Tunis, L'Harmattan-Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, collection « Socio-anthropologie des mondes méditerranéens ».

Barcha hajet' pour moi à l'IRMC



Latifa BESSOUDI

Agent d'entretien

L'IRMC m'a appris à savoir me mettre sur les deux pieds et à tenir la confiance, à aimer et à être appréciée. Dans les familles tunisiennes, on ne nous dit pas qu'on nous aime et ici on m'a montré qu'on peut aimer une femme de ménage. En Tunisie on ne met même pas votre nom, alors qu'ici on m'a acceptée malgré mes défauts, comme je suis, gentille, polie, parfois désagréable. Les heures que je passe à l'IRMC sont chères à mon cœur, c'est mieux que d'être bonne à tout faire dans ma famille. Ces vingt années m'ont fait découvrir beaucoup de choses, depuis 1992 où j'ai pris ma véritable indépendance de ma famille, et j'ai découvert que j'étais une vraie femme libre. Je n'ai pas pu finir mes études parce que j'étais une fille, et j'ai appris ici ce que je n'ai pas pu apprendre avant.

On m'a supportée et on m'a soutenue quand il le fallait alors que je ne m'y attendais pas. Cela m'a aidée à sentir ma valeur dans des moments où je ne me sentais rien du tout. Un jour j'ai eu un différent avec l'un de mes directeur, on n'était pas clair avec moi. Je l'ai poussé à m'appeler et à me demander pardon, et là j'ai senti qu'il n'était pas seulement un directeur. Et puis parfois mes autres collègues m'aident sans avoir à aller parler avec le directeur. Anne-Marie aussi a été exceptionnelle, même si je ne faisais pas tout ce qu'elle me demandait. Elle est celle qui a donné le plus sans jamais prendre, c'est une grande femme qui a donné de sa santé et de sa vie pour l'IRMC.

Chacun de ceux qui sont passés, a laissé son empreinte dans mon cœur, et je n'ai pu en effacer aucune. Tous ceux qui sont venus, je les ai adoptés pendant les deux, quatre, six

ans qu'ils sont restés, et au départ des filles du groupe de Katia j'ai été désagréable pendant deux mois et je suis allée chez le médecin. Ces filles devenaient chères à mon cœur, quand elles viennent m'annoncer leurs secrets, me dire qu'elles sont enceintes, et me donner une réserve d'amour qui va m'accompagner jusqu'à ma mort. Et je suis grand-mère de tous les enfants qui sont nés à l'IRMC. Je me glisse entre les problèmes pour soulager la personne, et elle aussi sait quand je ne suis pas bien et qu'il faut me soulager. Il y a eu aussi les jeunes VI qui venaient d'arriver, qui m'emmènent au restaurant alors que je n'avais avant jamais l'occasion d'y aller. Et là je suis plus que maman et pas la femme de ménage, je deviens la grand-mère qui les accompagne. Un jour on m'a dit « ce chercheur c'est votre fils ». Et quand je prépare un couscous, ils me passent tous dans la tête, ils viennent dans ma pensée, ils sont mon univers. Je pourrais depuis qu'ils sont partis leur envoyer des cuillerées de lentilles par courrier. Pour le mariage de mon fils je voyais tout le monde qui venait du côté de la mariée, et puis d'un coup j'ai vu l'IRMC qui était là à mon côté et cela m'a fait grand plaisir.

Tous ces chercheurs on connaît leur valeur après quand ils écrivent leur thèse. Moi je connais leur cœur, et beaucoup ont des cœurs d'or mais ne le montrent pas. Chaque jeune qui arrive j'essaie de le guider,

je suis même allée sur le terrain avec Olivier Feneysel, on est allé voir une *otraya*, une boutique qui vend le nécessaire de mariage, pendant le ramadan. Moi je sais ce que font les chercheurs et je leur pose des questions, je leur demande de me lire leur texte. Je leur donne des idées je suis comme un conseiller, et eux ils m'ont appris et m'apprennent encore. Par exemple Stéphanie Pouessel m'a lu son texte dans le programme de Maha sur le racisme et m'a fait pleurer, c'est pas vrai que ça n'existe pas, j'en ai vu du racisme chez des grandes familles. Je lui ai dit : « ce que tu as écrit il faut le mettre dans un journal », alors elle a téléphoné devant moi et l'article a été publié. Et puis j'aime bien voir les Lettres de l'IRMC parce qu'on ne dépend que de nous-mêmes, même si bien sûr je sais qu'on est aussi l'ambassade, j'étais émue quand Myriam Bacha a mis mon nom dans les remerciements de son bouquin.

J'ai au moins réussi quelque chose dans ma vie comme femme de ménage, et je ne connais pas beaucoup de femmes de ménage qui ont ça. Et j'espère un jour si Dieu existe, les retrouver un jour ces jeunes tous autour de moi comme la grand-mère qui retrouve ses petits enfants.

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)



La vie de chauffeur à l'IRMC



Fathi AOUADI

Chauffeur

La vie de chauffeur à l'IRMC c'est un grand sujet et il faudrait tout un séminaire pour cela... Je suis à l'IRMC depuis 1992. Au départ c'était un peu dur, je ne parlais pas bien le français, c'était la première fois que

je travaillais avec des étrangers et en plus d'un certain niveau. Peu à peu cela s'est arrangé avec l'expérience.

Je représente le premier contact avec les intervenants de l'IRMC lorsqu'ils débarquent à l'aéroport. Les débuts ont été difficiles, j'avais honte de porter la pancarte alors que tout le monde me regarde mais après c'est devenu normal et j'étais même fier. J'en ai vu de toutes nationalités. Celui qui arrive pour la première fois en Tunisie est un peu peureux : il y a des conférenciers stressés qui sont craintifs de tout, qui font la tête, même des chercheurs connus, des écrivains qui ont peur. Certains ont le visage soucieux mais cela va mieux dès que je les reconnais. Il y a aussi des jeunes qui viennent quelques jours comme pour faire du tourisme. Puis il faut faire la différence entre les hommes et les femmes qui viennent avec plus de bagages. Cela reste rare que

quelqu'un monte derrière, sauf les politiciens, mais les doctorants, chercheurs professeurs préfèrent monter devant pour voir le paysage surtout quand on fait des longs trajets, parfois je me concentre et je ne les entends pas, d'autres fois je fais exprès de mettre de la musique.

Les gens en repartant ont plus de confiance, sont plus souriants surtout quand ils ont fini leur conférence, et ils espèrent toujours revenir. Certains m'ont même invité, des Italiens, des Libyens des Marocains, des Algériens des Français. L'inconvénient de l'IRMC est que dès qu'on s'habitue à quelqu'un il part, ça passe très vite et on voit qu'ils vont partir dans quelques mois. Mais c'est un avantage aussi.

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieuil)

Mémoire de magasinier



Jellal DEROUICHE

Magasinier

Je suis arrivé en 1992/93 à l'IRMC lorsqu'il déménageait dans la maison actuelle. On installait les étagères et on apportait les boîtes de livres. Il n'y avait pas encore le studio des chercheurs. On a fait l'ouverture et on a commencé à travailler à la bibliothèque. Il n'y avait pas encore de gardiens. Je rangeais les chariots et les livres. Je remplaçais Fathi le chauffeur et je faisais du bricolage par exemple pour des étagères mal fixées. Je faisais aussi des photocopies, c'était un très gros travail, qui concernait généralement des articles et quelquefois des livres. Cela c'était du temps de Michel Camau. Par la suite je faisais le collage des

adresses pour la diffusion de *Correspondances* tous les mois puis tous les deux mois pour 3500 exemplaires.

Avec Jean-Philippe Bras j'ai fait mes débuts de magasinier et là c'était un tout autre métier. Avant, nous avions des étagères fixes, ce n'était pas les mêmes cotes, c'était les vacataires de la salle qui se chargeaient de donner les livres. On avait alors d'autres cotes et les numéros d'inventaires ont changé. C'était classé par thèmes et disciplines, et on ne pouvait pas rajouter des livres entre les autres. Alors que maintenant les numéros d'inventaire viennent à la suite les uns des autres. Les magasins n'ont jamais été en libre accès, cela a toujours été interdit aux chercheurs du fait de l'exiguïté des lieux.

Comme aide-bibliothécaire, je connais tous les magasins et la plupart des livres, je les ai tous en main. Je donne parfois des explications sur les livres disponibles. Beaucoup de chercheurs qui sont venus ici faire leurs thèses ont des postes maintenant. D'autres qui ont publié ont fait leurs livres dans cette bibliothèque avec moi. On a vu passer de nombreux politiques dans cette bibliothèque, Chabbi, Hamami, et des gens qui sont maintenant au Bardo à la Constituante. Maintenant on trouve tout sur

Internet et la fréquentation s'en ressent un peu. Certains livres sont très lus, d'autres ne l'ont été qu'une fois ou deux, mais on ne jette jamais rien car un jour où l'autre il peut être demandé. Ici tous les livres, même les moins demandés, sont utiles.

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieuil)



Jellal Derouiche à l'IRMC, 1994.

L'esprit IRMC

Tranches de vies à l'IRMC

Gardiens de l'IRMC



Taoufik LABIDI
Gardien du jour

En 1992, j'avais entendu dire que l'IRMC cherchait un gardien. Je me suis donc présenté à la maison de Mutuelleville et j'ai eu un entretien avec Michel Camau et Christiane Saddam qui a été concluant. J'ai commencé par être gardien de nuit un jour sur deux avec Salem Yacoubi. On ne devait laisser personne entrer le soir, même les chercheurs qu'on connaissait.

Quelques mois après l'arrivée de Pierre-Robert Baduel, j'ai commencé à être gardien pendant la journée et c'est ce que je fais encore aujourd'hui. Je remplace Jellal quand il n'est pas là à l'accueil et je fais les photocopies pour les lecteurs. Il m'est arrivé de faire le jardin aussi.

Au début, il m'arrivait souvent de dormir à l'IRMC à cause de la pluie. Christiane m'appelait d'ailleurs « Monsieur Pluie ». Il y a toujours eu beaucoup de problèmes à cause de ça. Je me rappelle en 2003 au moment de l'inondation, l'eau était montée jusque dans l'escalier de l'IRMC et les magasins ont été inondés. Avec Patrick, l'informaticien, puis Christiane, Hayet et Anne-Marie on avait écopé puis épongé l'eau à l'intérieur. On a aussi fait sécher les livres sur les *chrita* (cordes à linge) au soleil et on a dû fermer pendant près d'une semaine.

J'aime mon travail parce que tout le monde est correct avec moi, on m'a toujours respecté. Je n'ai jamais eu de problème avec personne, même pas avec Latifa !

(Propos recueillis par Romain Costa)



Salem YACOUBI
Gardien de nuit

Je suis à l'IRMC depuis 21 ans. J'ai vu tous les directeurs et chacun avec son caractère. Avec certains quand j'arrivais c'était « ça va ? – ça va ! ». Avec d'autres « Bonjour et ... distance », ou encore on rigole et on bavarde. J'ai vu au moins deux événements. D'abord les inondations, je me souviens qu'on mettait des planches en bois pour que les chercheurs puissent passer, et l'eau avait atteint les prises... On mettait les unités centrales des ordinateurs sur les bureaux... L'autre événement c'était la révolution, je suis resté trois jours et trois nuits sans sortir, le directeur m'a apporté des casse-croûtes, les chercheurs allaient m'acheter des sandwiches. C'était une villa calme bien gardée avec l'armée qui faisait une ronde toutes les deux heures... À d'autres moments, je me suis beaucoup occupé du jardin...

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieuil)



Mourad BELAÏDI
Gardien de nuit

Je suis gardien de l'IRMC depuis huit ans. J'y ai fait beaucoup d'amitiés avec les irmcéens et tous mes amis, les personnels de l'IRMC, et j'y ai rencontré de grands professeurs et chercheurs. Je me souviens du changement de beaucoup de choses pendant la révolution, avec la liberté de parole et la liberté personnelle qu'on ne trouvait pas avant. Avant, on avait peur de soi-même, on ne pouvait pas parler de politique. Et l'IRMC aussi a changé depuis, il y a plus de confiance entre les personnes, on ne cache plus ses idées et on s'est mis à parler de la politique...

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieuil)



LA TUNISIE DU XXI^e SIÈCLE Quels pouvoirs pour quels modèles de société ?

Publication du 38^e numéro de la revue *EurOrient*, intitulée « La Tunisie au XIX^e siècle : quels pouvoirs pour quels modèles de société ? ». Cette livraison coordonnée par Ahmed Jdey rassemble un ensemble d'analyses multifformes et multi dimensionnelles de la Tunisie actuelle dans ses rapports au passé et au monde.

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

La dimension internationale de l'IRMC

L'IRMC accueille des chercheurs francophones, des doctorants et des boursiers, de tous pays. Il constitue un outil exceptionnel de coopération (seule la France dispose de ce type d'institut à l'étranger), et est un lieu privilégié de production et de diffusion pluridisciplinaires et internationales des savoirs en sciences de l'homme et de la société.

Des thématiques transversales et internationales

Les programmes de recherche développés par l'IRMC depuis 1992, ont toujours répondu à des préoccupations d'actualité internationale, ne cédant ni à la tentation du localisme ni à celle de l'analyse d'opinion. Cette internationalisation s'est concrétisée dans des partenariats institutionnels d'abord enracinés depuis la Tunisie. Citons pour exemple dans les années 1990 la recherche avec l'INRAT sur les politiques agricoles et les effets de la mondialisation sur les sociétés rurales dans l'espace méditerranéen dans le cadre du programme MOST de l'Unesco. Ou encore celle menée avec l'IPSI sur les techniques de communication et les médias au Maghreb ; ou sur les villes et les communautés locales maghrébines avec le groupe de recherche (GRVCL) de l'Université du 9 avril, qui deviendra le laboratoire DIRASET. À la charnière des années 2000, où s'intensifient l'intérêt de la France pour le partenariat en Méditerranée avec la Conférence de Barcelone, et les échanges entre communautés scientifiques du Nord et du Sud, par l'ouverture de l'espace euromaghébin à l'espace euro méditerranéen, se développent des recherches sur les migrations internationales avec l'université de Sousse, sur les flux de compétences et le retour des diplômés tunisiens sur les ingénieurs au Maghreb avec l'INTES. Au cours des années 2000, l'accent des comparaisons internationales sera mis sur les analyses historiographiques avec les universités du 9 avril et de La Manouba ainsi que l'ISHMN, sur le droit et pluralisme juridique avec la Faculté des sciences juridiques de Carthage puis la Faculté des sciences juridiques et politiques

de Tunis, sur les pratiques de la langue avec l'EHESS et l'Université de La Manouba, sur les formes de gouvernance mondialisée et de cultures d'entreprise avec l'ISG, les industries numériques et les économies émergentes avec SupCom. Les recherches de l'IRMC ont dès 2005 été dynamisées par les programmes FSP « Appui à la coopération pour la recherche en sciences humaines et sociales entre le Maghreb et la France ». Il y avait là une politique du MAEE français d'une part de renouveler la connaissance française sur le Maghreb et d'autre part de développer la coopération avec les chercheurs maghrébins sur des approches thématiques comparées. Deux recherches internationales ont ainsi été introduites sur l'espace euro maghrébin : l'une sur « Dynamique d'agglomération des activités productives et gouvernance territoriale », l'autre sur « Les étudiants étrangers » entre autres avec les universités de Sfax et de Sousse.

Du franco-tunisien au régional Maghreb et à l'international

C'est ainsi que depuis Tunis, l'IRMC a offert des potentialités de coopérations avec les institutions françaises tout d'abord. Ce fut le cas avec URBAMA (Tours), l'EHESS, l'IISM (Paris), la MMSH et l'IREMAM (Aix-en-Provence), l'IRD, l'Université de

Montpellier, l'IEP d'Aix-en Provence, l'Université de Toulouse, de Lyon, le CNAM de Paris, l'Université de Rennes, de Franche-Comté etc... Et ces attaches de l'IRMC avec la recherche française en firent un attracteur pour les Tunisiens et les Maghrébins, le maillon fort d'une chaîne de coopération. L'IRMC fonctionnait alors, depuis son siège de Tunis, comme lieu d'expressions inter sociétales et d'acquisition du métier de chercheur, outil d'accompagnement à la recherche et de confrontation des générations entre seniors et juniors. En témoignent les 12 formations doctorales internationales (20 à 50 doctorants) proposées depuis sa création. Citons aussi l'organisation de conférences et l'invitation de personnalités internationales de prestige, l'accueil de chercheurs étrangers en mission et leur mise en contact avec leurs homologues tunisiens. Notons encore en aval de la politique systématique de publications (50 ouvrages), la parution depuis 2005 de la publication annuelle *Alfa* puis *Maghreb et sciences sociales* croisant des publications multinationales, et enfin la *Lettre* trimestrielle comme support du rôle d'interface et de valorisation joué par l'IRMC entre les communautés scientifiques maghrébines et européennes.

Le but dès la création de l'Institut était que celui-ci s'insère en profondeur dans le tissu intellectuel maghrébin dans un contexte où l'Algérie se trouvait verrouillée. Une



Conférence de Michaël Bechir Ayari et Sarah Ben Nefissa, IRMC, décembre 2011.

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

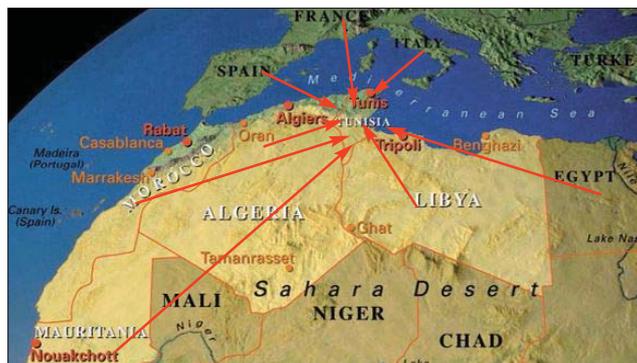
antenne avait été créée à Rabat, avant qu'elle ne s'autonomise en 1997. Par la suite l'IRMC n'en n'a pas moins assuré sa vocation régionale qui s'est confirmée par un bulletin et un conseil scientifique communs avec le CESH de Rabat (futur CJB), ainsi que par le maintien de recherches comparatives, d'enquêtes et de liens avec le Maroc. Une coopération fut amorcée à la fin des années 1990 avec le CENEAP d'Alger, le CRASC d'Oran, puis avec le *Markez El Jihad* de Tripoli et l'Université d'Aix-en-Provence, par l'intermédiaire d'une allocataire de recherche en histoire. C'est ainsi que se développa un espace scientifique à l'échelle du Maghreb et à partir de Tunis, confortant une complémentarité entre les dimensions tunisienne et maghrébine de l'Institut. C'est très certainement cette forte dimension régionale, de coopération multilatérale, qui a distingué l'IRMC, l'a fait accepter par la communauté intellectuelle et l'a sauvé des risques de compromis politique dans la Tunisie de Ben Ali où, de toute manière toute recherche bilatérale eut été vouée à

l'instrumentalisation, à la dépendance et à l'échec. Il prônait alors le comparatisme et la dimension méditerranéenne. Ces enjeux faisaient sens non seulement en Tunisie mais au Maghreb et au-delà, et redéfinissaient le pourtour d'une communauté scientifique transnationale et métissée, intégrant aussi des partenaires français du Proche et Moyen Orient tels l'IFPO à Damas et Beyrouth et le CEDEJ au Caire. L'Institut est alors représenté « comme un lieu d'ouverture et d'échanges préfigurant les laboratoires mixtes », une voie d'accès, pour les chercheurs tunisiens, à des réseaux internationaux.

Par delà les frontières, un trait d'union

L'IRMC a été un vivier de chercheurs. Outre ses propres personnels, intégrés dans les institutions françaises ou tunisiennes, de très nombreux chercheurs étrangers (italiens, espagnols, allemands, anglais et américains) y ont été accueillis et sont devenus professeurs ou chefs de laboratoires. Le recrutement des chercheurs tunisiens

détachés (1 gestionnaire, 2 économistes, 1 sociopolitologue, 1 historien, 1 géographe, 1 sociologue), tout comme celui des français affectés à l'Institut (14 chercheurs) a consolidé leur expérience de l'international et de la pluridisciplinarité (ouverture de l'économie sur la sociologie, de l'histoire et de la géographie sur les sciences sociales). Ainsi parlait un collègue tunisien : « Ma mission à l'IRMC était de monter un programme pluridisciplinaire, j'étais historien et l'ouverture sur d'autres savoirs m'a transformé complètement ». De même le montage de leurs programmes, par la mise en réseaux à la fois nationaux et internationaux, les a constitués en



« passeurs » vers la communauté scientifique tunisienne, maghrébine ou française, tout en s'inscrivant avec leur institution d'origine dans des échanges Sud/Sud, et en accordant ainsi une plus grande visibilité à leurs propres travaux. Dès ses débuts, l'IRMC a recruté des chercheurs tunisiens avec le souci qu'ils ne s'isolent pas de l'Université tunisienne et, bien au contraire, qu'ils constituent des points de relai avec celle-ci, en gardant un enseignement à l'université. C'est là un des points forts de la présence de l'IRMC qui a contribué à l'engagement international des chercheurs tunisiens : « Avant l'IRMC, nous avions des rapports avec la France par les actions de coopération universitaire dans le cadre du CMCU. Mais on n'avait pratiquement aucun rapport avec les collègues maghrébins. Et c'est grâce à la dimension maghrébine de l'IRMC, notamment avec son antenne à Rabat, que nous avons pu nouer des relations Sud/Sud notamment avec les collègues algériens, marocains et même un mauritanien, nous les avons reçus et ils nous ont reçus par le biais et avec l'aide de l'IRMC » (chercheur

tunisien détaché à l'IRMC). Plus encore, le détour par l'international a suscité un rapprochement vers les nationaux : « le passage à l'IRMC en m'ouvrant à des réseaux internationaux m'a rapproché de la communauté scientifique tunisienne » (chercheur tunisien détaché à l'IRMC). À ce titre, l'IRMC a toujours été plus qu'un partenaire bilatéral, par sa nécessité de maintenir dans l'espace de coopération franco-tunisienne, une coopération franco-maghrébine et internationale. L'internationalisation apparaît alors comme un outil de légitimité et de valorisation des liens bilatéraux franco-tunisiens. Il faut insister sur cette vocation privilégiée de l'Institut par delà les frontières, comme trait d'union entre chercheurs du Nord et chercheurs du Sud, eux-mêmes rattachés à une communauté qui est celle de la recherche transnationale en sciences de l'homme et de la société. Telle a été la vocation de l'Institut ces vingt années, en renforçant les SHS par la création de réseaux thématiques scientifiques internationaux. C'est là toute la fonction des réseaux, de sortir des coupures nationales et d'agir en transfrontaliers. À cet

égard, l'IRMC défend une politique d'actions multilatérales : 10 nationalités de chercheurs l'ont fréquenté. Ses travaux de recherches ont porté sur autant de pays. Ses missions en Algérie ou en Libye incluent des Tunisiens à chaque déplacement en encourageant les rencontres et les relations Sud/Sud à Alger, Rabat, Tripoli, Tunis ou Paris. Il y joue un rôle de *hub* à l'échelle maghrébine, « synapse », lieu de connexions et d'échanges.

On peut dire en ce sens, que le rayonnement de la France en Tunisie et au Maghreb est aussi passé par une coopération avec des institutions non françaises. Cette présence de la France, ailleurs que depuis la France ou ses institutions diplomatiques à l'étranger, ailleurs que dans le seul « bilatéral » jouant comme support des relations internationales, a valorisé l'IRMC comme passeur, relais et intermédiaire, faisant de lui un fer de lance du multilatéralisme scientifique.

Pierre-Noël Denieul

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Maroc

Réflexions sur l'itinéraire



Susan OSSMAN

est professeur en anthropologie et directrice du Département des Global Studies à l'Université de Californie Riverside. Elle a été chercheuse et directrice de l'IRMC-Rabat de 1993 à 1996.

Miroirs maghrébins, itinéraires de soi et paysages de rencontre : le titre de l'ouvrage issu du programme de recherche sur les pratiques culturelles que j'ai dirigé de 1993 à 1996 à l'IRMC, résume bien mon expérience de cette institution.



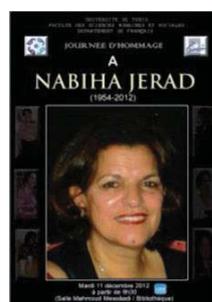
Miroirs : notre travail de recherche est à la fois un « miroir » de ce que nos études peuvent nous permettre de collecter, sentir et énumérer du monde et une participation à un monde collectif de la recherche. Avec une ambition intellectuelle certaine, Michel Camau et Anne-Marie Planel ont mis en place une structure souple, où la jeune chercheuse que j'étais pouvait se sentir libre d'engager l'Institut lui-même comme une sorte de laboratoire pour tester des modes de collaboration, pour expérimenter des conceptions insolites de travail collectif, pour mélanger des disciplines et des traditions nationales de la recherche afin de dessiner divers « Maghreb » à partir de problématiques de recherche à même de dégager des connaissances.

Itinéraires de soi : depuis lors, mon itinéraire m'a amenée à entreprendre beaucoup d'autres projets en Europe, dans le monde arabe, en Amérique du Nord. En filigrane de ces projets sur la globalisation, les médias et les migrations, je perçois une dynamique rendue imaginable par la liberté de réflexion et d'action qui m'avait été offerte à l'IRMC, il y a si longtemps. Qui aurait imaginé que la jeune franco-américaine fraîchement diplômée que j'étais, qui passait ses journées dans des salons de coiffure à Casablanca, Paris ou le Caire, aurait vu se voir confier la tâche de fonder l'antenne du nouvel Institut à Rabat ? La confiance témoignée par mes collègues de l'IRMC, et l'expérience de conception et de direction de la recherche que j'ai acquise à l'IRMC a rendu pensable un itinéraire intellectuel et un parcours personnel peu conventionnels. C'est en pensant le Maghreb que j'ai pu développer des conceptions et des pratiques de continuité de soi et des lieux de la recherche qui m'ont servi dans des réalisations et des projets de vie menés par delà les frontières.

Paysages : dans une vie de migration sérielle, il est essentiel d'avoir des points de chutes. Depuis 1992, l'IRMC à Mutuelleville fut un de ces lieux fixes dans mon histoire. Le paysage de recherche ouvert par l'IRMC d'alors, ouvrait des horizons pour repenser les frontières nationales, et pour engager des débats sur les espaces maghrébins, méditerranéens et arabes. Le paysage apparaissait différent pour chaque projet, il dépendait des questions posées, mais aussi des gens qui se réunissaient pour chercher ensemble. L'espace de la recherche doit être conçu pour permettre l'évolution d'un projet, à travers les débats et les échanges des participants. Je pense aux salles de conférences des facultés ou de *Beit al hikma*, mais aussi, des randonnées de minuit dans la cimetière de Sidi Bou Saïd, et des « colloques » à huis clos des années 2000, tenus dans la bibliothèque de l'Institut, pour pouvoir parler franchement entre quelques personnes de confiance, en espérant échanger quelques mots libres.

Rencontre : créer un programme de recherche engage une réflexion sur les types d'échanges qui peuvent dégager des questions, nourrir des débats, provoquer des idées, et souder des liens entre chercheurs. Depuis quelques années, il est devenu courant pour les anthropologues de

concevoir des recherches « multi-sites », de parler des divers modes de collaboration, et de s'inspirer des disciplines telle l'architecture pour envisager un travail « en commun » ; j'ai l'impression d'avoir eu, pour ma part, la possibilité d'expérimenter tout cela il y a déjà deux décennies entre Rabat et Tunis.



Mais avant tout, les rencontres de l'IRMC ont permis de nouer des liens avec des hommes et des femmes ; des collègues respectés, des jeunes étudiants devenus aujourd'hui

professeurs d'université, des personnels administratifs qui sont l'âme de l'institution, je pense à Christiane et Hayet notamment. Les gens associés à l'IRMC vivent aujourd'hui à Londres, à Dubaï, à New York, à Tunis ou à Marseille ; certains comme Alain Roussillon ou Nabih Jerad nous ont quitté vraiment trop tôt. En 1993 et grâce à l'IRMC, j'ai fait la connaissance de mon amie Nabih Jerad à Rabat, dans le cadre d'une recherche sur les faits divers. Nous nous recevions chez nous mutuellement, lorsque je venais à Tunis ou lorsqu'elle se rendait à Paris, puis à Washington, et plus récemment, en Californie. Nous avons collaboré à l'écriture d'un livre sur les migrations (*The Places We Share*, 2007), et depuis janvier 2011, nous travaillions à une étude sur la révolution et sur les pratiques de civilité. C'est comme si le programme d'étude sur les pratiques culturelles d'alors prenait une nouvelle vie avec le départ de Ben Ali et la possibilité de s'exprimer librement, suite au rassemblement des Tunisiens sur l'Avenue Habib Bourguiba. Nabih prit pleinement part à cette renaissance jusqu'à ce qu'elle soit la victime d'un accident de voiture en août 2012. En pensant à l'IRMC, je ne peux m'empêcher de me remémorer les souvenirs des rencontres du passé au miroir d'un horizon futur ; j'aurais tant aimé être avec Nabih à Tunis l'année prochaine, afin de présenter notre nouveau livre aux chercheurs et boursiers de l'IRMC, à Larbi et Mohammed, Jean-Philippe et Kmar, Riadh et Justin, et bien d'autres amis, collègues et collaborateurs.

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Maroc

Les vingt ans de l'IRMC



Myriam CATUSSE

est chargée de recherche au CNRS, IREMAM, Aix-en-Provence. Elle a été allocataire de recherche à l'IRMC-Rabat en 1995.

En 1995, étudiante à l'Institut politique d'Aix-en-Provence, j'étais pour la première fois accueillie à l'IRMC pour réaliser mon mémoire de master. Quelques années plus tard, c'était en tant qu'allocataire de recherche que je rejoignais l'équipe de l'IRMC dans ce qui était alors son antenne de Rabat, devenue plus tard le CESHS puis le centre Jacques Berque. Au gré de denses échanges intellectuels et amicaux, de contributions à plusieurs programmes de recherches, d'un projet de publication, et

malgré une trajectoire qui m'emmena sur d'autres terrains que ceux de la Tunisie et du Maghreb, l'IRMC demeura pour moi un point d'ancrage. Sans aucun doute, les équipes qui se succédèrent à Tunis, et leurs directions, y furent pour beaucoup. Le rôle du staff administratif aussi, tant compte dans ces laboratoires où l'on circule, sa capacité à faire mémoire comme à contribuer, au quotidien, à la recherche en acte.

Je souhaiterais donc me faire le témoin d'une génération de chercheur-es, enseignantes, expertes qui eurent l'opportunité peu commune de trouver dans leurs parcours professionnels le soutien et l'encadrement de ces laboratoires que sont les Instituts de recherche français à l'étranger et l'IRMC en particulier. Formés dans des équipes de recherches pluridisciplinaires, au plus près de leurs terrains de spécialisation, ils eurent les moyens de combiner une formation aux et par les sciences sociales avec une connaissance approfondie des sociétés étudiées. Ceci se traduit par la soutenance de nombreuses thèses de qualité (non seulement le ratio d'allocations ou de bourse d'aides à la recherche et de thèses soutenues s'y révèle meilleur que dans la moyenne nationale française, mais rares furent les

nouveaux docteurs qui ne trouvèrent de débouchés professionnels dans un contexte de crispation des recrutements dans le monde académique). Ceci se manifesta également dans le développement de réseaux d'expertise dans la région, le passage par l'IRMC et les autres IFRE de futurs diplomates, consultants, experts. C'est donc sur ce vivier de spécialistes que fut l'IRMC ces vingt dernières années que je souhaiterais mettre avant tout l'accent. En formulant le souhait que la nouvelle génération de jeunes étudiants tunisiens, maghrébins, français, européens ou autres, puisse bénéficier des mêmes conditions de spécialisation que nous pûmes le faire.



La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Algérie

L'IRMC et l'Algérie, de 2009 à 2013

Depuis 2008, date de la signature d'une convention avec le CRASC (Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle) d'Oran, l'IRMC entretient d'étroites relations avec la recherche et l'Université algérienne. Depuis fin 2008, les actions menées ont été soutenues par le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France d'Alger.

Etat de la recherche en Algérie

Le paysage algérien de la recherche a été structuré dans la dernière décennie par deux lois quinquennales, celle de 2002-2007 qui a précisé le statut des enseignants-chercheurs et des centres de recherche, puis celle de 2008-2013 qui a instauré une structure permanente et autonome de coordination de la recherche (DGRST, Direction générale de la recherche scientifique et technique ; CNRST, Conseil national de la recherche scientifique et du développement technologique ; CSNER, Conseil scientifique national d'évaluation de la recherche). Chaque ministère est doté d'une unité sectorielle permanente constituée d'experts.

Les services actuellement en place toutes disciplines scientifiques confondues concernent 803 laboratoires de recherche répartis sur 36 universités, 15 centres universitaires, 16 écoles nationales, 5 écoles normales supérieures, 10 écoles préparatoires et 25 centres de recherche hors université. 25 000 étudiants sont actuellement inscrits en thèse, mais seulement 800 sont soutenues chaque année. On relève une difficulté qui est celle du manque d'enseignants de rang magistral, soit 11 000.

De 2002 à 2007, l'Algérie a enregistré une forte croissance du nombre de ses chercheurs, alors que celui-ci déclinait parallèlement en Europe et aux États-Unis - 4 %. Le secteur des sciences sociales occupe la 3^{ème} place après les sciences et techniques et les sciences fondamentales. En règle générale, on constate une désaffection de la présence des SHS dans la réponse aux appels d'offre proportionnellement à la part des autres sciences. En matière d'édition, le livre y représente un enjeu fort alors que les autres sciences privilégient la publication

d'article. Notons la difficulté des chercheurs algériens à trouver une place dans des revues indexées.

Les partenariats scientifiques

En matière de recherche institutionnalisée, les deux principaux interlocuteurs de l'IRMC ont été le CREAD (Centre de recherche en économie appliquée au développement), partenaire d'un programme FSP avec le LISE CNAM (Paris) sur l'entrepreneuriat maghrébin, et le CRASC à Oran qui noue dès 1992 une pratique de recherche collective dans un contexte d'isolement international et de lent accompagnement des jeunes chercheurs. L'IRMC s'est attaché ces dernières années à construire un réseau multilatéral tenant compte des coopérations collectives entre chercheurs et institutions multiples, sur la base d'organisation de journées d'études et de séminaires débouchant sur des publications, et d'accueil régulier de boursiers et chercheurs. Un partenariat scientifique, soutenu par l'AUF a permis d'organiser des réunions internationales avec le CRASC d'Oran en avril 2009 et février 2010 sur la thématique de la crise du travail et de l'employabilité, en septembre 2012 sur le chômage et l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Il a permis de mettre en relation, sous l'égide de l'IRMC, l'équipe oranaise avec des enseignants chercheurs tunisiens de l'Université de Sfax, de l'ISSHT de Tunis, de la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, de l'Institut national du travail et des études sociales de Tunis - INTES) et du LISE-CNAM/CNRS Paris. Dans cette perspective, un projet d'ouvrage est à l'étude sur les questions du chômage et de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, devant s'élargir prochainement aux chercheurs marocains. Enfin et simultanément, une autre collaboration de l'IRMC et du CRASC a donné lieu à l'automne 2012 à la publication conjointe (coédition) d'un ouvrage sur *Le Maghreb et l'indépendance de l'Algérie*, sous la direction de Amar Mohand-Amer et Belkacem Benzenine, à l'occasion de la célébration du cinquantenaire (1962-2012). Cet ouvrage, saisissant le « moment historique » dans un éclairage rétrospectif sur son devenir, traite

de l'indépendance nationale et des processus de transitions politique et juridique, syndicale, économique et culturelle. Il en évoque les enjeux nationaux (position des Ulémas, statut des femmes, reconversion du mouvement national...). Il en questionne la confrontation et le devenir des valeurs coloniales et nationales – les anti-colonialismes juifs et européens et l'idée de nation algérienne, l'exode des rapatriés, le devenir des Harkis. Outre l'originalité de son approche pluridisciplinaire – de l'histoire à la sociologie et à la littérature, en passant par les sciences juridiques, politiques et économiques –, ce travail s'inscrit dans un échange générationnel novateur. S'y font écho les analyses de chercheurs confirmés spécialistes des questions traitées, avec celles de nombreux doctorants qui livrent les conclusions de leurs premières recherches. Il s'agit-là d'une innovation communicationnelle et éditoriale qui a pris la forme d'une publication simultanée. Grâce à l'accord des deux centres et éditeurs, et sur la base d'un même manuscrit fabriqué par l'IRMC, cet ouvrage a pu sortir aux éditions Karthala en France, et aux éditions du CRASC en Algérie (sous le titre *Les indépendances au Maghreb*), ce qui lui garantit la meilleure diffusion de part et d'autre.



Une importante collaboration universitaire a été engagée en 2010 avec l'Université d'Alger 2 Bouzaréa et son département de sociologie, avec le soutien du

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Algérie

service de coopération universitaire du SCAC de l'Ambassade de France en Algérie. La thématique retenue en a été la question de la jeunesse et des violences scolaires au Maghreb. Une première rencontre s'est tenue à Tunis les 8 et 9 mars 2011. Celle-ci a associé l'IRMC, le Département de sociologie d'Alger, l'Université de Franche-Comté, avec le laboratoire C3S (Culture, Sport, Santé, Société) coordonné par Gilles Ferréol. Elle a réuni 15 chercheurs, dont 6 Algériens, 3 Français, 1 Libyen, 1 Mauritanien et 4 Tunisiens. Une seconde rencontre a eu lieu les 17 et 18 décembre 2011 à Alger, dans un partenariat renforcé avec les chercheurs tunisiens, par l'implication de membres de l'INTES). Ce colloque a rassemblé sous l'égide de l'IRMC une équipe de 7 communicants tunisiens, quatre français et un libyen. 5 communications ont été présentées par l'Université d'Alger 2. En présence d'un public d'enseignants chercheurs, d'étudiants, et de praticiens, évalué entre 100 à 200 personnes/jour. Les Actes de ces manifestations sont sous presse aux éditions Inter-communications (Fernelmont, collection « Mondes méditerranéens »).

Mises en réseaux et échanges scientifiques

En 2010, une importante mise en réseaux scientifiques a été conduite par deux chercheurs boursiers de l'IRMC. L'une sur « L'histoire de la nationalité algérienne et la constitution d'une nationalité post coloniale dans les pays du Maghreb » (Noureddine Amara), avec d'une part les Archives Nationales d'Algérie et d'autre part les Archives de Wilaya à Oran et à Constantine, en relation avec les Archives diplomatiques de Nantes ; dans ce cadre, a été organisé à l'IRMC le 30 avril 2011 une journée d'échanges scientifiques sur les « Nationalités et empires au prisme de la question de la souveraineté », par la mise en réseau d'historiens et de politologues sur « États et nationalités au Maghreb ». L'autre sur « Les artistes peintres et la guerre d'Algérie de 1954 à nos jours » (Emilie Goudal), avec le CCF d'Alger, le centre des

Glycines, la bibliothèque du Musée national des Beaux-Arts d'Alger, et le Centre des Archives du ministère algérien de la Culture. À ce titre, des contacts sont régulièrement entretenus avec le Centre d'étude et de recherche Les Glycines à Alger qui a reçu à plusieurs reprises des chercheurs de l'IRMC.

Dans le cadre de l'animation et de la création de liens scientifiques depuis l'IRMC, notons de réguliers échanges visant à la construction de réseaux par la valorisation et la connaissance des travaux algériens à partir des programmes de recherche, des animations et des productions scientifiques de l'IRMC. Ainsi les rencontres sur *Le Maghreb et ses africanités, l'identité nationale au regard de ses altérités* coordonnées par Stéphanie Pouessel, ont permis de mieux connaître les travaux du CNRPAH d'Alger sur la négrophobie en Algérie, ou de l'Université de Birzeit à Ramallah (Palestine) sur l'intégration des Noirs en Algérie. De même les journées sur *Les mouvements sociaux en ligne, cyberactivisme et nouvelles formes d'expressions en Méditerranée* coordonnées par Sihem Najjar, ont contribué à interroger « les mouvements sociaux en ligne et les nouvelles formes d'expression contestataire à travers l'exemple algérien » (Université d'Annaba), et « les jeunes et l'usage politique de l'Internet en Algérie » (CRASC d'Oran). Des contacts avec l'Université de Bejaïa ont de même été amorcés, notamment avec les Départements communication, économie managériale et sociologie sur les thèmes de l'entrepreneuriat transméditerranéen ainsi que sur les usages de l'Internet. À ce titre l'équipe de Béjaïa fait partie du projet de GDRI présenté par l'IRMC au CNRS sur les pratiques des NTIC en Méditerranée. Citons aussi les présences invitées de représentants du LISODIL Laboratoire de Linguistique, Socio-linguistique et Didactiques des Langues d'Alger 2 (programme *Dire en langues* coordonné par Myriam Achour-Kallel), et de l'Institut d'Archéologie d'Alger 2 (cycle tourisme et patrimoine). Outre l'accueil de nombreux chercheurs du CRASC, mentionnons

l'invitation régulière de conférenciers algériens autour des animations scientifiques, telles les conférences de Mme Hallouma Chérif (Université d'Oran), sur « La construction de l'identité personnelle chez les algériennes », ou de M. Youcef Fatès sur « l'histoire des usages sociopolitiques et associatifs du sport en Algérie ».

Les formations doctorales

Poursuivant l'objectif d'encourager les jeunes chercheurs algériens, déjà maîtres assistants à l'université, à finaliser leur thèse et à développer la méthodologie de la soutenance, l'IRMC a organisé en partenariat avec le Consortium des Universités de l'Est-algérien (universités de Skikda, Annaba, Constantine, Guelma, Oum el-Bouaghi) et avec le soutien du SCAC d'Alger, du 7 au 12 décembre 2009 à Hammamet, des « Doctoriales en sciences humaines et sociales : formation à la méthodologie et aux techniques de recherche ». Puis une seconde session s'est tenue à Sousse en décembre 2010, rassemblant sur cinq jours trente doctorants et 8 encadrants autour de deux objectifs : « la finalisation de la thèse » et « l'écriture des articles scientifiques », en collaboration avec le Consortium des universités de l'Est-algérien et le CERES de Tunis et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Ces actions visent à assurer un soutien et un accompagnement méthodologique et théorique aux doctorants, en les aidant à dépasser les blocages, à s'intégrer dans le monde de la recherche et à valoriser leurs compétences en matière de rédaction d'articles scientifiques à partir des thèses en cours. Dans la même perspective, s'est tenu à Oran les 17-21 janvier 2013 une école doctorale algéro-tunisienne (16 doctorants dont 8 Algériens, 8 Tunisiens et 6 encadrants) ayant pour thème « Les représentations sociales : théories et approches méthodologiques », co-organisée entre l'IRMC et la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Oran (Département de psychologie), la Maison du Doctorant (Université d'Oran), l'Institut



La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Algérie

Supérieur des sciences humaines et sociales de Tunis, avec une conférence du Pr. Denise Jodelet, directrice d'études à l'EHESS-Paris. Notons aussi dans le cadre de l'atelier doctoral *Les méthodes d'observation en démographie et sciences sociales*, Hammamet (Tunisie), 18-20 juin 2012 co-organisé par l'ED-FSHST-Tunis - INED-Paris-IRMC-Tunis, CRASC-Oran, AMER-Maroc, la prise en charge et la formation de 5 étudiants du CRASC-Oran.

L'accueil des boursiers

Outre l'accueil d'une dizaine de séjours scientifiques de courte durée (avec le CRASC d'Oran, l'Université Abderrahmane Mira de Béjaïa), l'IRMC a mis en place avec le soutien du SCAC de l'ambassade France à Alger une coopération transversale Sud/Sud en matière d'accueil (un à trois mois), de boursiers francophones. À ce titre en 2010, 2011 et 2012, 12 bourses ont été accordées sur l'Algérie pour une durée de 27 mois. Leurs profils se décomposaient ainsi : résidents en Algérie sur un terrain de recherche situé en Algérie et en séjour dans une université

française (cotutelle), résidents en Algérie et en séjour de terrain (comparaison) en France, résidents et inscrits en France ou en Europe et en bourse de terrain en Algérie, résidents en Algérie et inscrits dans des échanges Sud/Sud d'Algérie vers la Tunisie, dans une approche comparative et en séjour de thèse à l'IRMC, résidents en Tunisie et en séjour de terrain en Algérie. Les thématiques des travaux proposés recouvraient de vastes thématiques disciplinaires : le projet de vie des adolescents marginaux en réinsertion sociale à Oran (psychologie), les violences scolaires en milieu urbain sensible à Constantine (sociologie), les centralités périphériques des villes de l'Est-algérien (géographie urbaine), les associations féminines en Algérie, en Tunisie et au Maroc (sociologie), les petites et moyennes entreprises algériennes (socio économie), le colonialisme dans les relations franco-algériennes (sciences politiques), les politiques publiques et l'espace commémoratif de l'Algérie coloniale (histoire), les proverbes kabyles (socio-anthropologie), les systèmes oasiens en Algérie (géographie rurale), la femme ibadite

dans la région du Mزاب (anthropologie), étude comparative de l'histoire des archives tunisiennes et algériennes (histoire)...

De manière à capitaliser et à valoriser les aides ici évoquées, l'IRMC étudie actuellement un projet de « séminaire-atelier d'écriture » rassemblant 15 boursiers algériens suivis par lui en 2010, 2011 et 2012, en vue de l'écriture d'un article synthétique et à paraître dans un collectif consacré à la jeune recherche, *Penser la société algérienne aujourd'hui*.

Enfin, il importe de souligner que les actions conduites par l'IRMC ne s'inscrivent pas seulement dans une relation bilatérale entre la France et l'Algérie. Les chercheurs algériens reçus à l'IRMC ou invités dans des programmes en réseaux y découvrent notamment leurs homologues tunisiens ou marocains. L'IRMC devient alors un passeur, assurant en corollaire de sa présence francophone, une position de coordinateur scientifique international et de relais intra maghrébin.

Pierre-Noël Denieuil



Djaouida LASSEL

est doctorante en sociologie à l'IREMAM (Aix-Marseille 1).

Grâce à la bourse d'études de moyenne durée de l'IRMC, j'ai pu séjourner durant 3 mois (2011-2012) à Tunis. Ce séjour s'est inscrit dans le cadre d'un doctorat en sociologie débuté en octobre 2010, intitulé « *Action des associations féminines : étude comparée sur l'évolution du statut de la femme en Algérie et au Maghreb (Maroc et Tunisie)* ». Cette recherche s'appuie sur un travail de terrain important et le séjour en Tunisie était essentiel, notamment pour rencontrer les acteurs de la société civile s'étant engagés pour la défense des droits des femmes, dont entre autres l'AFTURD, l'ATFD, puis des responsables institutionnels autour de la condition féminine, ce qui a permis de donner corps à mon travail.

Le second objectif de mon séjour était de bénéficier des ressources bibliographiques. La richesse de la bibliothèque de l'IRMC m'a permis de consulter les ouvrages et articles dont je n'avais pas encore pu prendre connaissance, et qui ne sont pas disponibles dans les bibliothèques aussi bien algériennes que françaises.

Enfin, le troisième objectif de mon séjour était d'acquérir une nouvelle expérience dans la recherche en sciences sociales et de renforcer mes compétences de la pratique et de la culture scientifiques au sein de l'IRMC. J'ai pu y trouver un bureau où travailler, avec accès à internet, et des repas à partager avec toute l'équipe.

Étant arrivée dans une période où les Tunisiens étaient à l'épreuve des premières élections révolutionnaires, ce fut l'occasion pour moi d'assister à un nombre de séminaires et conférences scientifiques extrêmement enrichissants, portant sur la démocratie, les transformations du politique en Tunisie et dans les pays arabes, etc. Par ce biais, j'ai pu avoir des discussions fructueuses et enrichissantes avec des conférenciers locaux et étrangers.

En outre, j'ai eu l'occasion d'assister à d'autres conférences directement liées à mon sujet à travers d'autres institutions

gouvernementales et associatives à Tunis et à Hammamet ce qui m'a permis de nouer de nouveaux contacts. Séjourner à Tunis était également propice à vivre le grand changement social que vient de connaître la population tunisienne. Étant algérienne je me suis facilement intégrée dans l'environnement puisque je partage la même culture et la tradition, et je parle la même langue, ce qui m'a permis de renforcer des liens de solidarités et amicaux. Ce séjour à l'IRMC a été une réussite sur tous les plans : professionnel, académique et humain, je n'aurais pu rêver meilleur accueil et plus grande sympathie et soutien de la part de toute l'équipe de cet institut, son directeur, son personnel comme ses chercheurs.

Je souhaite qu'à l'avenir, l'institut ne cesse d'être cet acteur de partenariat et continue à contribuer au développement de la recherche en sciences sociales sur la région maghrébine en collaboration avec la communauté scientifique française, européenne et maghrébine. J'invite tous les doctorants et chercheurs algériens qui mènent des recherches en sciences sociales et souhaitent vivre un séjour enrichissant humainement, scientifiquement et professionnellement à séjourner à l'IRMC !

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Algérie

Partenariat IRMC/CRASC



Nouria BENGHABRIT-REMAOUN est directrice de recherche en socio-anthropologie de l'éducation, et directrice du CRASC, Oran.

Le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) vient de marquer en 2012 ses vingt années d'existence en organisant un certain nombre de manifestations scientifiques. L'IRMC s'apprête à vivre aussi sa vingtième année. Ce sont donc deux institutions de recherche qui ont à peu près la même durée d'existence et dont la contribution au service de la recherche en sciences sociales dans l'espace maghrébin, est connue et reconnue. Durant la période écoulée, une tradition de collaboration et de partenariat s'est tout naturellement instaurée entre nos deux organismes. Nous pouvons ainsi rappeler quelques-unes de nos actions communes menées dans le passé ou toujours en cours de réalisation : Depuis 2003 le CRASC échange avec l'IRMC, les directeurs Michel

Caumau, Pierre Robert Baduel, Pierre-Noël Denieuil.

Les différentes rencontres :

- **18-19 février 2007** : Rencontre au CRASC FSP-IRMC « Etudiants étranger au Maghreb et dans l'espace euro-méditerranéen ».
- **2 juillet 2008** : Signature convention de partenariat scientifique.
- **25 novembre 2008** - Rencontre au CRASC pour la mise en œuvre de la convention (avec les directeurs de division, des chercheurs associés – IRMC).
- **31 mars-1^{er} avril 2009** : Rencontre au CRASC avec l'IRMC lors d'un groupe de travail sur *Crise du travail et employabilité*. Deux journées très intenses d'échanges associant quatre institutions : CRASC, IRMC, Université d'Oran et Université de Tunis.
- **23-24 février 2010** : Rencontre à l'IRMC avec l'équipe du CRASC sur *Travail emploi*.
- **17-18 septembre 2012** : Rencontre au CRASC avec l'équipe de l'IRMC sur *Crise du travail*.

Les projets et ouvrage communs

Projet partenariat : IRMC/CRASC/AUF

- **Ouvrage** : IRMC/CRASC : « Les indépendances au Maghreb » sous la

direction de Amar Mohand-Amer et Belkacem Benzenine, Ed. CRASC, 2012.

- **Projet d'ouvrage** : 2013, avec l'Université de Tunis et l'IRMC sur : *Politique de l'emploi, insertion des jeunes et employabilité : analyse comparative entre l'Algérie et la Tunisie*.

- **Les bourses** : 1 à 3 mois en faveur des jeunes chercheurs. D'autres actions seront menées sans doute dans le futur, à deux ou avec la contribution d'autres organismes de recherche au Maghreb et ailleurs, et les activités menées lors de ces deux dernières décennies commencent à constituer une base d'expérience permettant de mieux asseoir notre coopération. Un objectif central continuera à guider notre action commune : contribuer à la formation des jeunes chercheurs dans les disciplines les plus diverses, et préparer l'émergence d'une nouvelle génération de travailleurs scientifiques qui sont à la hauteur des exigences de l'époque et du monde dans lequel nous vivons.

Tout en renouvelant notre haute appréciation des actions jusqu'ici menées en commun, nous ne pouvons que souhaiter bon anniversaire à nos collègues de l'IRMC et beaucoup de succès encore à une institution qui participe de façon bénéfique pour tous à affiner le savoir portant sur nos sociétés en France et en Europe, tout en contribuant à dessiner le paysage scientifique du Maghreb de demain.



Khedidja MOKEDDEM est maître de recherche au CRASC d'Oran.

Dans le cadre de la mobilité Sud/Sud et dans le but de soutenir ma recherche de doctorat qui a porté sur « le projet de vie chez les adolescents-es marginales », l'Institut de recherche sur le Maghreb

contemporain (IRMC) m'a attribué une bourse de courte durée pour la période allant du 20/09/2010 au 20/12/2010.

Cette bourse a été d'un grand apport dans la finalisation de mon travail de thèse de doctorat. D'abord par le contact direct avec nombre de chercheurs de l'IRMC ou invités à l'IRMC, m'ayant permis de discuter mon travail, d'enrichir mes connaissances et mes données et de confronter mes idées. Ensuite par l'accès à la documentation et le contact avec d'autres doctorants. Outre les rencontres avec les nombreux conférenciers, Jean Salem, Mohamed Kerrou, Sylvie Mazzella et François de Singly, j'ai pu rencontrer un socio-économiste, Jean-

Louis Laville ou des anthropologues tels Mondher Kilani ou Renato Ortiz.

J'ai aussi pu assister à des rencontres en réseaux tels le colloque organisé par Myriam Achour, intitulé « Dire en langue : analyses en anthropologie du langage, une comparaison de terrain » Je citerai aussi des rencontres avec le Centre des archives tunisiennes et enfin une deuxième participation aux doctorales tenues à Sousse en décembre 2010, sur la formation à la méthodologie et aux techniques de recherches et initiation à la rédaction d'articles scientifiques, une autre occasion de consolider ma formation et de développer mon activité de recherche.

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Libye

L'IRMC et la Libye, de 2009 à 2012

Durant les années 2000, les actions de recherche développées par l'IRMC avec la Libye se sont heurtées au fort cloisonnement existant entre les institutions universitaires et les centres de recherche libyens, dû notamment à l'absence d'équipes de recherche permanentes.

En marge de séminaires organisés à Aix-en-Provence et sous l'égide de travaux menés à l'époque par Olivier Pliez, deux missions de l'IRMC ont été conduites en Libye en 2001 et 2002, par Hassan Boubakri (géographe à l'Université de Sousse) et Jean-Philippe Bras (directeur de l'IRMC). En 2003 fut signée une convention entre le *Markez el Jihad* et l'IRMC. Le *Markez el Jihad*, fondé en 1977 par le Dr Mohamed Tahar Jarrari, possède une importante bibliothèque de cassettes numérisées sur la Libye. Il est devenu en 2010 le Centre des archives nationales et des études historiques de Tripoli. Une mission effectuée en 2005 par Pierre Robert Baduel (directeur de l'IRMC) a pu susciter le projet d'une confrontation d'historiens autour de la question de l'administration française du territoire du Fezzan après la Seconde Guerre mondiale. En mars 2009, l'IRMC a souhaité construire une stratégie de travail dans la durée en mobilisant des chercheurs de diverses disciplines (géographie, sociologie, histoire, sciences politiques, droit), et en confrontant deux types de regards, celui des chercheurs libyens sur leur propre société et celui des chercheurs tunisiens sur la société libyenne, mais aussi sur les relations croisées entre les deux pays et *via* une approche francophone. L'objectif de ce groupe était, d'une part, de participer à la mise en réseaux de chercheurs de différents pays maghrébins et européens et, d'autre part, d'amorcer un programme de recherche spécifique devant déboucher sur l'organisation d'une manifestation suivie de publications.

Il s'en est suivi en mai 2009 une mission à Tripoli réunissant le directeur de l'IRMC et quatre chercheurs tunisiens : Hassan Boubakri, Fathi Lissir et Mouldi Lahmar, coordonnée par Moncef Ouannes. Un séminaire interdisciplinaire fut alors organisé par l'IRMC à Tunis en décembre 2009 sur l'implantation militaire de la France au Fezzan entre 1943 et 1956. Les années 2010 et 2011 ont été consacrées à des échanges historiographiques et à la finalisation supervisée par Moncef Ouannes, d'un

ouvrage en version bilingue (arabe/français) paru en octobre 2012, en co-édition Cérès Editions/Tunis, centre des Archives de Tripoli et IRMC, intitulé : *Une histoire méconnue. Les relations libyo-françaises au Fezzan de 1943 à 1956. Regards croisés Libye, France, Tunisie.*

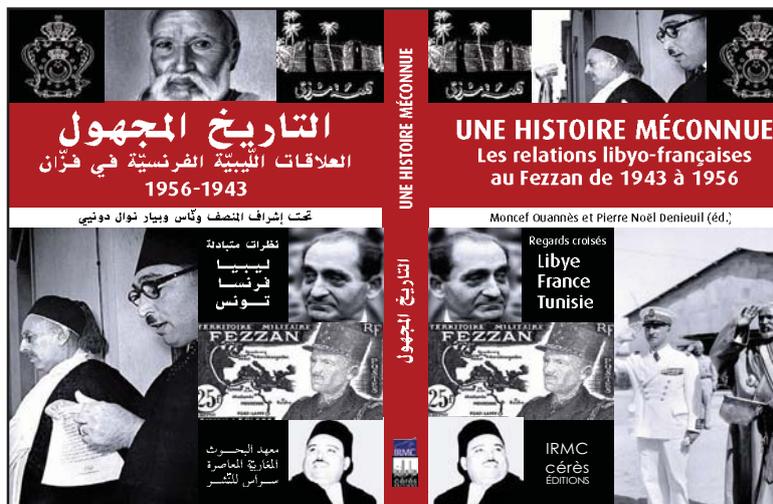
Cet ouvrage retrace les grandes lignes de l'implantation de la France sur le territoire du Fezzan dans le Sud-libyen aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Il en analyse les visées politiques, les conditions d'occupation militaires et administratives, ainsi que le vécu des populations, de l'alliance à la résistance, jusqu'à l'indépendance libyenne et l'évacuation définitive en 1956. Dans un esprit de dialogue intellectuel entre les deux rives de la Méditerranée, ce livre rassemble des regards d'historiens, de sociologues, de politologues et de géographes libyens, tunisiens et français soucieux de croiser leurs savoirs. Du regard français, il ressort que cette période serait moins militaire que politique. Les Libyens de leur côté décryptent les dynamiques nationales et régionales (Algérie, Tunisie) des réseaux de résistance. Et les chercheurs tunisiens forts de leur regard distancié du pays d'à côté, se penchent sur les savoirs construits par la France, sur les stratégies d'alliances avec les dignitaires libyens, et les mémoires politiques.

Cette recherche a permis de livrer à l'actualité le portrait d'une Libye contemporaine comme cible et enjeu international majeur, en interaction constante avec les événements se déroulant aux différentes

échelles : méditerranéenne, africaine, arabe et internationale. Il a ainsi été proposé un autre type d'écriture de l'histoire entre la France et la Libye et avec la Tunisie, qui consiste moins à « juger » qu'à « gérer un passé » pour construire un présent et à reconsidérer les faits en confrontant leur pluralité, en questionnant leurs interprétations. Il s'agit là d'une double initiative à poursuivre tant dans le domaine de la coopération multilatérale en sciences humaines et sociales que dans celui de la réécriture de l'histoire coloniale par la confrontation et l'échange interdisciplinaires sur des sociétés témoins et actrices des événements.

Publié en édition bilingue et au Maghreb par l'IRMC, il constitue un précédent historiographique en matière de traduction, et contribue ainsi à toucher un vaste public tant en Europe et dans la francophonie qu'au Maghreb et dans le monde arabe. Il ouvre la voie à une prochaine collaboration de l'IRMC avec le Centre des archives nationales et des études historiques de Tripoli, l'ISHMN (Institut supérieur d'histoire du mouvement national à Tunis), et la Casa de Velasquez à Madrid, sur l'histoire orale, ses techniques et ses méthodes disciplinaires, ses objectifs et ses finalités en matière de préservation des mémoires nationales.

Pierre-Noël Denieul



La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Libye

l'IRMC réseau d'échange scientifique au Maghreb



Nora LAFI

est historienne. Elle est actuellement chercheuse au Zentrum Moderner Orient (ZMO) de Berlin. Elle a été allocataire de recherche à l'IRMC de 1995 à 1998.

J'ai été allocataire de recherche à l'IRMC de 1995 à 1998, puis j'ai prolongé d'un an mon séjour jusqu'en 1999, grâce au prix Jean-Pierre Thieck. J'y ai préparé ma thèse de doctorat, consacrée à l'histoire urbaine de Tripoli entre les XIX^e et XX^e siècles. Cette période a été pour moi marquée par un partage de mon temps entre Tunis, où, tout en habitant à Carthage, je participais intensément à la vie collective de l'IRMC, et Tripoli, où j'étais plongée dans les extraordinaires archives de la période ottomane et dans l'activité intellectuelle du centre de recherches historiques local. Je commençais aussi à cette époque à découvrir à Istanbul les archives centrales de l'Empire ottoman. De mes aller-retour entre Tunis et Tripoli, rendus inconfortables par la situation d'embargo à laquelle la Libye était alors soumise (mais c'est bien sûr la population libyenne qui pâtissait le plus de cette situation), je retiens, plus que le passage d'une dictature à une autre, le contraste entre deux milieux d'historiens totalement différents.

À Tunis, la vie intellectuelle, tout comme la vie quotidienne, était contrainte par la pesanteur intrusive de l'État policier, ainsi que par le poids sur les carrières de l'appartenance au parti unique, mais en même temps connectée à l'horizon international, essentiellement français. Tunis vivait ainsi dans une sorte de fiction où l'illusion d'une société ouverte butait sur les réalités de l'oppression et de la corruption. Tout autant que le consumérisme servait de paravent à la privation de liberté réelle et à l'aggravation des injustices sociales, le débat intellectuel faussement ouvert servait de façade à destination de l'opinion internationale d'une Tunisie bien moins souriante qu'il n'y paraissait. Ce qui n'empêchait pas l'existence de moments d'échange sincères. Dans ce contexte, la posture à adopter à l'IRMC, mais aussi dans la vie de chacun des chercheurs, était délicate : éviter les compromissions tout en jouant la carte d'une ouverture nécessairement positive, sans pour autant se faire prendre au piège de l'angélisme souriant au service du régime.

À Tripoli la vie intellectuelle était à la fois, tout en étant soumise aussi aux contingences, souvent rudes et cruelles, de la dictature, plus isolée et plus libre d'une certaine manière : les intellectuels de gauche ou de la tendance islamiste modérée pouvaient critiquer à demi-voix le régime en cercle semi-public, chose impensable pour les Tunisiens, qui réservaient leurs critiques au cercle strictement privé. Dans le même temps, les islamistes radicaux étaient violemment combattus. Tripoli vivait ainsi dans une autre illusion peut-être, celle d'une société naviguant à tâtons entre héritage du marxisme, inertie du nationalisme et islamisme, la définition d'une histoire

renouvelée étant dans ce contexte un enjeu fort, au miroir aussi du nationalisme construit sur une lutte anti-fasciste apparaissant insuffisante désormais à cimenter l'identité nationale. Je retiens comme symbole de cette ambiguïté pour l'histoire le nom même du centre de recherche dans lequel j'étais accueillie : le *markez al-Jihad*. Le terme *Jihad* désignait la Résistance anti-fasciste mais était devenu bien encombrant dans un monde où le terme prenait un tout autre sens, rendu plus agressif de jour en jour. Dans chacun de ces milieux, moi qui était perçue autant comme Algérienne que comme Française selon les situations, j'ai pu parvenir à nouer des relations fortes, autant humainement que sur le plan scientifique, et à faire de ce séjour à l'IRMC une période fondatrice de mon expérience de recherche. Bien sûr, le positionnement de l'IRMC ne me convenait-il pas toujours : trop proche d'une histoire à la française n'ayant pas fait tous ses comptes avec la posture coloniale, trop proche d'une histoire officielle tunisienne ayant filtré ses éléments de dissidence, trop hésitant à nouer des relations plus profondes avec les historiens libyens, trop timide dans le grand mouvement de relecture de l'histoire ottomane de la Tunisie. Mais d'un autre côté je me disais que ma présence à l'institut était un signe allant dans le sens de ces possibles ouvertures, et je garde de ce séjour non seulement le souvenir d'une période de travail intense et décisive dans ma propre maturation intellectuelle, mais aussi celui d'années fondatrices dans le façonnement de mon réseau d'échange scientifique au Maghreb et au-delà. J'en garde aussi toute une série de projets autour et pour l'IRMC, et surtout d'indéfectibles amitiés.



Moncef OUANNES

est professeur à l'Université de Tunis et spécialiste de la Libye

Je ne peux omettre de citer que l'IRMC, m'a intégré au projet de coopération scientifique avec la Libye représenté par le Centre des archives et des études historiques (ancien *Markaz el-jihad*). Cette coopération est passée par des moments d'hésitation et de rupture et c'est grâce à l'IRMC qu'elle a pu être sauvée et redynamisée parce qu'elle constitue pour lui un véritable engagement.

Cette volonté a permis donc d'organiser à Tunis un colloque international sur la présence française au Fezzan entre 1943-1956 et qui a réuni pendant deux journées des chercheurs libyens, français et tunisiens. Les travaux rassemblés ont produit une année après un bel ouvrage intitulé : *Une histoire méconnue : les relations libyo-françaises au Fezzan*.

La présence internationale de l'IRMC depuis Tunis

Tunisie

L'IRMC, un pont entre les cultures



Abdelmajid CHARFI

est professeur émérite de Civilisation arabo-musulmane à l'Université de La Manouba.

Depuis l'indépendance, les relations entre la Tunisie et la France ne furent pas toujours sereines et harmonieuses sur le plan politique. En revanche, sur le plan culturel, des efforts soutenus de part et d'autre furent fournis afin de dépasser les difficultés héritées de la période coloniale et instaurer une coopération au profit des deux parties. La présence de milliers de coopérants français dans l'enseignement secondaire aux premières années de l'indépendance fut à l'origine de l'extension de la connaissance et de l'usage du français à un niveau jamais atteint durant les années du protectorat. En même temps, sans cette présence, la Tunisie aurait eu du mal à mener une politique ambitieuse de généralisation de cet enseignement. La jeune université tunisienne a également bénéficié de l'apport de dizaines de compétences françaises dans presque toutes les disciplines, ce qui lui a permis de connaître un démarrage honorable.

L'IRMC s'inscrit naturellement dans cette coopération. Les Français le voulaient au départ un institut calqué sur les centres culturels français qui existent un peu partout dans le monde. Mais les Tunisiens étaient réticents à admettre l'installation sur leur sol fraîchement reconquis d'une institution étrangère sur laquelle ils n'avaient point le moindre droit de regard. Il a fallu attendre que les Américains acceptent le principe d'un comité mixte de suivi lors de la création du CEMAT pour que la partie française se résigne à accepter ce même principe. Ayant eu le privilège d'être désigné par les autorités tunisiennes de l'époque membre des deux premiers comités mixtes, tuniso-

américain et tuniso-français, je peux affirmer que la formule retenue est à maints égards une réussite.

Formé, du côté tunisien, du directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur, ès qualités, et de deux universitaires, le comité de suivi de l'IRMC se réunit au complet lors d'une session annuelle, alternativement à Tunis et à Paris. C'est à lui que revient la tâche de tracer les grandes lignes de la politique de recherche, de documentation, d'accueil, d'encadrement et de coopération de l'Institut en fonction des différentes contraintes humaines et budgétaires. La présence de son directeur aux réunions annuelles permet entre autre d'analyser les orientations de l'institution et de les infléchir éventuellement, afin que les choix effectués s'inscrivent dans la durée et ne dépendent pas uniquement de la personnalité et de la formation du responsable. Il s'agit surtout de concilier les attentes des deux parties et de les faire converger vers des actions où elles trouvent un intérêt réciproque.



Étant un institut de recherche en sciences humaines et sociales, l'IRMC est une institution qui occupe une place de choix à l'heure de l'impérialisme des sciences dures et de la technologie qui poursuit des objectifs immédiats de rentabilité économique. Les jeunes chercheurs trouvent en lui un cadre approprié pour se familiariser avec le terrain et explorer de nouveaux horizons, s'ils sont français et européens, et être en contact avec les recherches de pointe et les problématiques les plus récentes dans leur domaine, s'ils sont tunisiens. Les

différents séminaires organisés au sein de l'Institut et les nombreuses conférences données dans son enceinte par des universitaires invités spécialement ou de passage à Tunis sont autant d'occasions pour débattre librement et en toute sérénité de questions qui concernent les différents aspects de l'homme et de la société, sans que les participants se soucient des conditions politiques conjoncturelles, favorables ou défavorables.

Les résultats obtenus sont certes satisfaisants, eu égard notamment aux moyens limités mis à la disposition de l'IRMC. Mais beaucoup reste à faire. La coopération structurée avec les universités tunisiennes, aussi bien celles de la capitale que celles de l'intérieur, est encore limitée. Après la création à Rabat du Centre Jacques Berque, qui s'occupe en premier lieu du Maroc et de la Mauritanie, l'IRMC ayant une vocation maghrébine devrait accorder plus d'importance aux sujets qui concernent également l'Algérie et la Libye, en plus de la Tunisie, ou plutôt aux sujets transversaux concernant tout le Maghreb. Les sciences de l'homme et de la société sont, comme toutes les sciences, universelles. Elles ne reconnaissent les frontières politiques, géographiques, religieuses ou linguistiques qu'en tant que réalités spécifiques incluses dans cette universalité. Soumettre ces spécificités à une perspective universelle est donc dans la nature des activités de recherche dans ces sciences.

Et là, l'apport de l'Institut est toujours le bienvenu, car il fait fonction de pont entre, d'une part, la culture tunisienne en particulier et la culture arabo-islamique en général, et, d'autre part, la culture française en particulier et la culture occidentale dans son ensemble. Le jour où il fera connaître à la communauté scientifique européenne les préoccupations des chercheurs maghrébins exprimées surtout en langue arabe, et leurs contributions, aussi modestes soient-elles, à la science historique, sociologique, linguistique, juridique, religieuse, politique, économique, etc., il participera à faire de ce pont une voie de passage à double sens et non à sens unique. Œuvre exaltante qui nécessite de la clairvoyance, de la lucidité et du courage. Il n'est pas chimérique de penser que l'IRMC répondra chaque jour davantage à cette exigence de dialogue entre les cultures, et par suite d'entente entre les habitants des deux rives de la Méditerranée.

L'IRMC et les sciences sociales

L'émergence de l'anthropologie en Tunisie

Un lieu de réflexion sur la recherche en sciences sociales



Lilia BEN SALEM

est sociologue à l'Université de Tunis.

Mes relations avec l'IRMC remontent à sa « pré-histoire ». Enseignante dans le Département de sociologie de la Faculté des lettres et sciences humaines, je passais beaucoup de temps dans les bibliothèques. Dans les années 80, j'ai découvert un nouvel espace que j'ai aussitôt aimé : j'y allais les après-midi ; de la fenêtre, je regardais jouer les enfants du petit Lycée ; c'est là que j'ai rencontré Anne-Marie Planel qui s'était donnée pour objectif de mettre sur pied une véritable bibliothèque de recherche en sciences humaines ; j'appréciais les privilèges qu'elle m'accordait en m'autorisant à emprunter des livres pendant le week-end. La bibliothèque du CDTM sera transférée à l'IRMC lors de sa création.

J'avoue, comme un certain nombre de mes collègues, avoir été très réservée à l'idée de voir s'installer à Tunis, un centre de recherche indépendant de notre ministère de l'Éducation nationale, d'autant plus que ce centre devant dépendre de l'Ambassade de France évoquait pour nous la menace d'un regard « étranger » et « orienté » sur notre société comme l'avait été celui de la période coloniale, notamment avec une discipline telle que l'ethnologie que nous avions, à l'Université et au CERES, remise en cause. Personnellement, j'ai, dans les premiers temps « boudé », le terme n'est pas trop fort, l'IRMC. Mais, à l'épreuve de l'expérience, nous avons compris que les premiers chercheurs de l'IRMC et, notamment son directeur qui avait assuré des enseignements à l'ENA, à Tunis, étaient, comme nous voulions l'être, avant tout des universitaires soucieux de l'indépendance du chercheur et d'une interprétation aussi « objective » et rigoureuse que possible de la réalité sociale observée. Juristes et sociologues ont été les

premiers chercheurs « invités » par l'IRMC. Pour revenir à mon expérience, j'ai, dans un premier temps fréquenté la bibliothèque, toujours organisée sous la direction de Anne-Marie Planel, ce qui m'a permis de me familiariser avec « les acteurs sociaux » de l'IRMC.

Marginal et prudent à ses débuts, l'IRMC, d'abord bibliothèque et centre de Documentation s'est progressivement affirmé comme centre de recherche académique en sciences sociales ; depuis 2000, rattaché au ministère français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au CNRS. Bien que de dimension réduite, il accueille des chercheurs de toutes les disciplines en sciences sociales ; en premier lieu, sans doute sociologues, juristes et politologues mais aussi historiens, géographes, économistes, anthropologues..., des chercheurs français mais aussi tunisiens et maghrébins, généralement en début de carrière, qui ont pour mission de mener à bien et de défendre un programme de recherche, contribuant par là même à la formation d'apprentis chercheurs. Le terrain est privilégié et les conférenciers invités par l'IRMC le sont dans l'objectif d'alimenter la réflexion des chercheurs et de contribuer à la formation des jeunes générations. Chaque année un ou plusieurs thèmes sont privilégiés sous la responsabilité des différents chercheurs accueillis par l'IRMC, qui le sont pour une période de trois à quatre ans, avant de réintégrer, forts de leur expérience, leur université d'origine. Les travaux de recherche menés à bien font l'objet de publications sous forme de livres. Des publications telles que *Correspondances* puis *La lettre de l'IRMC* sont autant de moyens d'informer sur les états de la recherche en sciences sociales sans se limiter nécessairement aux activités de l'Institut. Depuis quelques années l'IRMC s'est investi dans un projet de formation des jeunes chercheurs et en premier lieu des doctorants, soit en organisant des Ecoles doctorales, soit, plus récemment, des ateliers d'écriture aux fins d'initier les jeunes doctorants à la rédaction de textes de recherche.

Au fil de ses différents programmes, l'IRMC a, sans nul doute, largement contribué à créer des relations fortes entre chercheurs, entre générations, entre chercheurs français et maghrébins,

notamment tunisiens, entre chercheurs de différentes disciplines... Au gré de leurs intérêts et des sollicitations de l'Institut, chercheurs et enseignants des universités tunisiennes ont entretenu une collaboration plus ou moins soutenue avec l'Institut. En ce qui me concerne, outre la fréquentation d'une bibliothèque qui n'a cessé de s'enrichir et qui, à aujourd'hui, le mérite de proposer au chercheur son catalogue en ligne, j'ai particulièrement apprécié de pouvoir être régulièrement mise au courant des activités de l'IRMC, d'assister aux conférences données par des chercheurs de renom, de participer à des séminaires. D'autant plus que la réflexion menée par l'IRMC est orientée, de plus en plus, sur des questions d'actualité, sur les problèmes des sociétés actuelles du Maghreb. J'ai moi-même, au gré des questions à l'ordre du jour, eu l'honneur de m'impliquer dans les travaux de l'IRMC, en présentant un conférencier ou en participant à la discussion. Je suis intervenue notamment sur des questions de méthode, avec, en 1997, une conférence sur « le statut de l'acteur social dans la sociologie tunisienne », en 2004, dans le cadre d'un séminaire intitulé, *Savoirs lointains et sciences sociales* sur le thème « Le dilemme de la construction de la sociologie au Maghreb. Pluralité référentielle et projet sociologique », en 2006, dans le cadre du séminaire organisé conjointement par le CERES et l'IRMC, *Méthodes et théories des sciences sociales*, sur « La question de l'explication et de l'interprétation des phénomènes sociaux » ; enfin, en 2010 et 2011 dans le cadre d'hommages rendus à Claude Lévi-Strauss puis à Georges Balandier en collaboration avec la Faculté des sciences humaines et sociales, avec le Laboratoire Diraset et l'Association tunisienne d'anthropologie sociale et culturelle (ATASC), je suis intervenue sur les thèmes, « Lévi Strauss, altérité, identité, universalité » et « Georges Balandier et les usages de l'anthropologie ».

L'IRMC entretient des relations étroites avec nombre de départements, de Laboratoires et d'Unités de recherche des universités tunisiennes ainsi qu'avec des associations scientifiques ; je mentionnerai notamment ses liens étroits avec le Laboratoire Diraset de la Faculté des sciences humaines et sociales de l'Université

L'IRMC et les sciences sociales

L'émergence de l'anthropologie en Tunisie

de Tunis I. L'Association tunisienne d'anthropologie sociale et culturelle, dont je suis membre, a organisé en partenariat avec l'IRMC, en décembre 2008 un Atelier de réflexion sur le thème, « La notion de crise au prisme des sciences sociales : la crise de l'éthique ? Questions aux anthropologues » ; et, en décembre 2011, un colloque nous a réunis pour engager un débat sur « la transition démocratique et les enjeux éthiques ».

À la faveur de ses programmes de recherche, de ses séminaires et conférences, par sa bibliothèque et ses publications l'IRMC constitue un point de rencontre entre chercheurs et futurs chercheurs en sciences sociales des deux rives de la Méditerranée, un lieu d'interdisciplinarité, de réflexion sur le rôle des sciences sociales dans la dynamique des sociétés du Maghreb.

Accueillant des chercheurs et des apprentis chercheurs des différents pays du Maghreb et d'Europe, l'IRMC favorise une perspective comparative qui est de plus en plus revendiquée, mais aussi des liens forts entre chercheurs et institutions de recherche que ne limitent que les questions toujours épineuses de financement et la possibilité de n'accueillir qu'un nombre restreint de chercheurs ; ce qui a, en revanche l'avantage de préserver la convivialité « scientifique » de l'institution. Ses directeurs successifs, durant leur « mission », ont su tous s'investir dans leurs propres programmes de recherche, soutenus dans leurs tâches administratives par une équipe restreinte mais soudée.

Comme en témoignent ses différentes publications, l'IRMC a contribué, depuis les années 90 du siècle dernier, à la recherche sur la société tunisienne. Il conviendrait aujourd'hui d'entreprendre un bilan exhaustif et objectif des recherches en sciences sociales entreprises depuis l'indépendance en Tunisie et menées à terme. Et ce, aux fins de définir de nouvelles perspectives de recherches. La « révolution » tunisienne a, dès ses premières expressions, interpellé de front les sciences sociales.



D'abord, en revendiquant haut et fort une totale liberté de penser et de s'exprimer, ce dont les chercheurs ont absolument besoin pour pouvoir dire et publier leurs réflexions et les résultats de leurs investigations. La dictature nous avait imposé une réserve, voire une autocensure préjudiciable à l'efficacité de la recherche, des sujets étaient évités, des questions contournées... sans compter les difficultés auxquelles nous

étions confrontés dans notre quête de documents et, bien sûr, pour avoir accès à nos « terrains ». Nous savions que la prudence était l'attitude qu'il était impératif d'adopter pour être encore reconnu par nos pairs en tant que chercheur, mais qui inévitablement contribuait aussi à nous décrédibiliser... La révolution nous a interpellés directement sur un certain nombre de questions que nous n'avions pu, pour ces différentes raisons, « creuser » comme elles auraient dû l'être ; des questions aussi cruciales que la précarité des populations, le chômage, le déséquilibre régional, la socialisation des jeunes générations... n'ont pas été l'objet de vastes programmes de recherche. Il convient d'ajouter que la recherche en sciences sociales est restée individuelle et sans logistique, y compris dans des centres de recherche comme le CERES en Tunisie ou le CREAD en Algérie qui ont eu des ambitions et une certaine expérience en matière de recherche au lendemain des indépendances... Les revendications exprimées par les populations depuis la fin décembre 2010 nous donnent mauvaise conscience mais surtout un appel, malheureusement non exprimé dans les objectifs de la Révolution, à donner une priorité à la recherche scientifique et de manière urgente à la recherche dans le domaine des sciences sociales. Il s'agit de vastes programmes de recherche à mettre en œuvre dans le cadre des centres de recherche des différents pays du Maghreb.

Ethnosociologie du Sud-tunisien



Nicolas PUIG

est chargé de recherche à l'IRD, chercheur résident au Centre d'études pour le monde arabe moderne (CEMAM, Université Saint-Joseph de Beyrouth). Il a été volontaire international à l'IRMC de 1993 à 1994 et allocataire de recherche de 1996 à 1999.

Je n'ai jamais voulu partir en Tunisie ; j'y ai pourtant passé presque six années, enchaînant différents statuts, heureux en fin de compte de l'opportunité à chaque fois renouvelée de prolonger mon séjour. Je débarque à Tunis pour 16 mois comme volontaire du service national – le statut a disparu avec la fin de la conscription – pour assurer les fonctions d'aide bibliothécaire et de secrétaire de rédaction du bulletin *Correspondances*. Bien que j' imagine parfois emprunter la voie incertaine de la recherche, je ne sais trop ce que je ferai par la suite. Je dois à la fréquentation de l'institut de préciser cet horizon. Ainsi, peu à peu, autant par simple capillarité que par démarche volontaire, j'entame ce qui s'apparente à une formation.

En parallèle, je profite pleinement de l'environnement universitaire et scientifique tunisien : je suis un stage d'arabe d'une année en accueil à l'Université de la Manouba et soutiens un DEA dans le cadre d'une coopération inédite (et unique ?) entre les Universités du 9 avril et de Provence. Je côtoie les chercheurs tunisiens anthropologues, sociologues et historiens, certains d'entre eux encadrent mes travaux universitaires.

Dans la continuité, j'obtiens une allocation du MAE pour mener une recherche portant sur la sédentarisation des bédouins Rkârka dans le Jérid, notamment à Tozeur. Ils s'apparentent au groupe des Awlad Sidi Abid disséminés dans les confins tuniso-algériens. Ces bédouins, « comme à l'affût d'une douce citadinisation »

L'IRMC et les sciences sociales

L'émergence de l'anthropologie en Tunisie

(M. Rouissi) viennent se masser aux abords de la ville, de l'autre côté du cimetière, localisation qui leur vaut d'être reconnu comme « ceux de derrière le cimetière ».

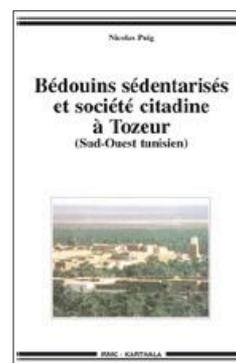
Comme c'est souvent le cas dans une discipline dont la scientificité repose en grande partie sur la faculté de créer et de cultiver des contacts humains, ce premier terrain, revêt une dimension initiatique : sans doute suis-je « devenu anthropologue » dans le Sud-tunisien. En parallèle, assez éloigné des réseaux français et des séminaires hexagonaux, je continue de me former en profitant de la dynamique de recherche de l'Institut, participant, plus ou moins activement selon mes inclinaisons, aux programmes scientifiques que les membres développent.

Au Jérid, il s'agit notamment de confronter les catégories de l'anthropologie maghrébine, notamment celles attachées à la dichotomie nomades-sédentaires, aux nouvelles socialités qui organisent des agencements collectifs inédits en partie bâtis autour des pratiques urbaines.

L'ethnographie des quartiers de sédentarisation permet alors de mettre en lumière la façon dont ils s'arriment à la ville. Elle donne à voir l'émergence d'une cité contemporaine à partir du modeste bourg travaillé par la distinction et la stigmatisation. J'ai poursuivi cette exploration au Caire, vieux centre de la citadinité arabe, où la légitimité à partager les espaces de la ville est pourtant tout aussi controversée, pour des raisons bien sûr très différentes. J'ai abordé cette exploration à partir d'une marge morale, en m'intéressant aux musiciens de noce à la réputation douteuse, qui, néanmoins, œuvrent au cœur même de la société citadine. Je poursuis à présent un questionnement similaire en m'intéressant aux réfugiés palestiniens au Liban.

Le terrain tunisien a ainsi offert une situation paradigmatique d'interrogation des mondes urbains en partant de leurs marges. Au passage certaines problématiques sont apparues, je continue d'en creuser les sillons ; ainsi des modes de territorialisation,

des dimensions de la localité et de l'habiter, des logiques de la communauté et de la civilité, de l'historicité et de la relation au passé ou encore des articulations entre rituels urbains et expériences sociales. Autant d'éléments dont les multiples assemblages confèrent une assise à la présence au monde tout en la reconfigurant en permanence.



D'ici et d'ailleurs : l'anthropologie en Tunisie

Stéphanie POUESSEL

est chercheuse post doctorante et anthropologue en poste à l'IRMC.

Legs colonial valorisant les « cultures locales », l'ethnologie s'est vue reléguée des disciplines phares des années de construction nationale tunisienne. Laissant place à une sociologie développementaliste¹ dans le giron du CERES vouée clairement à la « modernisation » du pays (étude du développement rural, du travail, de la famille), rares ont été les études anthropologiques au sens premier d'études des spécificités culturelles locales. Elle évoque alors une fragmentation de l'idéologie nationale et cette discipline est d'autant plus menacée par la disparition de ses « objets » traditionnels que le président Bourguiba, sous couvert d'« unité nationale », s'attaquait aux « démons de l'anarchie et du tribalisme »² mettant à mal les appartenances tribales ('*arch*).

Elle est ensuite investie dans un mouvement de retour au « local » : à la fin des années 1960, Jean Duvignaud et ses

étudiants s'emparent d'un village du Sud-tunisien comme objet d'étude (*Chebika*³). L'ethnologie se voit alors accolée à l'étude de la ruralité, du traditionnel, des permanences, de « la petite tradition »⁴. Significatif de son utilisation, on reprochera à l'historienne Lucette Valensi d'avoir « anthropologisé »⁵ la société, à travers son histoire des « marges » (paysans, Juifs, esclaves⁶) en renvoyant, pour les chercheurs de l'époque, à une folklorisation de la société et à son figement dans une histoire immobile.

Dans les années 1970, l'anthropologie participe, bien que de manière feutrée, à une sorte de réenchantement d'un monde « de plus en plus pollué et devant les menaces d'une culture de plus en plus déshumanisante »⁷ ; les cultures traditionnelles « apparaissent aujourd'hui comme une source de valeurs capables de rendre à l'homme sa dignité et son équilibre » (*ibid.*). L'anthropologie est reprise en main par l'Institut National du Patrimoine et devient par ce biais synonyme de traditions locales à préserver, autrement dit de « patrimoine »⁸.

Dans les années 1990, le défi est là pour des chercheurs tunisiens d'analyser leur propre société avec les outils de l'anthropologie, *i.e.*, un regard décalé. Initiés par un travail de Jocelyne Dakhlija alors première allocataire de recherche du CDTM (qui deviendra l'IRMC), alliant anthropologie et histoire⁹, des chercheurs de formation historique envisagent alors l'histoire des minorités des communautés et des croyances minoritaires (pauvres, marginaux, Noirs, Juifs¹⁰). Dévoilant un questionnement autour des « identités en



L'IRMC et les sciences sociales

L'émergence de l'anthropologie en Tunisie

marge », l'anthropologie devient dès lors discipline légitime pour appréhender des pratiques dites « populaires »¹¹, marginales, dont l'étude sur la Sainte Mannûbiya menée par Katia Boissevain depuis l'IRMC.

Parallèlement se déclare une « socio-anthropologie » qui réinstaura le rapport au vécu autour d'objets du « quotidien » (jeunesse, alimentation) ainsi qu'une sociologie comparative¹². Sihem Najjar forme des étudiants dont découle une publication IRMC : *Penser la société tunisienne aujourd'hui* (2013, Cérès éditions). Les courants théoriques investis par cette génération de sociologues qui enseignent à Tunis sont le structuralisme (à travers Claude Lévi-Strauss¹³) mais surtout l'anthropologie symbolique à travers le surinvestissement dont Clifford Geertz bénéficie¹⁴, « culturaliste et exotisant » notamment dans son regard sur l'islam¹⁵.

Face peut-être à l'impossibilité d'une anthropologie critique qui s'attacherait à des objets de l'actualité et donc du politique, une « anthropologie historique » est investie. En découle l'insertion d'un cours d'anthropologie historique au sein de la maîtrise d'histoire à la Faculté des lettres des arts et des humanités de La Manouba. L'anthropologie s'avère un cadre idéal pour l'adoption d'une position relativiste

permettant de sortir du « rationalisme positivisme radical et de ses affirmations universalistes »¹⁶.



Cette effervescence mènera à la création d'un master d'anthropologie à la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis El-Manar (depuis disparu). Un tel besoin d'institutionnalisation motivera la naissance de l'Association tunisienne d'anthropologie sociale et culturelle (ATASC) en 2008. Cette dernière émane d'une réflexion sur la possibilité d'une « anthropologie indigène » académique, portée notamment par Imed Melliti qui se demande si l'on peut « se situer dans le cadre de la centralité scientifique et fonctionner selon les règles du

champ académique, en tant que lieu de production d'un savoir global, au point d'oublier qu'on est « indigène »¹⁷. Notons le parcours atypique de Mondher Kilani qui choisit comme premier terrain l'altérité forte et insulaire à l'image de la tradition ethnographique (Papouasie-Nouvelle-Guinée), avant de « revenir » aux oasis du Sud-tunisien puis de mener des recherches au Niger et au Burkina Faso. Cet anthropologue tunisien prendra part à l'élaboration d'un Manifeste qui veut bouleverser la donne d'une anthropologie perçue comme hégémonique et autoritaire, puisque basée sur un universalisme établi dans des canons du « Nord ». Ce Manifeste lui substitue une anthropologie non-autoritaire, décentrée, dialogique voire relativiste autrement dit post-coloniale¹⁸.

Avec un groupe de chercheurs sur tout le Maghreb, depuis 2010, c'est une approche plus politique des identifications de « couleurs » que l'anthropologie nous permet de mener. La mutation de l'image du migrant africain et la question des « minorités » aujourd'hui en Tunisie constituent deux entrées pour appréhender une des lames de fond qui redéfinit cette société maghrébine.

1. Pour un historique, cf. Ben Salem L., 2009, « Propos sur la sociologie en Tunisie. Entretien avec Sylvie Mazzella », *Genèses*, 75, 125-142.
2. Camau M. (dir.), 1987, *Tunisie au présent, une modernité au dessus de tout soupçon?*, Paris, CNRS, 8.
3. Duvignaud J., 1968, *Chebika, Etude sociologique, Mutations dans un village du Maghreb* Gallimard.
4. Zghal A., 1981, « Le retour du sacré et la nouvelle demande idéologique des jeunes scolarisés, le cas de la Tunisie », *Le Maghreb musulman en 1979*, Paris, CNRS, 42.
5. Entretien avec Valensi L. par Arfaoui H., in *Le monde arabe de la recherche scientifique*, 1996-9, n° 7, 7-24.
6. Valensi L., 1967, « Esclaves chrétiens et esclaves noirs à Tunis au XVIII^e siècle », *Annales, Economie, Société*, vol. 22, n°6, 1267-1288.
7. Ferchiou S., 1976, « Problèmes et perspectives de la recherche ethnologique en Tunisie », *Cahiers des arts et traditions populaires*, (revue du centre des arts et traditions populaires, Institut national d'archéologie et d'Art), n° 5, 69-74.

8. Larguèche A., 2008, « L'histoire à l'épreuve du patrimoine », *L'Année du Maghreb* 2008, 191-200.
9. Dakhlija J., 1990, *L'oubli de la cité, la mémoire collective à l'épreuve du lignage dans le Jérid tunisien*, Paris, La Découverte.
10. Larguèche A., 2000, *Les ombres de Tunis, pauvres, marginaux et minorités aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Tunis : Centre de Publication Universitaire de La Manouba.
11. Comme en témoigne l'engouement autour de l'islam « populaire », cf. Melliti I., 1993, *La Zaouia en tant que foyer de socialité : le cas des Tijaniyya de Tunis*, thèse de 3^e cycle, Université de Paris V ; Kerrou M., (dir.), 1998, *L'autorité des Saints en Méditerranée occidentale*, Paris, Editions Recherches sur les Civilisations ; Boissevain K., 2006, *Sainte parmi les saints : Sayyda Mannûbiya ou les recompositions cultuelles dans la Tunisie contemporaine*, Paris, Maisonneuve & Larose.
12. Melliti I., 2005, « Le comparatisme à l'épreuve de la sainteté », (Terrains et savoirs actuels de l'anthropologie, actes du premier colloque d'anthropologie), *Cahiers du CERES*.

13. Le département de sociologie de la Faculté des lettres et sciences humaines de Tunis organise une journée d'étude en hommage à Claude Lévi-Strauss le 7 avril 2010.
14. Kerrou M. (dir.), 2008, *D'Islam et D'ailleurs : Hommage à Clifford Geertz*, Editions Cérès, Tunis. Cet ouvrage collectif est issu d'une journée d'étude organisée par les enseignants du Master d'Anthropologie sociale et culturelle, qui s'est tenue le 30 avril 2007 à l'Institut supérieur des sciences humaines (Université de Tunis El-Manar).
15. Chachoua K., 2012, « Kerrou Mohammed (dir.), D'Islam et D'ailleurs : Hommage à Clifford Geertz, Editions Cérès, Tunis, 2008, 253 p. », *REMMM*, n° 130.
16. Kchir K., 2010, « L'anthropologie historique : acquis, apports et perspectives », *Cahiers du CERES*, série anthropologie-ethnologie, n° 3, 7.
17. Melliti I., 2006, « Une anthropologie « indigène » est-elle possible ? Réflexions sur le statut de l'anthropologie en Tunisie », *Arabica*, LIII, 2, 171.
18. Saillant F., Kilani M. et Graezer Bideau F. (dir.), 2011, *Manifeste de Lausanne. Pour une anthropologie non hégémonique*, Montréal, Liber.

L'IRMC et les sciences sociales

Les sciences sociales et la révolution tunisienne

L'IRMC, les sciences sociales et la 'rupture ontologique'



Ridha BEN AMOR

est sociologue, enseignant-chercheur à l'Université de Tunis.

Les temps forts de l'histoire de l'IRMC ont été particulièrement marqués par les colloques et des travaux sur les compétences des citoyens dans les années 90, les diplômés de l'enseignement supérieur, les notions de privé/public en Islam ; dans les années 2000, le compromis dans les sociétés arabes, et ces dernières années enfin par les réflexions sur l'économie solidaire, les associations, un renouvellement des problématiques sur le travail, la citoyenneté, la religiosité... Aujourd'hui, et depuis deux ans, une réflexion s'engage sur les moments décisifs de la « révolution ». Il y a là un chantier à développer sur l'apport des sciences sociales pour en cerner nombre de dimensions essentielles : du point de vue des discours avec les linguistes, du point de vue comparatif sur les autres révolutions avec les historiens, puis sur les représentations et les « déceptions » de la révolution, ainsi que les formes de changement social et ses mécanismes, etc.

La rupture ontologique

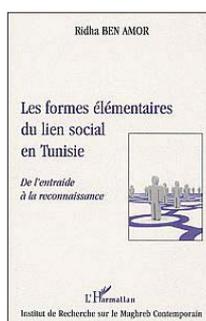
Dans l'avenir et dans une démarche comparative, des problématiques transversales sur les jeunes, sur les formes du religieux, sur la construction de la citoyenneté, devront explorer les questions de la transmission et de la mémoire collective. Une des explications possibles de l'« islamisme » réside précisément dans l'échec des formes de transmission : on ne sait pas ce qu'était la Tunisie des années 30, on connaît mal nos proverbes qui font partie de notre *habitus*, et on entend au quotidien des gens dire à propos de certaines pratiques actuelles « ce n'est pas notre islam, on est tunisiens ! ». En écho à ce qui semble constituer un « moment décisif » pour ne pas

dire « refondateur », l'on assiste au début d'une rupture ontologique qui se dessine, qui interroge bien sûr les pratiques et les formes de la religiosité, mais qui touche l'intime de la personne, la construction du moi et la conscience de soi dans son rapport à l'extériorité, à un modèle de société où l'on ne s'est jusqu'à présent pas beaucoup préoccupé de celui qui consomme de l'alcool ou pas, de celui qui prie ou pas, etc. ; on découvre qu'on veut imposer de nouvelles formes de contrôle social dont on n'était pas coutumier. C'est cette rupture que nous vivons actuellement : elle n'est pas économique, ne tient pas aux politiques sociales, mais elle touche l'ontologie de l'être, c'est-à-dire la manière dont on se projette, la construction de soi dans la société. Car, derrière la notion de liberté revendiquée, c'est le soi qui se construit, par exemple quand on dit « je suis libre de porter ou de ne pas porter le voile », il s'agit là d'une construction ontologique. « Je suis libre de ne pas le faire c'est mon affaire », « je suis libre de croire et d'appliquer les

du quotidien qui s'adosse à une sédimentation historique dont les contours demeurent à définir, sans pour autant verser dans un quelconque essentialisme. Toutefois, ce qui semble acquis, c'est qu'entre l'héritage historique, souvent rappelé par certains intellectuels et hommes politiques en termes de modernité à laquelle on aurait accédé il y a plusieurs décennies et le vécu actuel de cette appartenance par d'autres catégories sociales, il y a une espèce de hiatus qui interpelle le chercheur.

Revisiter les paradigmes des sciences sociales

Les sciences sociales en Tunisie et même à l'IRMC, ont jusqu'à présent été sélectives : on a parlé de développement, de politiques sociales, d'exclusion, de migration, mais peu de construction de l'État, peu des classes sociales et des inégalités, ou d'aménagement du territoire et des disparités régionales, peu, jusqu'à il y a 2 ou 3 ans, de la pratique de la religion. Cela est lié aux interdictions et autres obstacles politiques qui nous orientaient plus sur certaines problématiques, mais en Russie, dans le temps, il me semble qu'il y avait des formes de sociologie « clandestine » ? ! Alors pourquoi les sciences sociales ne l'ont pas fait chez nous, même si cela s'est passé jusqu'à un certain point dans le roman, le cinéma, le théâtre ? Mis à part quelques chercheurs comme Michel Camau ou Béatrice Hibou. Tout en tenant compte de la qualité certaine de leurs travaux, leurs modèles n'ont pas été suffisamment imprégnés par des enquêtes de terrain, ils n'ont pas pu voir derrière certaines apparences ce qui travaillait en profondeur les populations et les quartiers là où des formes de contestations couvaient et pouvaient donner lieu à autre chose que de l'obéissance. Mais, au-delà de ces considérations, cela me conduit à questionner les paradigmes. Lorsque ces chercheurs s'interrogent, par exemple, sur « surveiller et punir », ils évoquent des sociétés dans une autre configuration que la nôtre, où les champs (pris ici au sens bourdieusien) sont plus compartimentés selon le social, le professionnel, l'urbain, ... alors que ces distinctions entre les différentes sphères fonctionnent difficilement sur notre société. Quand tu réfléchis sur la famille, l'amitié, le voisinage,



prescriptions de la religion à ma façon », et cette rupture ontologique se décline différemment sous forme d'interrogations (« les imams peuvent-ils descendre dans la rue et conduire une manifestation ou doivent-ils rester dans leur mosquée ? ») ou sous forme d'indignation (« ce n'est pas le Qatar et on est en Tunisie », « un Qatari te dira qu'il n'est pas prêt à devenir Tunisien »). La notion de « tunisianité » questionne cette ontologie de « l'être social » et signifie un vécu, une orientation, un héritage que l'on assume plus ou moins, un *habitus* dans lequel se forment des prédispositions comme dit Bourdieu et où chacun va puiser. Dans ce contexte, l'ontologie signifie pour moi, une approche

L'IRMC et les sciences sociales

Les sciences sociales et la révolution tunisienne

le travail, tout est en « chevauchement » entre les domaines de la réflexion et ceux de la vie sociale : l'entreprise c'est à la fois la famille mais aussi l'éthique et la religion, ce n'est pas compartimenté. Idem quand on réfléchit sur la famille par exemple, on se rend compte assez vite de l'imbrication des réseaux familial, vicinal, amical, régional, etc. Sans aller jusqu'à dire que tout est dans tout, on n'observe pas moins cet enchevêtrement dont il est difficile de ne pas tenir compte dans l'analyse des formes de sociabilité et d'entraide par exemple.

Alors, pour faire avancer les sciences sociales, revisitons les paradigmes et les travaux à la lumière de tout ce que l'on n'a pas vu, de tous les manques sur lesquels on n'a pas réfléchi. Dans ce nouveau moment plus difficile et fondamental, interrogeons nous sur le paradigme de l'ontologique et du vécu. Par exemple après avoir travaillé sur les compétences ou le réformisme, interrogeons-nous sur le vécu de la révolution et ses discours : comment le dialecte est mobilisé dans les régions pour exprimer un vécu ? Il faut voir à ce propos la manière dont une femme de plus de 60 ans s'adressait directement au premier ministre ainsi interpellé : « Eh ! Jbali ! ». On a rarement fait ça auparavant, et c'est peut être là une autre facette de la rupture ontologique, cela se joue sur l'être. Et dans ce cadre l'apport de l'IRMC pourrait être de mobiliser les philosophes et les anthropologues, plus outillés sur cette question de l'identité et de la

reconnaissance. Une autre question qui se pose est celle des élites dont on dit qu'elles auraient « occidentalisé » le pays, se seraient trompées et l'auraient conduit à une forme d'aliénation, et qu'il s'agit de les ramener sur le « droit » chemin. Du coup, on ne sait plus qui sont les élites et leur rapport à la société, avec quelle relève et quelles nouvelles élites l'on veut préparer... Il y a aussi la question des inégalités sociales : on connaît le plus l'aspect socio-économique par les enquêtes de consommation, mais peu les inégalités régionales et socio-spatiales, leur vécu et les représentations qui s'y rapportent... Dans la même lignée, il y a lieu de revenir également sur les mots d'ordre portés par la « révolution » tels que justice, dignité, liberté, etc. et la manière dont ils sont appréhendés par les uns et par les autres.

L'IRMC demain : s'ouvrir en gardant son identité

Dans ce cadre thématique, l'IRMC restera à l'international un pont entre les cultures mais avec un bémol du fait de l'échange inégal et compte-tenu du faible développement des sciences sociales en Tunisie. Il n'y a plus le CERES, et peu de labos dédiés aux sciences sociales. Mais la « révolution » a changé des choses, il faut faire bouger les frontières linguistiques, je vois maintenant un autre public de tous horizons, avec des échanges de doctorants, des demandes d'associations. Puis l'un des

effets pervers de la bipolarisation à laquelle on assiste, à force de stigmatiser l'Occident et la culture occidentale, va inciter certains publics à venir à l'IRMC et à vouloir puiser dans cette culture. On va revenir à une attitude ambivalente ; on continuera à vouloir émigrer, y compris clandestinement et à dire qu'on garde ses distances avec l'autre rive de la Méditerranée. Et plus on stigmatisera l'Occident, plus on créera des besoins et un rééquilibrage en ce sens. À ce propos, on gagnerait à avoir dans la *Lettre* une recension des travaux en arabe. C'est un centre de recherche qui doit s'ouvrir sur la langue arabe et les arabisants. Mais, ceci étant, pas plus que cela. Il faut réajuster, certes, en s'enrichissant bien entendu, en s'ouvrant sans doute vers d'autres publics, arabisants et associations ainsi que d'autres disciplines, mais l'IRMC doit garder son identité, il ne faut surtout pas « perdre son âme ». C'est un peu comme certains Tunisiens qui ne veulent pas devenir Qataris, il faut faire bouger les frontières, tout en restant un centre spécialisé sur le Maghreb, et il n'en y a pas beaucoup. L'IRMC doit s'ouvrir sur les tendances qui travaillent la société tunisienne, les régions, les jeunes, les formes de la religiosité, et il a les réseaux et la logistique pour mener ce regard croisé, car que valent les sciences sociales sans ce comparatisme ? S'ouvrir en gardant son identité ; c'est là sa cohérence et le meilleur antidote contre l'intolérance.

(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieuil)

Les sciences sociales à l'IRMC et dans la révolution tunisienne



Yadh BEN ACHOUR

est juriste et membre du comité des droits de l'Homme des Nations unies, et président de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution.

Premiers souvenirs de l'IRMC

Mes premiers contacts avec l'IRMC remontent au temps où il se nommait le CDTM. J'allais visiter la bibliothèque de la l'avenue de Paris dans ce centre consacré à la Tunisie et au Maghreb, et en particulier pour consulter *L'Annuaire de l'Afrique du Nord* que l'on considérait comme un instrument de recherche de première qualité et très exhaustif. Mais depuis tout s'est transformé, le CDTM est devenu l'IRMC et *L'Annuaire* est devenu *L'Année du Maghreb*. Comme on le voit là, les titres et les nominations des institutions de recherche ou

des revues changent comme le climat, et cela prouve déjà que les sciences sociales sont vraiment des sciences « sociales » au sens propre du terme ; c'est-à-dire que comme l'IRMC elles évoluent avec les sociétés, ce qui relativise beaucoup leur caractère « scientifique ». On voit en effet mal les sciences physiques, astrophysiques ou chimiques se modifier en fonction des sociétés, elles ne changent qu'en référence aux découvertes qui sont intrinsèques à la science concernée et validées par cette seule science.

On allait donc à l'IRMC chercher l'information sur le monde arabe, et pas seulement sur le Maghreb et la Tunisie. Il est

L'IRMC et les sciences sociales

Les sciences sociales et la révolution tunisienne

resté aujourd'hui un centre d'attraction qu'il faut protéger et dont il faut garantir l'indépendance, le suivi des travaux et des publications. Il en est de même pour sa bibliothèque extrêmement riche en revues avec des exemplaires uniques en Tunisie. À l'époque, c'était déjà un instrument de recherche très utile, et un point de rencontre important pour l'organisation des conférences malgré l'exiguïté du lieu.

Dans une deuxième phase, j'ai fait partie du comité de suivi dans le cadre de réunions soit à Paris soit à Tunis. Je dois avouer que ce comité ne m'a pas toujours semblé jouer son rôle. Les réunions étaient la plupart du temps formelles, on y discutait des programmes de l'IRMC certes, mais je n'en n'ai pas gardé l'idée d'un organisme de direction ou d'inspiration, on n'a jamais cherché à savoir si les décisions qu'on prenait étaient suivies, exécutées. Ce n'est peut-être pas plus mal, parce que l'IRMC, avec des personnalités scientifiques d'excellente qualité à sa tête, avait une autonomie, une autosuffisance par rapport à ses institutions de contrôle, et en a fait bon usage pour la recherche. Tout cela avait un caractère plus diplomatique que réellement de recherche, le comité de suivi c'était pour la « *tazkya* » politique, comme on dit, entre les deux États. On était dans un régime très musclé, il fallait des autorisations, la recherche à l'époque de la dictature était vraiment une aventure.

Droit et sciences sociales

J'avais demandé, dans ce comité de suivi, que le droit soit mieux représenté à l'IRMC. Il y a en effet dans le domaine des sciences sociales une rupture entre la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, avec le droit. Il est vrai que les juristes sont en général des positivistes qui ennuient les sociologues et les anthropologues, et agacent les historiens. Ils considèrent le juriste comme un homme de texte et le droit comme une science abstraite et formelle, intemporelle et même irréaliste, qui ne tient pas compte des réalités sociologiques. Quand au juriste, il leur rend bien la politesse car il estime que les anthropologues et les sociologues perdent la notion de la norme, oublient qu'elle fait partie de la réalité, alors que la norme juridique comme la norme morale est partie prenante de notre conduite quotidienne. Il y a une sorte d'absence de convivialité entre les uns et les autres. Or, je considère qu'aujourd'hui le droit a beaucoup

évolué avec les sciences sociales, les juristes ne sont plus des positivistes. La science du droit a changé grâce d'abord à l'histoire du droit depuis l'école allemande, puis à la sociologie et l'anthropologie juridiques, à la philosophie du droit, la linguistique juridique, autant de disciplines que le juriste ignorait il y a un certain temps. C'est également vrai pour les sciences sociales qui ont de plus en plus tendance à considérer le fait juridique comme faisant partie de leurs propres investigations, surtout l'analyse de la jurisprudence, on le voit beaucoup par exemple dans l'école réaliste américaine. Il y a une ouverture incontestable des sciences sociales vers le droit, de telle sorte qu'aujourd'hui on n'a plus aucune raison de maintenir cette séparation. Le droit est une science sociale comme les autres, et je dirai même qu'il se situe à la croisée des chemins des sciences sociales parce qu'il n'enferme pas dans une discipline. Un juriste peut tout autant étudier le droit sous son aspect historique ou sociologique. Puis le droit et les autres sciences sociales ont une préoccupation commune qui est la quête de la preuve. La question des preuves est centrale pour le juriste : c'est le fardeau de la preuve, les présomptions, les preuves authentiques, les preuves formelles, le commencement de preuve, la preuve parfaite... Le problème fondamental d'un juriste, en droit civil mais aussi en droit administratif puis pénal, est toujours comment prouver les faits, les actes, la volonté d'un mort, d'un vivant et même d'un homme à naître. Le juriste étudie cela dans

sa petite chapelle de juriste mais les mêmes difficultés et les mêmes méthodes se retrouvent dans la science historique, l'historien agit très souvent quasiment comme un juge d'instruction, on les retrouve chez l'archéologue, chez l'anthropologue, le sociologue : comment à partir de choses inconnues ou faiblement connues on va parvenir à l'établissement de faits ? Mais en sciences sociales la preuve n'atteint jamais le degré de l'évidence comme en sciences expérimentales ou en mathématiques, elle n'est qu'une lecture possible des faits. À ce propos j'avais écrit un article à paraître, « La tunique de Joseph, la construction des faits et de leurs preuves en sciences sociales ». J'y montre que la tunique de Joseph prend des significations multiples. Dans l'ancien testament elle est utilisée contre lui par la femme de Potiphare comme pièce à conviction pour établir sa culpabilité. Pour le même fait, déchirée par derrière, elle a été comprise par le texte coranique comme la preuve de l'innocence d'un bel homme fuyant les entreprises amoureuses d'une femme infidèle. Ou encore dans d'autres lieux et temps, face à une présomption de décès, comme la preuve d'une mort accidentelle.

La contribution de l'IRMC au développement des sciences sociales

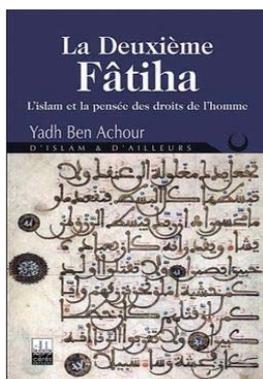
Elle est de premier ordre en Tunisie. Car nous avons une science sociale fermée sur



L'IRMC et les sciences sociales

Les sciences sociales et la révolution tunisienne

elle-même, pouvant être marquée politiquement, très perméable aux nationalismes, aux idéologies. C'est le cas de toute la sociologie arabophone, crispée et influencée par le nationalisme, faisant de la question linguistique une question centrale et conflictuelle. L'IRMC est un excellent conducteur pour développer cette recherche en sciences sociales que l'on estime supérieure ; supérieure parce qu'elle est ouverte sur le monde, parce qu'elle ne fait pas de l'opposition entre l'Occident et le reste du monde une question existentielle ; c'est la tendance humaniste d'une sociologie et d'une anthropologie qui croient dans les valeurs de l'universel et de la modernité. L'IRMC est le contre point apporté à toutes ces tendances localistes, à la limite indigènes et du coup indigentes des sciences sociales, et nous devons conserver un vecteur de ce type-là dans notre pays. L'IRMC peut jouer un rôle de pont, que nos laboratoires ou facultés ne peuvent pas jouer parce qu'il existe un mur, un conflit permanent au sein de nos universités entre les francophones et les arabophones, les universalistes et les



nationalistes. On retrouve ce conflit partout même dans la composition des jurys de thèse ou de mémoire, dans les élections au Conseil scientifique, du Département, du Doyen, on juge les gens de telle ou telle tendance en fonction de leurs prédéterminations idéologiques. Ces lieux ne sont pas des lieux de pacification ou de réconciliation. Alors que l'IRMC en tant qu'acteur neutre non engagé dans les questions politiques de la Tunisie, peut jouer un rôle de conciliateur entre ces tendances, il peut organiser des séminaires et des colloques communs, appeler les uns et les autres pour exposer leur point de vue dans ses locaux, et varier les publics. L'IRMC c'est également l'ouverture sur les langues, pas seulement le français

mais également sur l'anglais : ce qui se fait actuellement en anglais dans le domaine des sciences sociales est énorme et notamment en matière d'islamologie nouvelle. L'utilisation linguistique a des significations. Quand on est arabophone et uniquement arabophone, c'est une pratique d'indigénat, quand on utilise le français comme langue de recherche et d'enseignement c'est un pas vers l'international, et quand on pratique le français et l'anglais et que les trois langues deviennent langues de travail, nous aboutissons à un haut niveau d'internationalisation.

La révolution tunisienne est la chance de notre génération de chercheurs

Pourquoi ? Parce qu'elle nous met devant une réalité que nous n'avions saisie qu'à travers les livres. L'idée de révolution chez les juristes nous la connaissons dans des cours, mais c'est du papier, ce n'est pas de la réalité. Lorsqu'on dit que la révolution régénère le droit, institue une nouvelle légalité à partir de la violation de la réalité, c'est un problème livresque. Mais la révolution tunisienne nous apporte l'expérience et nous met devant des réalités de ce type-là. Et cela implique pour le juriste de reformuler totalement ses méthodes parce qu'il y a là une matière vivante sur laquelle il peut intervenir. J'ai vu quelques juristes continuer à travailler sur le droit comme s'il ne s'était rien passé, ce qui les met totalement à côté de la plaque. J'ai écrit un article sur la révolution dans ses manifestations constitutionnelles, où j'entendais exploiter cette idée que la révolution qui est pour le juriste une idée de livre, doctrinale et abstraite, est devenue un laboratoire concret pour étudier la vie réelle du droit, comment on passe à un nouveau droit par l'intermédiaire du non droit ou de la violation du droit. C'est très intéressant, surtout au cours de l'année 2011. Comment peut-on suspendre une constitution ? Pour le juriste positiviste c'est un acte illégal et qui restera une irrégularité, une négativité qui ne peut rien produire. Même chose : comment peut-on instituer un gouvernement provisoire sans référence et sans fondement juridiques ? Comment peut-on produire du droit à partir du néant ? La Tunisie a apporté la réponse à ces questions, et le juriste ne peut pas les ignorer.

L'expérience que nous vivons actuellement est de la plus haute importance

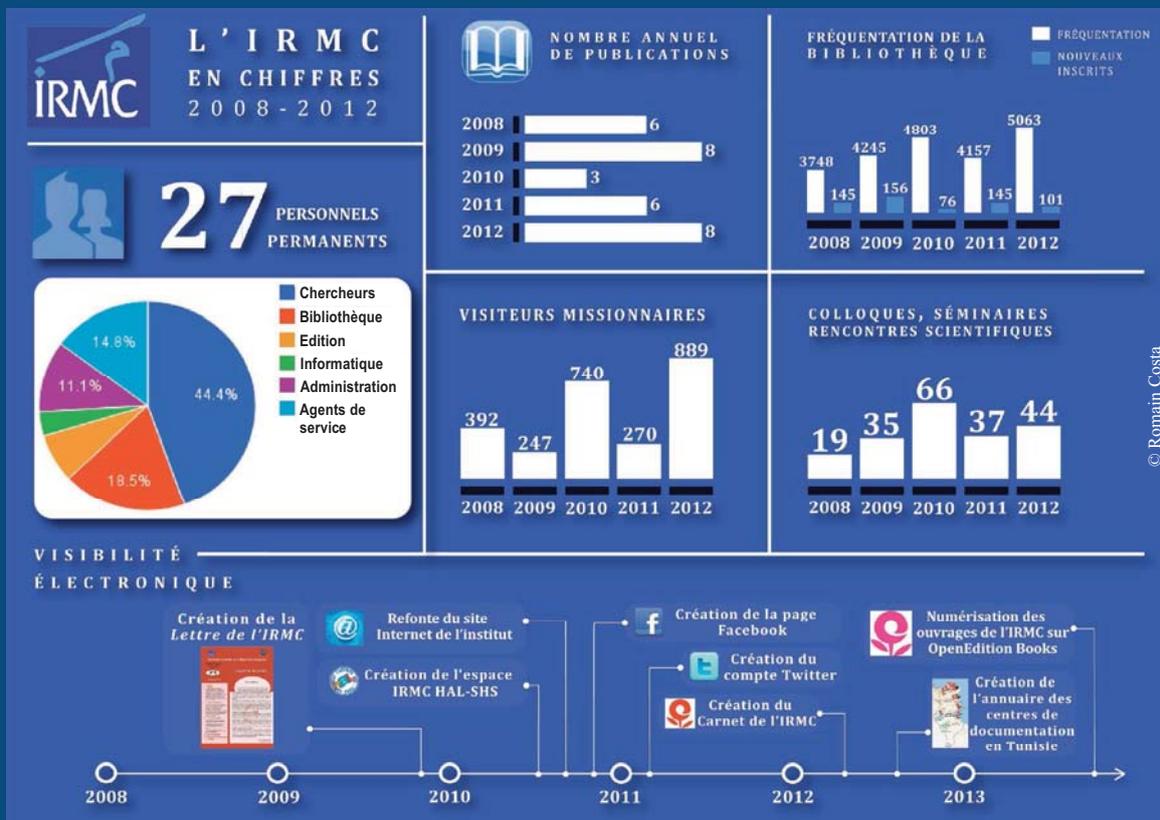
pour l'enrichissement du droit. On peut en dire autant sur le plan des autres sciences sociales pour les collègues anthropologues, sociologues, sur ces périodes d'accélération de l'histoire où on voit par exemple un jeune perdu mais qui n'avait rien d'un islamiste, se transformer brutalement, se laisser pousser une barbe, se créer de nouveaux repères, de nouvelles références. J'ai rencontré au cours de mes conférences des personnes perturbées mentalement qui prennent la parole, qui viennent me voir à la fin avec des dossiers de proposition de constitution, des dessins, des schémas, j'en ai gardé un qui est sublime, avec des propositions constitutionnelles et des perspectives d'avenir, des choses inouïes qui ont leur propre rationalité. C'est intéressant sur le plan de la psychologie sociale, c'est un phénomène nouveau qui constitue un laboratoire. Ou encore cet article paru dans *La lettre de l'IRMC* qui nous dit que la révolution tunisienne n'est pas un phénomène urbain et trouve ses racines dans le monde rural et dans l'opposition villes campagnes...

Un nouveau terrain s'ouvre pour la science politique. Cette idée que le monde arabe est incrusté dans l'obéissance, et moi-même je l'ai écrit, que la passivité fait partie de nos chaînes, du prince pivot du monde et représentant de Dieu, du pouvoir qui est un pasteur et de nous les citoyens qui sommes le troupeau, ces doctrines politiques génétiques du monde arabe, sont finies et atteintes dans leurs profondeurs. Les révolutions dans le monde arabe même si elles aboutissent à des contre révolutions, ont démontré que c'était une aberration. La révolution en Tunisie a mis fin à cette légende de la démocratie comme importation occidentale et pas mal de schémas sont à revoir en sciences politiques.

Maintenant on est encore dans l'œil du cyclone, on n'a pas suffisamment de recul pour théoriser. Mais chacun de nous doit témoigner et apporter une contribution de ce qu'il fait, de ce qu'il sent, de ce qu'il voit en tant que chercheur. Moi je peux dire ce que je ressens comme juriste, ma vie, ma carrière à l'université ont été quêtes, linéaires, et là je suis totalement déstabilisé. Je ne regrette pas du tout parce que je me sens enrichi, je vois en moi un nouveau développement, je peux témoigner, et la théorisation viendra plus tard. Chaque chercheur, chaque scientifique doit apporter son témoignage, et l'IRMC est en train de le faire.

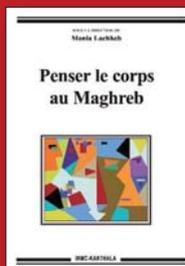
(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)

IRMC 1992-2012



© Romain Costa

DERNIÈRE PUBLICATIONS



Monia Lachheb (dir.), 2012, *Penser le corps au Maghreb*, coll. Hommes et sociétés, Karthala, Paris, 288 p. ISBN : 978-2-8111-0729-1.

Stéphanie Pouessel (dir.), 2012, *Noirs au Maghreb. Enjeux identitaires*, Karthala, Paris, 270 p. ISBN : 978-2-8111-0808-4.

Sihem Najar (dir.), 2013, *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, coll. Hommes et sociétés, Karthala-IRMC, Paris, 269 p. ISBN : 978-2-8111-0832-8.

Maghreb et sciences sociales 2012. De la colonie à l'état-nation : Constructions identitaires au Maghreb, IRMC-L'Harmattan, Paris, 328 p. ISBN: 978-2-336-00895-0.

Sihem Najar (dir.), 2013, *Penser la société tunisienne aujourd'hui. Nouvelles perspectives de la jeune recherche en sciences humaines et sociales*, Tunis, CÉRÈS Édition - IRMC, 416 p. ISBN : 978-9973-19-769-6.

Simpact



Responsable de la *Lettre de l'IRMC* : **Pierre-Noël Denieuil**

Responsable Communication : **Hayet Naccache**

Secrétaire de rédaction : **Romain Costa**

Conception graphique et PAO : **Besma Ouraïed-Menneï**

IRMC, 20 rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 TUNIS

Tél : (+216) 71 796 722 / Fax : (+216) 71 797 376

E-mail : direction@irmcmaghreb.org

Site internet : www.irmcmaghreb.org



Cette lettre de l'IRMC a été publiée avec le concours de l'IFT

